

adversaire son vif désir de conciliation, Arboleda passait la frontière avec son armée, ce qui ne permettait plus d'entrer en pourparlers avec lui, puisqu'il envahissait le pays sans déclaration de guerre et sans avertissement d'aucune sorte.

La troupe de García Moreno se trouvait alors campée aux environs de Tulcán. Ne sachant où la rencontrer ni comment s'orienter au milieu des ténèbres, Arboleda, suivi de quelques compagnons d'avant-garde, cherchait à reconnaître les chemins, quand tout à coup il aperçut dans l'ombre, à quelque distance, comme une pointe de feu. Faisant aussitôt signe aux siens de s'arrêter, il s'avance seul, à pas de loup, vers le point lumineux, et tombe sur un espion de García Moreno qui venait tranquillement, mais très imprudemment, d'allumer un cigare. Épouvanté de se voir à la merci du chef grenadin, cet homme servit de guide à l'armée ennemie jusqu'à Tulcán.

Il n'y avait point à reculer. La petite troupe, mal armée, plus mal exercée, se défendit héroïquement jusqu'à ce que, enveloppée par le nombre, elle se vit obligée de capituler ou de fuir pour échapper à la mort. García Moreno, lui, ne savait ni fuir, ni capituler. Au moment de la débâdade, il se précipite, suivi de cinq intrépides cavaliers, au milieu des bataillons ennemis. Il frappe à droite et à gauche sans s'inquiéter des balles qui sifflent à son oreille, abattent son chapeau et criblent ses vêtements. Une de ces balles l'atteint à la poitrine et glisse sur une pièce d'argent, sans le blesser. Il arriva ainsi jusqu'aux derniers retranchements d'Arboleda, puis retourna sur ses pas au milieu d'une pluie de balles, sans qu'un ennemi osât lui barrer le passage. Déjà même il était loin du champ de bataille à l'abri de tout danger, quand il revint volontairement se livrer à un officier en lui disant : « Conduisez-moi à votre chef, c'est à lui que je veux rendre mon épée. »

Arboleda se sentit déconcerté en présence de ce magnanime vaincu. Il ne put s'empêcher d'avouer en présence de tous ses officiers qu'une pareille défaite, honorable pour l'Équateur, couvrait de gloire son vaillant chef. Il traita García Moreno avec le plus profond respect, lui rendit son épée, et se montra tout disposé à traiter immédiatement des conditions de la paix. Sincèrement réconciliés dès leur première entrevue, les deux chefs catholiques déplorèrent le concours de circonstances qui les avait amenés à guerroyer l'un contre l'autre, au lieu de tourner leurs armes contre leur commune ennemie, cette Révolution tyrannique qui désolait en ce moment la Nouvelle-Grenade et ne cessait d'intriguer en Équateur pour ressaisir le pouvoir. Oubliant leurs griefs, ils conclurent un traité d'alliance; puis García Moreno, déclaré libre, reprit le chemin de sa capitale.

À Quito, comme dans tout le pays, régnaient le trouble et l'agitation. On avait appris la déroute de l'armée et la captivité de son chef. Malgré l'acte d'héroïsme qui avait terminé le combat de Tulcán, on gémissait sur une défaite qui, par suite des exigences du vainqueur, pouvait prendre les proportions d'un véritable désastre. Aussi, pendant que le peuple, attaché de cœur à García Moreno, témoignait sa profonde tristesse par ses lamentations, ses larmes, ses prières publiques dans les églises, les libéraux, heureux de l'humiliation subie par l'homme qui les écrasait du poids de son génie et de sa bravoure, prenaient-ils plaisir à faire ressortir l'inutilité de cette funeste entreprise. Sans tenir compte de la déloyale agression dont le président avait été victime, ils attribuaient son échec à sa téméraire impétuosité. Le moment n'était-il pas venu de se débarrasser de ce réformateur turbulent et tyrannique qui, sous prétexte de catholicisme et de civilisation, imposait à l'Équateur ses idées rétrogrades en même temps qu'il le brouillait avec l'étranger? En s'appuyant sur la garnison de Quito, et peut-être sur Flores, dont les idées politiques ne cadraient pas avec celles de García Moreno, ne pouvait-on pas profiter du trouble des esprits pour abattre le gouvernement et conclure avec Arboleda une paix moins onéreuse?

Les organisateurs de *pronunciamentos* en furent pour leurs frais d'invention. Ils apprirent bientôt que le président, supposé prisonnier, se trouvait au palais du gouvernement où il avait

par un lancier qui le serrait de près, n'eut que le temps de se jeter sur un vaisseau pour aller cacher sa honte à Guayaquil.

Après trois heures de combat, García Moreno se trouva donc maître de la place importante de Babahoyo. Grand nombre d'officiers et de soldats, trois canons, quantité de fusils et de munitions, l'imprimerie du gouvernement, les salines de l'État, tombèrent en son pouvoir. Un an auparavant il avait juré de ne prendre aucun repos avant d'avoir assuré le triomphe de sa cause; après cette victoire, il écrivit à ses collègues du gouvernement provisoire : « J'ai tenu parole, et je crois bientôt pouvoir vous annoncer la fin de cette campagne visiblement bénie du ciel. » Puis, avec un oubli de soi-même dont les grands hommes seuls sont capables, il ajoutait : « Ces avantages, nous les devons principalement au génie guerrier de notre général en chef, nous les devons ensuite aux vertus militaires de nos officiers et soldats. »

La prise de Babahoyo avait mis le général León dans une situation critique. Coupé de sa ligne de communication, il ne pouvait sans témérité attaquer des troupes supérieures en nombre, et dont la victoire avait décuplé les forces. Pour se dégager, il descendit jusqu'à Samborodón avec l'intention d'y embarquer ses troupes et de rejoindre Franco à Guayaquil; mais déjà Flores, qui l'avait deviné, se trouvait à Bocca Corvina, en face de Samborodón, avec artilleurs et canons, pour couler ses vaisseaux. L'infortuné fut réduit à gagner la cité maritime en traversant bois et rivières sous les feux d'un soleil dévorant.

Le terrain balayé, il restait aux vainqueurs à forcer l'ennemi dans la forteresse de Guayaquil, où Franco préparait une résistance désespérée. Tous les cantons de la province fraternisant avec les troupes de García Moreno, le traître, pour colorer ses prétentions, imagina de concert avec Castilla une comédie plus ridicule que toutes les autres. Un certain nombre de mercenaires à sa solde, réunis en comité, proclamèrent Guayaquil ville libre et indépendante sous le protectorat du Pérou. Moyennant cette farce grossière, Franco restait le défenseur de la cité, et Castilla, en sa qualité de protecteur, s'autorisait à bombarder sans scrupule les envahisseurs de Quito. Tel est le respect de ces démocrates pour la volonté nationale!

Il fallut tout un mois pour s'approcher de Guayaquil. Transportées sur le Guayas jusqu'à Samborodón, les troupes suivirent alors le chemin de terre au prix d'énormes fatigues et vinrent camper à Mapasingue, au nord-ouest de la cité toute proche. Les deux chefs y établirent leur quartier général pour combiner les dernières dispositions à prendre avant de livrer le terrible assaut.

L'entrée de Guayaquil est défendue de ce côté par une colline hérissée de batteries qui la rendent inexpugnable. À gauche de cette forteresse naturelle coule le Guayas, dont les eaux vont se jeter à la mer en côtoyant la ville par l'arrière (à l'est). À droite, vers le sud, s'avance l'Estero Salado, espèce de marécage boueux planté de grands arbres appelés mangliers, véritable bras de mer isolant complètement Guayaquil et la belle plaine qu'elle domine. Pour pénétrer dans la place sans se jeter tête baissée sur les canons de l'ennemi, les deux chefs durent cette fois encore, recourir à un habile et audacieux stratagème.

Depuis quelques jours déjà, Flores préparait ostensiblement un assaut en règle de la colline et du fort qui la relie à l'Estero Salado. De son côté, Franco disposait ses batteries de manière à foudroyer ses adversaires au premier choc. Le vingt-deux septembre au soir, chacun s'en alla prendre son repos, persuadé que la bataille aurait lieu le lendemain, lorsque, la nuit, pendant que les feux brillaient au camp comme à l'ordinaire, l'armée des assaillants se mit en marche, sauf un régiment de lanciers et une compagnie d'artilleurs chargés de défendre en cas d'attaque le quartier général de Mapasingue et d'attirer de ce côté l'attention de l'ennemi. L'armée, faisant un mouvement tournant vers le sud-ouest puis vers l'est, se transportait à une lieue de là, sur les

bords de l'Estero Salado, pour le traverser cette nuit-là même et surprendre Guayaquil du seul côté où Franco ne pouvait l'attendre, car il ne venait à l'imagination de personne que des troupes en armes s'aventurassent jamais dans cet inextricable labyrinthe.

Sous l'habile et énergique direction de leurs chefs, les soldats défilèrent dans le silence et l'obscurité de la nuit, emportant canons et munitions, canots et radeaux, tout le matériel lourd et encombrant qui devait servir à effectuer le passage du Salado et à livrer bataille. Après de longues heures de marche par des sentiers étroits et tortueux, à travers les collines, les rochers et les broussailles, on déboucha enfin dans une petite vallée où les soldats épuisés se livrèrent au sommeil. Sur pied dès l'aurore, ils arrivèrent promptement à l'Estero Salado. Ce bras de mer, pris dans sa largeur, se divise en trois parties. C'est d'abord un marais fangeux, d'où émerge une forêt de mangliers. Ces arbres étranges élèvent leurs racines jusqu'à plusieurs mètres au-dessus du sol, de sorte que celles-ci, se croisant et s'entrelaçant comme les mailles d'un tissu, forment une haie impénétrable de cinq à six cents mètres d'étendue. Au-delà, le marais est coupé dans toute sa longueur par un canal profond d'environ trente mètres de large, qu'on appelle le Río Salado; puis reparaissent les terrains marécageux et le bois de mangliers jusqu'à la savane. C'est cette barrière trois fois infranchissable qu'il fallait traverser pour se jeter dans la vaste plaine qui s'étend de l'Estero jusqu'à Guayaquil.

Le général en chef, entouré d'une compagnie de tirailleurs, se rendait compte avec une grande attention des difficultés du passage, quand un feu de peloton, parti du Salado, lui apprit qu'on l'observait. Sans perdre de temps, il s'élança suivi de ses hommes à travers les mangliers pour reconnaître l'ennemi. C'étaient des éclaireurs montés sur deux embarcations, qui, aux premiers coups de fusil, s'empressèrent de gagner le large. Le Río rendu libre, les tirailleurs le traversèrent en canots, pour s'établir sur la rive opposée, et protéger la terrible opération du passage des troupes. De l'autre côté, les canons déjà montés sur leurs affûts attendaient le moment de balayer les lignes ennemies.

Alors, au moyen de canots et de radeaux, les différents corps, compagnie par compagnie, s'efforcent de franchir l'affreux borborygme. On ne voit plus que des soldats accrochés aux mangliers, et suivant péniblement la direction tortueuse des racines, tantôt hissés jusqu'aux branches des arbres, tantôt enfouis dans la boue gluante sous un toit d'arbustes et de broussailles. Plusieurs bataillons avaient heureusement gagné l'autre rive, quand du fort de Liza part une vive fusillade; le canon gronde à son tour; quelques balles, lancées par les tirailleurs, parviennent jusqu'au Salado: ce sont des détachements ennemis qui accourent pour barrer le passage, difficulté qu'avait prévue le général en chef. À l'instant, sur son ordre, vingt trompettes placées à l'avant-garde au milieu des tirailleurs sonnent la charge comme si toute l'armée suivait. Trompée par cette ruse, une bande de deux cents hommes, après avoir brûlé quelques cartouches, crut prudent de se replier en bon ordre.

Le gros de l'armée se trouvait alors dans les mangliers, déployant une activité prodigieuse. Bientôt les artilleurs, après avoir protégé leurs frères, arrivent eux-mêmes au bord du labyrinthe, traînant leurs canons, leurs affûts, leurs obus, leurs caissons. À la vue de leur chef qui s'élança dans le marais, chargé d'un caisson de cinquante kilos, ces braves le suivent avec leurs pièces. Les canons, attachés dans le sens de la longueur à un levier de quatre mètres de long, sont portés chacun par douze hommes. Dix autres traînent les affûts, pendant que leurs camarades chargent sur leurs épaules ou attachent à leur cou les caissons de munitions. Chacun de ces groupes n'avance de quelques mètres qu'au prix des plus héroïques efforts. Les uns, suspendus aux branches des mangliers, soulèvent le levier, pendant que d'autres, enfoncés dans la vase, soutiennent de leurs bras nerveux les lourds affûts. Ceux-ci les dirigent au moyen de cordes à travers les obstacles; ceux-là écartent les broussailles ou coupent les racines qui embarrassent la

Salvador, « non point, disait-il dans une circulaire au corps diplomatique, pour intervenir en faveur de l'une ou de l'autre des parties belligérantes, mais pour assurer le respect et l'intégrité du territoire ».

Aussi fier que García Moreno, Arboleda plaida les circonstances atténuantes, et finalement refusa la satisfaction demandée. « Le colonel Erazo, dont on exigeait la destitution, combattait sur un autre point du territoire pendant que le détachement en question passait la frontière: il n'avait donc point à répondre du délit. Quant au délit lui-même, commis malgré les recommandations souvent répétées des autorités supérieures, il s'expliquait par la précipitation et l'emportement d'une bande furieuse, inconsciente de ses actes. C'était aussi sans préméditation que le major Rosero avait blessé le chef militaire de l'Équateur, et partant, aux termes du traité, il échappait à l'extradition. On espérait que ces explications paraîtraient satisfaisantes. »

García Moreno les trouva simplement dérisoires. Il répondit avec sa logique de fer « que si le colonel Erazo n'avait point passé le Carchi, il demandait la destitution du chef, n'importe lequel, qui présidait à l'invasion; que, si la bande avait enfreint la défense réitérée des autorités, cette circonstance aggravait son crime; qu'enfin de nombreux témoins imputaient au major Rosero d'avoir agi en parfaite connaissance de cause. Si Arboleda ne se croyait pas responsable des délits commis par ses subordonnés, l'Équateur n'avait d'autre ressource pour faire respecter ses droits que de les défendre les armes à la main. »

L'affaire menaçait de prendre des proportions très graves. En Équateur, on blâmait assez généralement cette démonstration militaire à la frontière. Les ennemis du président, les modérés, et même un certain nombre de ses amis, trouvaient qu'il aurait dû accepter les explications d'Arboleda, pour ne point compromettre une situation déjà trop tendue à l'intérieur, et qui deviendrait désastreuse si elle se compliquait d'une guerre avec l'étranger. À tort ou à raison, García Moreno prétendit qu'il s'agissait d'une question d'honneur, et qu'un chef d'État ne laisse pas, lui vivant, violer impunément son territoire; il décida, en conséquence, qu'il irait personnellement exiger d'Arboleda une réparation qu'en homme loyal celui-ci ne pouvait refuser.

Il fallait toute son énergie pour prendre une résolution semblable dans les circonstances où il se trouvait. Quelque temps auparavant, en dirigeant des ouvriers occupés à tracer une route au travers des bois, il s'était fait à la jambe une profonde blessure. Malgré les soins des médecins, la plaie s'envenima d'une manière si alarmante que ceux-ci prescrivirent au malade un repos absolu. Or, à ce moment-là même, García Moreno voulait à toute force monter à cheval pour gagner la frontière. Très expert en médecine et en chirurgie, il proposa de brûler la plaie, mais l'opération parut si dangereuse aux hommes de l'art qu'ils refusèrent d'en prendre la responsabilité. Alors impatienté de ces lenteurs, García Moreno saisit lui-même une lame de fer chauffée à blanc, et l'appliqua sur la plaie vive avec autant de calme que s'il se fut agi d'opérer son voisin. Trois jours après, la blessure parfaitement cicatrisée, l'homme de bronze faisait à cheval les trois journées de marche qui le séparaient du Carchi.

En rejoignant sa petite armée, García Moreno avait moins l'envie de combattre que de faire prendre au sérieux sa demande de réparation; mais déjà Arboleda, décidé à ne point accorder de satisfaction, avait quitté son campement des environs de Popayán et s'avançait vers la frontière avec des forces considérables. Persuadé néanmoins qu'une conversation amicale terminerait le différend, García Moreno lui dépêcha son aide de camp, don Napoleón Aguirre, pour lui proposer un arrangement pacifique. Cette offre fut immédiatement rejetée sous prétexte qu'un parlementaire ne doit pas se présenter en uniforme, ni sans les formalités usitées en temps de guerre; Arboleda fit même saisir et déporter Aguirre jusqu'à deux lieues de la frontière, où on le laissa libre en lui faisant entendre que le conflit se terminerait par une conférence avec García Moreno. Or, cette nuit-là même, après avoir expédié une lettre dans laquelle il exprimait à son

CHAPITRE XVI

DÉFAITE DE TULCÁN

1862

Pendant que les réformes civiles et religieuses soulevaient de si nombreux et de si graves ressentiments contre l'homme audacieux qui prétendait, disait-on, régenter l'Équateur, une expédition chevaleresque mais malheureuse vint mettre de nouvelles armes aux mains de ses ennemis.

Vers le milieu de l'année 1860, le général Mosquera, vieux soldat de l'Indépendance, catholique de vieille race, n'ayant pu obtenir du parti conservateur le fauteuil de la présidence, se mit par ambition à la tête des radicaux pour révolutionner les États de Colombie contre le gouvernement central. La guerre civile ayant éclaté, le président Ospina fit appel au dévouement d'un grenadin établi à Paris avec sa famille, don Julio Arboleda, désigné déjà comme le futur chef du gouvernement. Issu d'une famille ancienne et distinguée, guerrier valeureux, orateur brillant, poète même à ses heures, d'esprit religieux mais de caractère aventureux, Arboleda offrait plus d'un trait de ressemblance avec García Moreno. Appelé par le pouvoir légitime, il accourut à Santamarta qu'il défendit vainement contre les rebelles; puis, Mosquera, maître de Bogotá, ayant proclamé la dictature et donné le signal d'une atroce persécution contre l'Église, Arboleda se jeta dans la province du Cauca pour organiser la résistance au sein de ces populations sincèrement catholiques. Tout l'Équateur, García Moreno en tête, faisait des vœux pour son triomphe, quand un incident malheureux vint mettre aux prises ces deux hommes si bien faits pour s'entendre.

Le 19 juin 1862, un bataillon d'Arboleda, à la poursuite d'une bande de partisans de Mosquera, ayant franchi le Río Carchi, limite des deux États, blessa gravement le représentant de l'Équateur accouru pour s'opposer à cette violation du territoire; dans son emportement il chargea même la milice qui lui barrait le passage. Il n'en fallait pas tant pour révolter García Moreno, susceptible au dernier degré quand l'honneur national était en jeu. Quatre jours après l'échauffourée du Carchi, le 23 juin 1862, il expédia au gouvernement d'Arboleda, établi à Pasto, cette dépêche indignée, violente même, si l'on considère qu'elle s'adresse à un ami politique, et à l'occasion d'un fait absolument involontaire de sa part.

«Le 19 du présent mois vers le soir, quatre cents hommes de vos troupes ont passé le Carchi et se sont avancés à une lieue de la frontière sur le territoire de la République. Après ce premier délit, continuant leurs démonstrations hostiles, ils ont fait feu sur la garnison équatorienne, et blessé le commandant qui leur reprochait à bon droit l'acte outrageant dont ils se rendaient coupables. Comme il n'y a point actuellement dans la Nouvelle-Grenade de gouvernement général avec qui l'on puisse traiter, le président de la République exige de vous une prompte satisfaction pour l'injure faite au pays par cette violation du territoire et les délits qui l'ont accompagnée. En réparation de l'offense, il demande la destitution du colonel Erazo, chef de l'expédition, et la remise entre nos mains du major Rosero qui blessa le commandant militaire de la frontière. Le délit ayant été commis sur notre territoire, l'extradition est de droit en vertu du traité de 1856. Cette satisfaction, le gouvernement espère l'obtenir complète, et dans les quarante-huit heures: autrement il se verra forcé, bien qu'à son grand regret, d'employer les moyens nécessaires pour faire respecter ses droits.»

Pour corroborer sa juste mais sévère réclamation, il expédiait en même temps à la frontière une division de gardes nationaux et quelques centaines de vétérans, le tout commandé par le colonel

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 98

qui retentirent jusqu'aux confins de l'Équateur. On eût dit qu'on célébrait la conquête d'une nouvelle indépendance. Pour donner à cet événement sa vraie signification et en perpétuer à jamais la mémoire, García Moreno voulut que la bannière déshonorée par les traîtres disparût avec eux de l'Équateur. «Cette bannière, dit-il dans un décret solennel, portée par un chef indigne, couvert d'une tache indélébile, doit s'effacer devant l'antique drapeau teint du sang de nos braves, drapeau toujours immaculé, toujours triomphant, vrai trophée de nos gloires nationales. À partir de ce jour, le noble drapeau colombien redevient le drapeau de la République.»

Le chrétien se souvint alors que la victoire doit s'attribuer moins au génie de l'homme qu'à l'intervention du Dieu des armées. La prise de Guayaquil ayant eu lieu le 24 septembre 1860, fête de Notre-Dame de la Merci, il décréta que «pour remercier la Mère du divin Libérateur comme pour mériter son assistance dans l'avenir, l'armée de la République serait placée désormais sous la protection spéciale de Notre-Dame de la Merci et que, chaque année au retour de ce grand anniversaire, le gouvernement et l'armée assisteraient officiellement aux solennités de l'Église». De fait, Notre-Dame de la Merci, l'antique rédemptrice des captifs, l'avait aidé à délivrer son pays d'hommes plus à craindre que les Sarrasins, je veux dire les hommes de la Révolution.

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 84

marche. Parfois, après de longs efforts, une branche pourrie cède sous le poids de quatre ou cinq hommes qui tombent dans la vase, avec le canon suspendu à leurs bras, et il faut alors tout le génie des officiers pour les dégager de l'ornière. Enfin, la figure couverte de boue, les pieds et les jambes ensanglantés, l'uniforme en lambeaux, ruisselants de sueur, mourants de soif au point d'approcher de leurs lèvres le liquide nauséabond dans lequel ils pataugent, ces braves aussi durs que le bronze de leurs canons, arrivent dans la plaine avec armes et bagages aux applaudissements de toute l'armée. On avait mis huit heures à franchir l'Estero Salado, huit heures d'héroïsme silencieux pour s'établir au sud de la ville de Guayaquil – où Franco ne pouvait pas imaginer que l'artillerie ni même la troupe puissent parvenir. Nous n'avons voulu omettre aucun trait de cette marche héroïque, afin de montrer ce que peuvent des hommes de cœur conduits par des hommes de génie.

Vers le soir, l'armée, formant un vaste quadrilatère, se développa dans la plaine et attendit, frémissante, le signal du combat. García Moreno et Flores parcoururent les rangs pour donner leurs dernières instructions. À onze heures, les clairons sonnèrent la marche en avant, c'est-à-dire la victoire ou la mort. Derrière les combattants s'ouvrait le tombeau de fange qui devait les ensevelir en cas de reculade; devant eux, les canons de Franco. Chefs et soldats n'eurent plus qu'une seule pensée: vaincre les traîtres ou vendre chèrement leur vie.

À ce moment, tonnèrent à l'unisson les batteries de Franco et les canons du vapeur péruvien Túmbez. Les assaillants répondirent par un cri formidable de: «Vive l'Équateur!» et se précipitèrent avec une telle fureur que plusieurs compagnies de l'avant-garde ennemie s'enfuirent en désordre, reconduites au pas de charge, l'épée dans les reins, par le bataillon du colonel Veintimilla. Le commandant Barredo, appuyé par l'artillerie du général Salazar, dispersa un fort bataillon d'artillerie et lui prit une de ses pièces. En même temps, les volées de mitraille balayaient la plaine si bien que les troupes de Guayaquil, qui ne comptaient nullement sur le canon après le passage du Salado, se retirèrent complètement démoralisées derrière les batteries de la colline *el Cerro*, après avoir abandonné presque sans résistance la caserne et le parc d'artillerie.

Les hauteurs et les forts continuaient à se défendre. García Moreno et Flores, établis au centre des opérations, donnèrent vers quatre heures le signal d'une attaque générale. Le colonel Veintimilla, sous un feu terrible, prit d'assaut les fortifications de la Legua et s'empara de ses batteries. Vers six heures, le général en chef, entouré d'une faible escorte, s'approcha des retranchements *del Cerro* pour inviter l'ennemi à ne point prolonger une résistance inutile, et déjà les troupes levaient la croix en l'air, quand un mulâtre furieux brandit sa lance pour en percer le trop persuasif orateur. Flores n'eut que le temps de fuir au plus vite, sous une pluie de balles auxquelles il échappa comme par miracle. Quelques instants après, il revint à la tête des *Vengadores* de Quito, qui s'élançant à la baïonnette sur les parapets, tuèrent les artilleurs sur leurs pièces et se rendirent maîtres *del Cerro*. Pendant ce temps, les colonels Salvador et Veintimilla démontraient toutes les batteries depuis la Legua jusqu'à l'hôpital militaire.

L'ennemi affolé s'enfuit à la débânde à travers les rues de la ville, s'embusquant dans les maisons pour tirer encore sur les vainqueurs. À neuf heures, les survivants de cette lutte sanglante étaient tous prisonniers. Le général Franco, embarqué sur un vaisseau péruvien, laissait entre les mains de l'ennemi plus de quatre cents soldats, la plupart de ses officiers, vingt-six pièces d'artillerie, son armement et ses munitions. Après cette brillante victoire, le général en chef put dire sans forfanterie à ses compagnons d'armes: «Maîtres de ce boulevard où s'était réfugié le chef sauvage des *Tauras*, vous avez ceint votre front de lauriers qui ne se flétriront pas. Le passage du Salado avec nos canons, les combats qui ont décidé notre triomphe, seront des faits mémorables dans l'histoire militaire des nations.»

La prise de Guayaquil, qui terminait cette lutte de quinze mois, fut saluée par des acclamations

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 83

des croix. Partout où l'on plante une croix, une peuplade se groupe autour d'elle, fût-ce au sommet du Chimborazo. Vos diocèses sont trop grands pour qu'un seul homme puisse les administrer. Nous allons créer trois nouveaux évêchés, et nous ferons mention de ce projet dans un article du concordat. Vous n'avez point de pouvoirs à cet égard, mais je connais García Moreno: dites-lui que le Pape le désire et cela suffira.»

Le plénipotentiaire s'empressa de transmettre au président, outre cette conversation, un projet ainsi formulé par Pie IX: «Usant de son droit, le Saint-Siège érige de nouveaux diocèses, et en tracera les démarcations de concert avec le gouvernement et les évêques intéressés.» À cette nouvelle qui dépassait toutes ses espérances, García Moreno appela ses ministres et leur dit avec émotion: «C'est Dieu qui nous suggère cette idée par son Vicaire: il faut la réaliser sans délai.» Les municipalités d'Ibarra, de Riobamba et de Loja, centres des futurs évêchés, sollicitées de prêter leur concours à cette grande œuvre, répondirent par des adresses de félicitations et de reconnaissance: et, quelques jours après, en homme qui ne laisse pas dormir une affaire, García Moreno expédiait au Pape le plan topographique, ainsi que la délimitation des nouveaux diocèses, avec prière de signer immédiatement les bulles d'érection.

À ces insignes bienfaits du concordat, il faut ajouter la fondation d'un séminaire dans chaque diocèse et la libre nomination aux cures et aux bénéfices. Dégagés de toute entrave et de toute immixtion du pouvoir civil, les évêques purent former des prêtres selon le cœur de Dieu et pourvoir peu à peu les églises de véritables pasteurs.

Les chrétiens de vieille roche saluèrent dans cette régénération du clergé l'aurore d'une renaissance catholique; mais à travers ces rares applaudissements, éclata contre le réformateur un concert de malédictions, concert exécuté en sourdine par une multitude de voix. Les relâchés criaient à l'intolérance, leurs amis à la cruauté; les indifférents ne voyaient pas pourquoi on faisait la guerre aux religieux du pays pendant qu'on l'inondait de religieux étrangers: n'était-ce pas arbitraire et antipatriotique au premier chef? Les libéraux entonnaient la ritournelle ordinaire sur les empiétements de la cour de Rome: sous l'antique loi du patronat, disaient-ils, de pareils abus n'eussent pas été possibles. Quant aux radicaux, ils déclaraient l'œuvre de la Révolution compromise si l'on continuait d'appliquer le concordat. Pour s'affranchir de cet esclavage et rétablir «les vrais rapports entre l'Église et l'État», ils en appelaient à la souveraineté nationale, c'est-à-dire au futur Congrès.

García Moreno laissa dire et continua son œuvre. Il savait que les criminels ont l'habitude de maudire leurs juges et d'appeler persécuteurs ceux qui veulent les corriger. Saint Grégoire VII mourut en exil pour avoir aimé la justice et haï l'iniquité. Saint Charles Borromée faillit être empoisonné par ceux qu'il avait entrepris de réformer. Inflexible dans le devoir, García Moreno eût affronté mille morts plutôt que de reculer d'un pas devant les clameurs ou les menaces de l'opposition.

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 67

imposer la réforme, je ne puis imposer le concordat. » Don Ordóñez dut reprendre le chemin de Rome. Pie IX fut fort surpris de ce retour, mais il reconnut rapidement le bien-fondé des réclamations du président. Il accorda donc au délégué apostolique les pleins pouvoirs nécessaires à la réforme.]

Enfin, le 22 avril 1863, le concordat fut solennellement promulgué dans la capitale et dans toutes les villes de l'Équateur. À Quito, la cérémonie fut célébrée dans l'Église métropolitaine. Après la messe pontificale, le président et le délégué, entourés de toutes les autorités civiles et militaires, procédèrent à l'échange des signatures, et lecture fut donnée au peuple des articles du concordat. Alors, au chant du *Te Deum*, au bruit des salves d'artillerie, on arbora le drapeau de l'Équateur et la bannière pontificale, dont les couleurs en s'unissant symbolisèrent aux yeux de tous l'union qui existait désormais entre l'Église et l'État.

Par cet acte de politique chrétienne, acte unique dans l'histoire des nations modernes, García Moreno s'élève au-dessus de tous les hommes d'État depuis bien longtemps. Seul de tous les souverains modernes, dévoyés par le protestantisme et la Révolution, il eut l'intelligence de l'état normal des sociétés humaines; seul, malgré le courant fatal de libéralisme qui emporte à l'abîme peuples et rois, il rendit à son pays la vraie liberté en lui rendant le gouvernement de Dieu. Sans doute, au commencement de ce siècle, Napoléon entrevoyant la mission sociale de l'Église et le bénéfice qu'il en pourrait tirer, déclara dans un concordat solennel que l'exercice de la religion catholique serait libre en France; mais l'instinct révolutionnaire du despote prévalut, et, par ses articles organiques, il garrotta comme une criminelle cette Église qu'il venait d'affranchir. Bourreau sans pitié, il se jeta sur sa victime, lui lia les mains, puis les pieds, puis lui serra la gorge jusqu'à l'étrangler. Les pygmées qui lui succédèrent, armés des mêmes articles organiques, ont trouvé moyen de saigner l'Église aux quatre membres et de lui tirer son sang goutte à goutte, sans violer le concordat, disent-ils avec un sourire cynique. C'est en regard de ces tyrans qu'apparaît dans toute sa grandeur la sublime figure de García Moreno, à côté de Charlemagne et de saint Louis.

Aussitôt après la promulgation du concordat, un concile national réuni à Quito prescrivit les mesures nécessaires pour la réforme du clergé séculier et régulier. On décida que toutes les lois canoniques relatives aux mœurs et à la discipline seraient remises en vigueur, les scandales réprimés, les rites de la sainte liturgie observés, les articles du concordat sincèrement exécutés, afin d'assurer à l'Église la liberté et l'autorité dont elle a besoin pour relever le niveau moral et religieux de la société. García Moreno engagea fortement les évêques à tenir la main aux règlements du concile. «Pour moi, dit-il, je vous aiderai de tout mon pouvoir: vos arrêts seront respectés, mais c'est à vous de juger et de châtier les coupables.» Et comme le bon archevêque manifestait des craintes au sujet de la répression des abus: «Qu'importe! s'écria le président, il faut sacrifier sa vie, si Dieu le veut, pour l'honneur de son Église. Je ne souffrirai pas, sachez-le bien, que personne manque à son devoir.»

Un autre moyen de réforme, la multiplication des évêchés, permit aux prélats d'exercer sur tous les pasteurs une surveillance plus active et d'imprimer à leur zèle une impulsion plus continue et plus vigoureuse. Au début de son sacerdoce, Pie IX avait visité plusieurs contrées de l'Amérique méridionale. L'immense étendue de ces républiques, les distances qui séparent les cités, les difficultés des communications, l'avaient convaincu que le nombre des diocèses était loin de répondre aux besoins des âmes. Aussi, depuis son exaltation au souverain pontificat, n'avait-il rien tant à cœur que d'en créer de nouveaux. S'entretenant un jour du concordat avec le plénipotentiaire de l'Équateur, il lui communiqua ses intentions sur ce point: «Votre zélé président, dit-il, veut régénérer son pays, et de plus, multiplier la population en faisant appel aux émigrants de diverses contrées d'Europe: dites-lui que, pour arriver à ce résultat, il faut planter

L'assemblée se composait d'une quarantaine de députés, tous plus ou moins acteurs dans la croisade libératrice, tous d'accord pour acclamer García Moreno; mais, à part ce trait d'union, jamais éléments plus hétérogènes n'avaient figuré dans un parlement.

En tête paraissait le général Flores, encore brillant, bien que sur le retour. Ses collègues n'avaient point perdu le souvenir des quinze années de despotisme, ni de la défaite de La Elvira, ni des tentatives d'invasion; mais sa noble conduite à l'heure où la patrie expirante réclamait son épée, son héroïsme pendant la campagne de Guayaquil, l'influence de García Moreno, son ennemi d'autrefois, qui ne voulait plus voir en lui que le sauveur de la patrie, le firent nommer président du Congrès. Néanmoins, les vieux lutteurs de 1845 ainsi que les jeunes patriotes élevés dans l'horreur du *floréanisme* dissimulaient avec peine leur instinctive répulsion. Ils reprochaient au général sa fierté, ses idées dominatrices, ses revendications pécuniaires. De là des sentiments d'aigreur qui trop souvent donnèrent lieu à de véritables batailles parlementaires, et quelquefois aux apostrophes les plus injurieuses. À propos d'un projet de loi combattu par lui, Flores s'étant avisé de dire que, si ce projet obtenait la majorité des voix, il quitterait «non seulement le Congrès, mais la République... — *Señor presidente*, répondit le plus jeune des députés, c'est le plus grand service que vous puissiez rendre à la nation».

Autour du président se groupaient certaines notabilités du parti conservateur et catholique, même quelques membres du clergé; mais aujourd'hui, grâce au libéralisme qui déteint sur tout, il y a différentes nuances de conservateurs, différentes nuances de catholiques et, faut-il le dire? différentes nuances d'ecclésiastiques. La majorité des députés se composait de jeunes gens dont la plupart avaient fait leurs premières armes, et aussi leurs premiers pas dans la politique, durant la période insurrectionnelle qu'on venait de traverser. Catholiques inconséquents, presque tous libéraux exaltés, ils arrivaient au Congrès la tête farcie des idées américaines sur la séparation de l'Église et de l'État, sur le système fédératif, et d'autres utopies alors très pronées en Nouvelle-Grenade. Ils admiraient en García Moreno l'invincible ennemi du despotisme, mais on les aurait bien embarrassés en leur demandant une définition de la liberté. N'était-il pas à craindre que cette assemblée, chargée par la nation de panser ses blessures, ne tuât le malade au lieu de le guérir? Heureusement García Moreno veillait sur ce souverain doué de quarante têtes, et capable par là même d'une infinité de bévues.

Après la séance d'ouverture, qui eut lieu le 10 janvier 1861, le gouvernement provisoire rendit compte de ses actes à la Convention et lui remit ses pouvoirs. Au récit de cette épopée de quinze mois, sénateurs et députés ne purent s'empêcher de battre des mains et de pousser de longues acclamations. Séance tenante on décréta que les membres du gouvernement provisoire avaient bien mérité de la nation et que les bustes de ces illustres citoyens figureraient au palais du gouvernement pour perpétuer le souvenir de leurs services. García Moreno, chaudement félicité devant tout le peuple, fut nommé président intérimaire. Les représentants n'oublèrent point l'armée qui, par sa bravoure, avait sauvé le pays, ni cette Vierge de la Merci dont la fête avait coïncidé avec la prise de Guayaquil. On confirma le décret qui la déclarait patronne spéciale et protectrice de la République. Malheureusement cet enthousiasme du cœur, cette touchante unanimité, fit place à la discorde, dès que s'ouvrirent les débats sur la révision de la Constitution.

García Moreno désirait ardemment doter l'Équateur d'une constitution catholique, seul moyen de «moraliser le pays par l'énergique répression du crime et l'éducation solide des jeunes générations, de protéger la sainte religion des ancêtres et de réaliser les réformes que ni le gouvernement ni les lois ne peuvent obtenir par eux-mêmes», ainsi qu'il le déclara dans son message de 1861. Mais, au lieu de heurter des législateurs incapables de le comprendre, il crut mieux faire d'ajourner à des temps meilleurs l'exécution complète de ses plans et se borna pour le présent à écarter toute disposition de nature à paralyser l'action de l'Église.

Durant les quinze années que nous venons de traverser, nous avons admiré en García Moreno les merveilleuses qualités d'un chef d'opposition qui, pour délivrer sa patrie des tyrans libéraux ou radicaux, n'a cessé de combattre avec n'importe quelle arme, plume, parole ou épée. Mais tel brille dans l'opposition qui s'éclipse au gouvernement. On s'était heureusement débarrassé du pouvoir révolutionnaire; mais comment restaurer l'édifice social ébranlé jusque dans ses fondements, surtout dans l'Amérique du Sud, séparée de la mère-patrie par la force, bercée pendant un demi-siècle au bruit des *pronunciamentos* militaires, des élections bruyantes et des congrès orageux? Éprises de la souveraineté du peuple et du parlementarisme moderne, qui en est l'expression pratique, les républiques américaines consentiront-elles jamais à les répudier? D'autre part, avec un peuple souverain et des chambres omnipotentes, un chef d'État arrachera-t-il jamais son pays à l'odieuse marâtre de 1789 pour le prosterner aux pieds de sa vraie mère, l'Église catholique? À cet émancipé, tout fier des droits de l'homme et du citoyen, comment réapprendre ses devoirs?

Le faible Équateur était moins accessible que tout autre État à cette tentative de restauration. Surveillé par les républiques voisines, jalouses les unes des autres mais toujours prêtes à se donner la main pour soutenir les droits de la Révolution, l'Équateur ne pourrait accepter la direction de l'Église sans soulever des tempêtes à la Nouvelle-Grenade et au Pérou. À l'intérieur, tous les partis, infatués des idées modernes, criaient à la trahison. Les libéraux en effet, ne voyaient dans l'Église qu'une esclave asservie à l'État; les radicaux francs-maçons, une ennemie à détruire; les catholiques eux-mêmes hésitaient, pour la plupart, entre les droits inaliénables de l'Église et les prétendus droits du peuple. Partisans de la réconciliation à outrance, ils s'ingéniaient à résoudre le problème de *l'Église libre dans l'État libre* (et pourquoi pas *le renard libre dans le poulailler libre?*), comme autrefois on cherchait la quadrature du cercle. Ces éléments disparates, García Moreno les avait rassemblés un instant sous le drapeau de l'union nationale; mais, excellentes pour gagner une bataille, les coalitions présentent de graves inconvénients le lendemain de la victoire: chacun des partis se redresse de toute sa hauteur, et demande sa part de butin, sinon le butin tout entier.

Outre les revendications de ses alliés, García Moreno avait à craindre l'opposition violente du parti vaincu. Le triumvirat Urbina-Robles-Franco laissait derrière lui des adhérents nombreux dans les administrations civiles et militaires, phalanges de viveurs évincés ou qui tremblaient de l'être si un réformateur arrivait au pouvoir. De cette conjuration des vicieux avec les ambitieux, pouvait surgir un danger immédiat: celui d'une convention semblable à celle de 1845, qui déterrerait dans le clan libéral un nouveau Roca pour exploiter l'Équateur.

Pour éviter cette calamité, García Moreno ne craignit pas de réformer le système électoral. Jusqu'alors les trois districts de l'Équateur, Quito, Cuenca et Guayaquil, bien qu'inégaux en population, nommaient chacun le même nombre de députés: système injuste et absurde, mais très cher aux révolutionnaires, parce que cette égalité de représentation permettait à Guayaquil, vrai nid de démocrates, de faire échec à Quito, dont la population plus conservatrice, était trois fois plus nombreuse. Un décret, prenant en compte le chiffre de la population, déclara que toute fraction de vingt mille citoyens se choisirait un représentant. De plus comme les classes dirigeantes étaient en général moins catholiques et moins conservatrices que le peuple, un second décret investit de l'électorat tout citoyen de vingt et un ans, sachant lire et écrire. Les radicaux invectivèrent contre ces mesures, mais les hommes d'ordre applaudirent et se rendirent aux urnes avec allégresse, heureux de donner des collaborateurs au grand homme qui venait de les sauver.

portait ce dernier article: «La loi du patronat est et demeure supprimée.» Comme Jésus-Christ, l'Église de l'Équateur ressuscitait, débarrassée de ses gardes, de ses liens et du suaire dont on l'avait enveloppée. Il ne faudra pas trop s'étonner du cri de rage que va pousser Satan, ni des efforts désespérés que feront les suppôts de la Révolution pour recoucher l'Église dans son sépulcre.

Les articles du concordat ainsi déterminés, l'échange définitif des signatures devait avoir lieu à Quito. Pie IX y envoya un délégué apostolique pour représenter le Saint-Siège. Ce prélat, Mgr Tavani, était porteur d'une lettre autographe de Sa Sainteté. Pie IX y félicitait García Moreno «de sa piété profonde envers le Saint-Siège, de son zèle ardent pour les intérêts de l'Église catholique», et l'exhortait à «favoriser de toutes ses forces la pleine liberté de cette épouse du Christ, ainsi que la diffusion de ses divins enseignements, sur lesquels reposent la paix et la félicité des peuples». Quant au délégué, en remettant ses lettres de créance, il s'applaudit de la noble mission qui lui était confiée. «Le concordat, dit-il, allait fournir au monde une nouvelle démonstration de l'unité catholique, du soutien mutuel que doivent se prêter la tiare et l'épée, et des liens indestructibles qui unissent la Rome éternelle à la terre privilégiée de l'Équateur.»

García Moreno aimait Pie IX, le bon mais aussi le ferme et vaillant Pie IX, alors aux prises avec les Garibaldi et les Cavour. En recevant son ambassadeur, il ne put s'empêcher d'exprimer l'indignation qui bouillonnait au fond de son âme, contre les odieux persécuteurs d'un père si tendre et si dévoué. «Je remercie Dieu, dit-il, qui nous a ménagé ce jour de joie et d'espérance; j'en remercie le Saint-Père, qui nous prodigue ses tendresses alors qu'on l'accable de tribulations; je vous en remercie également, vous, son digne représentant, messager de la bonne nouvelle, qui nous arrivez au nom du Seigneur. Grande est la tâche qui vous incombe d'implanter parmi nous ce concordat destiné à devenir, par notre union plus étroite au centre de l'unité, la pierre angulaire de notre félicité sociale.

«Je vous prie de transmettre au Saint-Père nos sentiments de reconnaissance, et de lui faire savoir que nous Équatoriens, catholiques de cœur et d'âme, ne sommes ni ne pouvons être insensibles aux attaques dirigées contre le Saint-Siège et sa souveraineté temporelle, cette indispensable condition de sa liberté et de son indépendance aussi bien que du repos et de la civilisation du monde. Dites-lui que, si la force nous manque pour élever un rempart de fer contre l'impiété et l'ingratitude des uns, la lâcheté et l'indifférence des autres, il nous appartient au moins d'élever la voix pour condamner le crime et d'étendre la main pour signaler le criminel. Dites-lui enfin qu'unis plus étroitement à lui en ce temps de calamités, au sommet des Andes comme sur les rives de l'Océan, nous prions pour notre Père; nous demandons que Dieu mette un terme aux maux qu'il endure, avec l'intime et consolante conviction que ces jours d'épreuves passeront bientôt, car si la force dispose du présent, Dieu se réserve l'avenir.»

[On pouvait espérer qu'au retour prochain du plénipotentiaire don Ordóñez le concordat serait publié dans la République; mais García Moreno, l'homme de fer et de principes inébranlables, était résolu à ne pas entreprendre la grande œuvre sociale sans l'appuyer sur la réhabilitation du clergé: il était impossible que les prêtres et les religieux ne soient pas, par leur exemple et par leurs exhortations, au premier rang du rétablissement de l'ordre chrétien. Et cela commandait de vigoureusement réformer le clergé en profondeur et de mettre fin à ses scandales qui désolaient l'Équateur.

Pie IX était le plus doux des pères; les mesures de rigueur contre les coupables lui répugnaient, il eût désiré que García Moreno entreprît la réforme par la douceur et la persuasion. Mais le président savait mieux que personne l'impuissance des demi-mesures.

«Sans la réforme du clergé, répondait-il, le concordat est inexécutable. Si le Saint-Père ne peut

et recourir à Rome s'il y a lieu.

«6. Le for ecclésiastique a été aboli pour les délits graves de droit commun, d'où résulte souvent l'impunité. Cet état de choses exige aussi une prompte réforme.

«7. L'intervention de l'autorité civile dans la provision des bénéfices a toujours causé de grands abus. L'ambition, la cupidité, la simonie, l'ignorance, l'immoralité, la démagogie, se donnent libre carrière depuis qu'il est facile, grâce aux révolutions, d'obtenir des postes qui devraient être réservés au mérite et à la vertu. Il convient donc que le Saint-Siège nomme les évêques, et que les évêques nomment les autres bénéficiaires. Le gouvernement peut jouir du droit de faire opposition à la promotion d'un ecclésiastique, mais pour un laps de temps très court et à la condition de fonder son opposition sur des raisons sérieuses.»

Suivaient deux instructions spéciales, l'une relative aux biens ecclésiastiques dont l'État s'arrogeait injustement une grande partie, l'autre à la réforme du clergé régulier, réforme urgente, mais impossible d'après le président si l'on ne mettait les Ordres dégénérés dans l'alternative de reprendre la vie commune ou de disparaître. Aussi demandait-il au souverain Pontife d'envoyer en Équateur un nonce muni de pouvoirs suffisants pour transformer ou détruire.

Après six mois de discussion, le projet de concordat *ad referendum* fut signé, le 26 octobre 1862, par le cardinal Antonelli, ministre d'État, et par don Ignacio Ordóñez, plénipotentiaire de l'Équateur.

En voici, d'après *El Nacional* du 22 avril 1863, les principaux articles – reproduction presque textuelle de la proposition du président.

«La religion catholique, apostolique et romaine, est la religion de l'État, à l'exclusion de tout autre culte ou de toute société condamnée par l'Église. Elle y sera conservée perpétuellement dans son intégrité, avec tous ses droits et prérogatives, conformément à l'ordre établi par Dieu et aux prescriptions canoniques.

«L'instruction à tous les degrés se modèlera sur les principes de l'Église catholique. Les évêques auront seuls le droit de désigner les livres dont on devra faire usage pour l'enseignement des sciences ecclésiastiques et de celles qui intéressent la foi ou les mœurs. De plus, ils exerceront avec une pleine liberté le droit qui leur appartient de proscrire les livres contraires à la religion et à la morale. Le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction de pareils livres dans la République. Quant à l'université, aux collèges, aux écoles primaires, les évêques, investis par Dieu du droit de veiller sur la doctrine et les bonnes mœurs, en auront la haute inspection.

«Le souverain Pontife ayant juridiction dans toute l'Église, évêques et fidèles pourront communiquer librement avec lui, sans que les lettres ou rescrits pontificaux soient soumis à l'*exequatur* du pouvoir civil. Les évêques jouiront d'une pleine liberté dans l'administration de leur diocèse, ainsi que dans la convocation ou la célébration des synodes provinciaux ou diocésains.

«L'Église exercera sans entrave son droit de posséder et d'administrer ses biens. Le for ecclésiastique sera rétabli dans son intégrité. Les causes des clercs seront dévolues à l'autorité ecclésiastique, sans qu'on puisse en appeler aux tribunaux séculiers. Les appels comme d'abus sont et demeurent supprimés.

«L'Église accorde au président de la République le droit de présentation aux évêchés et aux cures. Les évêques désigneront au président trois candidats parmi lesquels il devra faire son choix dans un délai de trois mois; passé ce temps, la nomination appartiendra au Saint-Siège.»

Enfin, après quelques dispositions relatives aux besoins spéciaux de l'Équateur, le concordat

La Convention n'avait plus qu'à délibérer sur les droits constitutionnels du pouvoir exécutif, question brûlante au lendemain d'une insurrection contre la tyrannie. Quelle belle occasion de lancer des fusées oratoires sur les droits de l'homme et les libertés imprescriptibles du citoyen. On rappela que le pouvoir exécutif n'est que le mandataire du peuple souverain; on voua les despotes aux diables infernaux; on oublia que le gouvernement, chargé de veiller à la sécurité de tous, doit être armé de pouvoirs suffisants pour réprimer les perturbateurs. C'est d'une main parcimonieuse et comme à regret que les députés accordèrent au président les facultés nécessaires pour gouverner, même en temps de paix. Pour l'empêcher de tyranniser les citoyens, on en faisait le jouet des entrepreneurs de révolutions. Aux jours de bouleversement, il se verrait dans l'alternative ou de livrer aux séditions la société dont il avait la garde, ou d'agir en dictateur pour la sauver. Mais que peut la raison sur des libéraux qui croient avoir gagné tout ce que perd l'autorité? García Moreno se contenta de demander pour le pouvoir une double garantie contre les menées des radicaux: d'abord la ratification de sa réforme électorale, et ensuite la scission en deux parties de la province de Guayaquil, afin de soustraire la plaine à l'influence désastreuse de la cité. On lui accorda ces deux points et l'ensemble de la Constitution fut voté.

L'assemblée mit alors à l'ordre du jour l'élection du président. Elle avait décrété que pour l'avenir le suffrage universel nommerait le chef de l'État, mais en se réservant l'élection actuelle. À l'unanimité des voix et sans débats, García Moreno fut élevé à la présidence de la République. Ainsi la nation, par ses représentants, rendit hommage et justice au grand citoyen qui depuis quinze ans n'avait vécu que pour elle. Sauf les urbanistes qui frémissaient de rage, le peuple répondit au choix des députés par d'unanimes applaudissements.

García Moreno refusa d'abord le mandat qu'on lui offrait, alléguant avec raison l'insuffisance des pouvoirs octroyés au gouvernement par la nouvelle Constitution. Désarmer l'autorité en face de la Révolution, c'était, disait-il, décréter l'anarchie perpétuelle. On verra plus tard combien ses prévisions étaient justes. Il finit cependant par céder aux instances de ses amis qui, voyant en lui le seul homme capable de régénérer la nation, firent appel à sa conscience et à son dévouement. Du reste, pour lui prouver leur bonne volonté, les représentants votèrent sous son impulsion plusieurs lois organiques dont ils n'apprécieraient peut-être pas toute la portée. Ils décidèrent qu'un concordat serait proposé au souverain Pontife, et mis à exécution *sans attendre la ratification du futur Congrès*. Par cette porte qu'ils lui ouvraient, le président allait à leur insu faire passer toutes les libertés de l'Église catholique. On décréta également la réorganisation des finances, de l'armée, de l'instruction publique, et la construction d'un chemin carrossable de Quito à Guayaquil. García Moreno, dont on connaissait le génie et l'activité, reçut la mission d'exécuter ce magnifique programme. C'était précisément le plan du bel édifice dont il voulait doter son pays. En en traçant l'esquisse les députés obéissaient à ses inspirations, mais nul ne pouvait deviner les proportions colossales qu'il allait lui donner.

Pour apprécier son œuvre de réformateur, il faut se remettre sous les yeux un principe cent fois établi par les faits: c'est que le parti révolutionnaire, lugubre essaim de frelons bourdonnants et dévorants, n'a d'autre spécialité que de consommer sans produire. S'il s'empare d'un pays par un coup de force ou par la sottise des électeurs, ce n'est point pour aider le peuple à mieux vivre, mais pour vivre à ses dépens. Sa tactique consiste à mettre la main sur l'Église afin de l'empêcher de crier au voleur, et d'expulser des administrations les hommes honnêtes et consciencieux dont il convoite les places ou craint les regards; puis, quand toutes les abeilles ouvrières et industrieuses d'un pays sont tombées sous l'aiguillon de ces parasites, la curée commence. Les frelons se fauillent dans les ministères, les préfectures, les mairies, les casernes, les tribunaux, les comptoirs, les banques, les agences financières, partout où l'on trouve à s'enrichir. Là ils dévorent le plus possible, avant qu'un autre essaim de frères et amis les force à vider la place. Après quinze ou vingt ans de ce régime, un peuple, si riche qu'il soit, est rongé jusqu'aux os. Il se réveille un beau

Le projet de constitution déclarait la religion catholique, apostolique et romaine, religion de l'État à l'exclusion de toute autre. Loin de constituer une innovation, cet article consacrait un principe toujours admis dans les républiques américaines et, de plus, un fait aussi éclatant que le soleil. Mais le vent était à la liberté des cultes – n'était-ce point là le droit nouveau, accepté dans les deux mondes, et tout récemment en Nouvelle-Grenade, aux portes de l'Équateur? Après avoir chassé les tyrans qui l'opprimaient, la nation équatorienne ne devait-elle pas entrer résolument dans le mouvement d'émancipation qui entraînait tous les peuples, abolir une législation rétrograde, effacer les derniers vestiges de l'Inquisition? Une fois lancés dans cette voie, les jeunes politiciens se répandirent en tirades échevelées sur la liberté de conscience, les progrès modernes, et autres clichés à l'usage des parlementaires sans idées. Un ecclésiastique, sous l'action de ce feu très peu sacré, s'oublia jusqu'à déclamer avec emphase un discours de Mirabeau. Il affirma solennellement que Dieu, visible comme le soleil, s'impose à tous; et par conséquent que c'est une superfluité presque injurieuse de le reconnaître officiellement. On applaudit ce naïf au lieu d'en rire. Pour quelques-uns cependant, toute cette argumentation cachait plus de malice que de naïveté. En supprimant l'article comme inutile, on ouvrait frauduleusement une porte détournée par laquelle entreraient bientôt les faux cultes. Quant aux jeunes gens, piqués dans leur amour-propre national, ils voulaient montrer à tous les peuples que le soleil de la liberté luit sur leurs montagnes aussi bien qu'en Nouvelle-Grenade.

Ces ridicules déclamations n'eurent heureusement d'autre effet que de soulever tout le pays contre leurs auteurs. Scandalisé de voir l'abominable hérésie placée sur le même pied que la vieille religion des ancêtres, le peuple fit entendre contre l'assemblée des murmures significatifs. Pour sa part García Moreno usa de toute son influence pour ramener les égarés à des idées plus saines, et l'article fut maintenu. Dans les délibérations relatives aux rapports de l'Église et de l'État, il réussit même à briser certaines entraves qui gênaient plus ou moins l'action du clergé.

Une autre question vitale vint alors passionner les esprits au dedans et au dehors de l'assemblée. L'Équateur conserverait-il sa forme unitaire, ou se morcellerait-il en petits États indépendants reliés entre eux par un lien fédératif, comme les États-Unis ou les cantons suisses? Cette discussion était partout à l'ordre du jour depuis que la Nouvelle-Grenade, infatuée de la république modèle de Washington, exaltait avec emphase les avantages du système fédéral et proposait de s'y rallier sous le nom d'États-Unis de Colombie. Beau thème pour nos jeunes constituants, dont la tête abondait en réminiscences de collège. Quoi de plus poétique que les cantons suisses et de plus grandiose que les États-Unis? Avec la fédération, plus de guerres, plus de despotisme, mais la plus touchante fraternité. Sans doute le gouvernement fédéral suisse opprime parfois les cantons catholiques; les États du nord, en Amérique, écrasent de temps en temps ceux du sud; mais on n'y regardait pas de si près. Pour les ambitieux, la fédération constituait beaucoup d'États, avait surtout l'immense avantage de nécessiter beaucoup de fonctionnaires et de favoriser ainsi le rêve des nullités qui veulent régner à tout prix, fût-ce sur les infiniment petits.

Il n'était pas difficile de montrer aux moins clairvoyants que le fractionnement de l'Équateur en plusieurs États établirait entre eux un antagonisme détestable, fomenterait la guerre civile, et ruinerait d'un coup tout espoir de progrès en anéantissant toute ressource dans ce pays d'une immense étendue et d'une population très restreinte. García Moreno s'opposa énergiquement à la division. «Vous voulez, disait-il agréablement, briser le plat pour en rajuster ensuite les morceaux. Vous rendra-t-il plus de services, ainsi rapiécé, que dans son état d'intégrité?» Après des débats très orageux, accompagnés d'une inondation de pamphlets, la majorité se rallia au système unitaire. En somme, beaucoup de bruit pour rien, et c'est souvent ce qu'on doit espérer de mieux d'une assemblée de constituants.

institution.» Ces idées, il s'agissait maintenant de les faire passer dans les articles du concordat.

Son premier soin fut de chercher un négociateur bien intentionné, ce qui constituait déjà une difficulté. Son choix se fixa sur un jeune prêtre dont il avait pu apprécier le désintéressement, les idées saines aussi bien que les intentions droites: don Ignacio Ordóñez, alors archidiacre de Cuenca. Il faut noter que don Ignacio Ordóñez fut toujours honoré de la confiance de García Moreno, confiance qu'il méritait par ses talents et ses vertus. Sénateur, il défendit l'Église dans les Congrès; évêque de Riobamba, il créa de ses deniers toutes les œuvres nécessaires à un nouvel évêché; exilé par la révolution qui mit à mort García Moreno, il passa plusieurs années en France, et se démit de son siège de Riobamba avec le plus admirable désintéressement. La paix rétablie, Léon XIII le promut au siège archiepiscopal de Quito, et l'y maintint malgré les instances de l'humble prélat, qui estimait le fardeau au-dessus de ses forces.

Envoyé en France vers la fin de 1861, avec mission de ramener une colonie de religieux et de religieuses pour la réorganisation des écoles primaires, don Ignacio Ordóñez avait poussé jusqu'à Rome. Il y reçut de son gouvernement une missive officielle qui l'instituait, à sa grande surprise, ministre plénipotentiaire de l'Équateur près du Saint-Siège, à l'effet de négocier le concordat projeté. Son premier mouvement fut de décliner une charge à laquelle il se croyait insuffisamment préparé; mais Pie IX le rassura par ces paroles pleines de sagesse et de bonté: «Comme prêtre, vous devez connaître les droits de l'Église; et, comme Équatorien, les besoins de votre pays; d'ailleurs, vous êtes muni des instructions de votre président: que voulez-vous de plus?» Et il ajouta avec son fin sourire: «Faut-il donc être un Metternich pour traiter avec Pie IX?»

On pourrait dire qu'il était encore moins difficile de traiter avec García Moreno. Le grand homme d'État donnait à son mandataire ces instructions aussi simples que sublimes:

«1. Le gouvernement de l'Équateur n'a point la prétention d'imposer au Saint-Père des concessions, mais il le supplie humblement de mettre un terme, par les moyens qu'il jugera les plus efficaces, aux maux qui désolent l'Église en ce pays. Notre ministre plénipotentiaire exposera au Saint-Siège l'état des affaires ecclésiastiques, comme un malade expose au médecin qui peut le guérir les souffrances qui le minent. L'unique désir du gouvernement, c'est que l'Église jouisse de toute sa liberté, de cette indépendance complète dont elle a besoin pour remplir sa divine mission; il n'a d'autre ambition que de défendre cette indépendance et de garantir cette liberté.

«2. La Constitution de la république stipule l'exercice exclusif de la religion catholique, de même qu'une loi récente autorise le libre établissement de toute corporation approuvée par l'Église; mais il ne manque pas d'esprits égarés qui, pour favoriser l'impunité et l'apostasie, ouvriraient volontiers la porte aux nouveaux cultes. Il conviendra donc de viser dans le concordat les dispositions ci-dessus mentionnées et, loin d'autoriser les cultes dissidents, de proscrire n'importe quelle société condamnée par l'Église.

«3. Aucune réforme n'est possible aussi longtemps que les bulles, brevets et rescrits pontificaux seront soumis à la sanction de l'autorité civile. La suppression de l'*exequatur* s'impose donc comme une nécessité de premier ordre.

«4. Il est évident que les mauvaises doctrines inoculées à l'enfance et à la jeunesse produisent les désordres et cataclysmes sociaux, comme les miasmes pestilentiels engendrent les épidémies. Pour prévenir ces effets pernicieux, les évêques doivent avoir la faculté de requérir, et le gouvernement le pouvoir d'exiger qu'on bannisse des écoles, collèges, facultés, universités, tout livre et toute doctrine condamnés par l'Église.

«5. Et cela ne suffit pas: la réforme du clergé ne peut s'effectuer aussi longtemps que la juridiction ecclésiastique sera tenue en échec par le recours à l'autorité civile, recours qui permet aux délinquants d'échapper à toute répression. Il faut supprimer cet appel aux tribunaux séculiers

CHAPITRE XV

LE CONCORDAT

1862

García Moreno avait émondé l'arbre en s'attaquant aux abus les plus criants dans l'ordre matériel et moral; osera-t-il maintenant porter la cognée jusqu'à la racine du mal, jusqu'au principe fondamental de la Révolution, c'est-à-dire la souveraineté du peuple et la subordination de l'Église à l'État? Depuis plus de quatre siècles, légistes, rois, empereurs, parlements, professaient cette doctrine de l'antique despotisme: un simple président de la République aura-t-il l'audace de s'inscrire en faux contre nos législateurs et de rompre en visière avec nos chefs d'État? Le concordat négocié avec Pie IX nous fournira la réponse à cette grave question.

Nos lecteurs se rappellent l'origine du patronat ecclésiastique. Vu la difficulté des correspondances et pour simplifier l'administration, les rois d'Espagne avaient obtenu des souverains Pontifes de nombreux privilèges relatifs aux propriétés et aux personnes ecclésiastiques, par exemple le droit de présentation aux évêchés. Peu à peu le pouvoir du roi se substitua au pouvoir du Pape, et les lois de la couronne aux lois canoniques. De là des abus et des conflits; mais les Rois Catholiques désirant sincèrement le bien de leurs peuples, la discipline et les mœurs n'avaient pas trop à souffrir de cette situation; la foi, du reste, était sauve, puisque ces privilèges émanaient de l'autorité légitime. Il en fut tout autrement quand la Révolution triomphante, après avoir dépossédé les monarques espagnols, se déclara héritière de tous leurs privilèges, y compris celui du patronage. Le gouvernement s'arrogea la surintendance de toutes les affaires ecclésiastiques. Au pouvoir civil, par conséquent, d'ériger de nouveaux diocèses, d'en tracer les circonscriptions, de convoquer les conciles nationaux ou provinciaux, et jusqu'aux simples assemblées synodales; à lui d'autoriser la fondation de nouveaux monastères ou de supprimer les anciens, selon qu'il le jugera opportun ou convenable; à lui de nommer les évêques, curés, chanoines et autres dignitaires; à lui de donner l'*exequatur* aux bulles pontificales et aux constitutions des réguliers. Ajoutez à cela la mainmise du pouvoir civil sur les biens ecclésiastiques, l'appel comme d'abus contre les évêques, les jugements des clercs par les tribunaux ordinaires, et vous aurez l'inféodation de l'Église à l'État, ce dogme fondamental des gouvernements maçonniques.

Ce dogme, García Moreno l'avait en horreur. Chrétien, il gémissait de voir l'Église, la reine du monde, courbée comme un esclave aux pieds du pouvoir civil; homme d'État, il comptait sur cette divine institutrice des peuples pour régénérer son pays; mais comment pourrait-elle remplir sa mission, si on ne la relevait de son impuissance et de son abjection en brisant des chaînes qui paraissaient rivées pour jamais? C'est dans ce but qu'il avait sollicité du Congrès l'autorisation de conclure un concordat avec le Saint-Siège. Sans développer toutes ses vues à cet égard, son *Mémoire* aux députés les laisse cependant pressentir. «Pour que l'influence religieuse, disait-il, s'exerce avec tous ses avantages dans la vie sociale, il faut que l'Église marche à côté du pouvoir civil dans de véritables conditions d'indépendance. Au lieu de l'absorber ou de la contrarier, l'État doit se borner à la protéger d'une manière efficace et conforme à la justice. Donc, plus d'ingérence du pouvoir civil dans la nomination des prélats séculiers ou réguliers, et vous cesserez de voir des prêtres indignes éclipsés de vrais apôtres du Christ, au grand préjudice de la religion et de la société; plus d'appels des tribunaux ecclésiastiques aux juges séculiers, et alors disparaîtra le spectacle immoral de criminels assurés de l'impunité. Ensuite, organisons des collèges, des séminaires, des missions, pour que l'influence sociale du clergé réponde enfin au but de son

titres n'étaient pas même enregistrés; les emprunts forcés qu'on décréait chaque semestre sous prétexte d'invasion ne figuraient pas au grand-livre. García Moreno dut se faire présenter tous les bons du trésor, lesquels souvent n'étaient pas légalisés, pour arriver à la liquidation d'une dette qu'il vit monter à quatre millions de piastres. Une fois sorti de ce dédale, il introduisit le système français de comptabilité, de manière à établir nettement le tableau comparatif des entrées et des sorties, de l'actif et du passif. De plus, une *Cour des comptes* centralisa dans la capitale le contrôle de tous les employés. Déclarés responsables de leur gestion, les agents du fisc comparurent chaque année devant ce tribunal pour y rendre un compte détaillé de leurs opérations. En cas de négligence ou d'infidélité, le coupable était immédiatement jugé, condamné à l'amende, et destitué. Pour prévenir même au sommet de la hiérarchie toute tentation de complaisance ou de fraude, le président révisait lui-même le travail de la cour, et souvent ses yeux d'argus découvraient des erreurs qui avaient échappé à la perspicacité des plus rigides contrôleurs.

L'incorruptible financier donnait à tous l'exemple du plus absolu désintéressement. Bien que sans fortune privée, jamais il ne voulut profiter des douze mille piastres affectées au traitement annuel du président. Vu la pénurie du trésor, il faisait remise à l'État de la moitié de cette somme, et consacrait le reste à des œuvres de charité. Cette noble conduite ne put le soustraire aux rancunes des nombreuses victimes de l'épuration. Les fonctionnaires pris la main dans le sac et chassés sans miséricorde, les parasites congédiés, les paresseux forcés au travail, les escrocs démasqués, crièrent à l'intolérance, et, faut-il le dire, certains libéraux trouvèrent ce nouvel Aristide (Athénien illustre pour son intégrité) un peu fatigant, sa chasse aux voleurs trop opiniâtre, et sa justice trop inexorable. Le libéralisme aime les transitions et les transactions.

Une réforme non moins urgente, celle de l'armée, s'imposait au nouveau président. La République se mourait de militarisme. Nous l'avons vu, depuis les guerres de l'Indépendance, les soldats disposaient du pays, des propriétés, de la vie des citoyens et, par leurs *pronunciamientos* quotidiens, du gouvernement lui-même. Les présidents, portés au pinacle par un *pronunciamiento*, s'appuyaient sur leurs baïonnettes pour se maintenir. Aussi ces vieux troupiers sans mœurs et sans vergogne, fiers de leur importance, affectaient-ils un profond mépris pour l'élément civil. Ce mal, arrivé à son comble sous Urbina et Robles, García Moreno avait été à même d'en mesurer la profondeur dans la dernière révolte de Riobamba. En montant au fauteuil il jura d'en finir avec ce despotisme militaire. «Une armée ainsi constituée, dit-il un jour, c'est un chancre qui ronger la nation: ou je la réformerai, ou je la détruirai.» Il se mit à l'œuvre sans délai, édicta des règlements sévères contre les sorties nocturnes, l'immoralité, le brigandage, et fit jeter en prison tous les récalcitrants, officiers ou soldats. On regimba contre l'aiguillon, on se moqua de ce civil qui prétendait faire la loi aux généraux, on s'efforça de le rendre odieux dans les casernes, et déjà des complots s'ourdissaient contre lui; mais son œil voyait dans les ténèbres, et son bras, prompt comme l'éclair, s'appesantissait sur les coupables.

Dès les premiers jours de son gouvernement, un exemple montra aux émeutiers de caserne que les insurrections coûteraient cher à leurs auteurs. Nous avons dit qu'après la capitulation de Cuenca, le général Ayarza s'était retiré comme simple particulier dans sa résidence de Quito. Profitant de la considération dont il jouissait à juste titre, il ne tarda pas à rallier autour de lui un parti de mécontents pour ourdir de nouvelles trames contre l'autorité. García Moreno sentit qu'il fallait désarmer par un coup de force ces révolutionnaires de profession. Le coupable fut traîné à la caserne et fustigé comme un simple soldat. «Fusillez-moi, s'écriait Ayarza furieux: on ne fouette pas un général, un vieux soldat de l'Indépendance. — On ne gaspille pas de la poudre pour fusiller un traître!» répliqua García Moreno. Il ne consentit que sur d'instantes supplications à faire grâce d'une partie de la peine. Quelqu'un lui demandait à cette occasion où il voulait en venir par cette implacable sévérité: «Je veux, s'écria-t-il dans son style pittoresque, je veux que l'habit noir commande à l'habit rouge. Ma tête sera clouée au poteau, ou l'armée rentrera dans

matin sans religion, sans honneur, sans crédit, sans agriculture, sans industrie, sans commerce, sans finances, avec des milliards de dettes et la banqueroute à ses portes. Pour consoler le pauvre Job, les frelons gros et gras bourdonnent à son oreille quelque refrain monotone en l'honneur du progrès et de la liberté.

Tel était le misérable état auquel la Révolution avait réduit l'Équateur. Le premier souci de García Moreno fut de remplacer les frelons par des abeilles, c'est-à-dire de s'associer des coopérateurs intègres, laborieux, dévoués. Plus de sinécures, mais des charges dont les titulaires ne touchaient les appointements qu'après les avoir gagnés par un travail assidu. Les employés de bureaux restaient à leur poste de dix heures du matin à cinq heures du soir. Le président exerçait lui-même un contrôle sévère et une justice si inflexible que les infracteurs aux règlements, à n'importe quel degré de l'échelle administrative, étaient punis d'un renvoi immédiat. De ce chef, il écarta du budget grand nombre de rongeurs qui naturellement conservèrent une dent contre lui.

Le département des finances exerça surtout le zèle et l'attention du réformateur. Pour exécuter les entreprises qu'il méditait, il lui fallait, outre un personnel intelligent et actif, des finances prospères. Or, depuis ses trente années d'existence, jamais l'Équateur n'était parvenu à équilibrer ses recettes et ses dépenses. Chargé pour sa quote-part de la dette contractée par la Colombie pendant la guerre de l'Indépendance, ruiné par les parasites et les soudards qui s'engraissaient aux frais de l'État, il n'avait ni crédit ni revenus. L'agriculture restait à l'état d'enfance, faute de routes, de bras et même d'instruments aratoires. Le commerce végétait, pour ne pas dire se mourait, à cause des révolutions incessantes qui bouleversaient le pays, et plus encore par la difficulté des communications non seulement avec l'étranger mais encore entre habitants d'une même province. Pour se procurer des ressources, un gouvernement honnête ne pouvait recourir aux contributions forcées, comme l'avait fait Urbina: mais comment subsister dans un pays écrasé sous le poids de taxes exorbitantes, et où tout emprunt devenait impossible parce que les emprunteurs avaient prouvé depuis longtemps par leurs dilapidations la nécessité de leur donner, au lieu d'argent, un conseil judiciaire? García Moreno résolut le problème par des moyens qui, malgré leur simplicité, dépassent cependant les capacités de nos plus illustres financiers.

En attendant qu'une administration sage et progressive le mit à même de multiplier les sources de revenus, il établit une stricte économie dans les dépenses. Réduire ses dépenses quand la bourse est vide, cela paraît élémentaire, et cependant cela fait sourire nos économistes modernes, suivant lesquels on est d'autant plus riche qu'on enfile davantage le chiffre de sa dette. Une autre méthode, tout aussi primitive, de grossir son trésor fut de ne plus le mettre dans un sac percé, autrement dit de réformer l'administration financière. Avant lui, les provinces, les cantons, les municipalités terminaient leurs comptes particuliers sans avoir à redouter l'œil exercé d'un vérificateur suprême. Cet excellent régime de décentralisation forçait un ministre des finances, Icaza, à faire en 1857 la déclaration suivante devant les chambres: «Après plusieurs mois de travail assidu, je me vois dans l'impossibilité de présenter les comptes en temps opportun. Les complications de notre système de comptabilité, ajoutées aux inexactitudes des pièces envoyées au ministère, rendent tout contrôle impossible. C'est une tâche supérieure aux forces humaines que d'établir, sur de pareilles données, un état sérieux de nos finances. J'ai acquis la preuve que notre comptabilité est un véritable chaos, et c'est le seul fruit que j'ai recueilli de mon travail.» Maintes fois on se plaignit de ce chaos, mais on eut soin de l'entretenir par la raison que les ténèbres conviennent aux malfaiteurs. Il fallait un homme d'ordre mathématique et de rigoureuse justice, un García Moreno, pour entreprendre de le débrouiller.

Afin de régulariser les livres des comptes, il se condamna à l'ingrat et pénible travail d'une vérification générale de toutes les dettes contractées par l'État depuis l'origine de la République. Que de jours il lui fallut passer au milieu de registres trompeurs et de créanciers trompés! Les

l'ordre.» Domptée par cette main de fer, l'armée rentra dans l'ordre; mais que de colères concentrées et de rages sourdes au fond des cœurs! On pardonna difficilement à García Moreno d'avoir infligé au vieux général une peine aussi infamante.

Une fois en possession de ce triple élément d'action: un personnel dévoué, des ressources financières assurées, une force militaire suffisamment disciplinée pour maintenir la paix à l'intérieur, il jeta immédiatement les bases de cette civilisation chrétienne dont il voulait doter son pays, et qu'il regardait à bon droit comme la condition essentielle du véritable progrès matériel, intellectuel et moral.

Le fondement de toute régénération, c'est l'instruction publique, qui, en pétrissant pour ainsi dire l'esprit et le cœur des enfants, prépare l'avenir d'une société. Les hommes de la Révolution le savaient si bien que leur premier soin en s'emparant du pouvoir avait été de laïciser les écoles, ce qui veut dire de les isoler de la morale et de la religion. Cette idée maçonnique, ou plutôt diabolique, qui fait aujourd'hui son tour d'Europe, a pris corps en Amérique, sous le nom perfide de neutralité scolaire. Pour commencer son œuvre de régénération, García Moreno fonda des écoles libres sous la direction de religieux enseignants. Dès l'année 1861, il fit appel au dévouement des congrégations françaises, où l'on trouve toujours, disait-il, des ouvriers et des ouvrières pour travailler sous tous les climats à la vigne de Jésus-Christ. Des colonies de frères des Écoles chrétiennes, de dames des Sacrés-Cœurs, de sœurs de Charité, établirent dans tous les grands centres des écoles primaires et des pensionnats. Les jésuites, qu'il avait autrefois ramenés dans la capitale et défendus avec tant de courage, furent rappelés et installés à Quito dans leur antique maison de Saint-Louis, puis dans un établissement d'instruction secondaire, d'où sortirent bientôt des essais de professeurs pour fonder les collèges de Guayaquil et de Cuenca. L'enseignement catholique s'implantait dans le pays au grand désespoir des radicaux, toujours pressés de semer l'athéisme dans l'âme des enfants, et toujours scandalisés de voir leurs adversaires réparer, autant qu'ils le peuvent, ce crime de lèse-divinité et de lèse-humanité. Ils ne manquèrent pas de transformer García Moreno en jésuite, disposé à faire de l'Équateur un immense couvent, d'autant plus que celui-ci étendait sa sollicitude religieuse, non seulement aux écoles, mais aux hôpitaux et aux prisons. La direction des hôpitaux fut confiée aux sœurs de Charité, et celle des prisons à des hommes spéciaux que le président sut animer de son esprit.

En même temps, ce que ni les Incas, ni les Espagnols, ni les progressistes de la Révolution n'avaient osé concevoir, le président l'exécuta. Il s'agissait de construire un immense réseau de voies carrossables à travers l'Équateur afin de relier les villes entre elles et le plateau des Cordillères au port du Pacifique: c'était ouvrir des horizons merveilleux à ce pays perdu dans les montagnes, sans autres voies de communications que des sentiers à peine praticables pour les bêtes de somme, et privé par là même de commerce, d'agriculture et d'industrie. On traita ce projet d'utopie, de rêve absurde, d'abîme sans fond où allaient s'engloutir les dernières ressources des villes et des campagnes: García Moreno laissa clabauder routiniers et gens à courte vue, traça d'une main ferme le grand chemin de la capitale à Guayaquil, et se mit résolument à l'œuvre au mépris des vaines déclamations et des mille obstacles que lui suscitèrent la paresse, l'égoïsme et la cupidité. Ce travail de géant, entrepris au commencement de sa première présidence, continué jusqu'à son dernier jour, comme nous le verrons plus tard, suffirait à lui seul pour immortaliser dix présidents de république.

Contentons-nous pour le moment d'assister à l'éclosion de ces germes précieux et, pour ainsi dire, à la naissance de l'œuvre immortelle réalisée par García Moreno. Nous la contemplerons dans son épanouissement et sa splendeur quand, après dix ans de nouvelles luttes, maître enfin de la Révolution terrassée et enchaînée à ses pieds, il pourra déployer au service de la civilisation toute son activité et son énergie.

s'approchèrent silencieusement du vapeur *Guayas*, l'unique vaisseau de guerre de l'Équateur. N'ayant aucune raison de soupçonner le *Washington*, les officiers crurent à une fausse manœuvre du capitaine, et déjà ils s'apprêtaient à lui porter secours, lorsque les urbinistes se lancent à l'abordage comme une bande de démons, sabrent le commandant Matos, et tombent à coups de hache et de revolver sur les pauvres marins désarmés. Puis ayant coupé les amarres, ils attachent au *Washington* le *Guayas* devenu leur proie, et gagnent la haute mer. Quand, à l'annonce de ce brigandage, les batteries de terre réveillèrent en sursaut les habitants de Guayaquil, les forbans voguaient depuis longtemps hors de toute atteinte.

On apprit le lendemain que le *Washington* et le *Guayas*, en compagnie d'un troisième vaisseau, le *Bernardino*, mouillaient dans la rade de Jambelí, à sept ou huit lieues au sud de Guayaquil, verrouillant ainsi l'embouchure du fleuve Guayas et le Golfe de Guayaquil. Urbina et Franco, à la tête de plusieurs centaines d'Équatoriens et de Péruviens, commandaient l'expédition. Comme toujours, ils s'apprêtaient à envahir les cantons de Machala et de Santa Rosa, d'où ils espéraient semer l'insurrection dans tout le pays pendant que leur flottille bloquerait Guayaquil et que leurs amis soulèveraient les casernes au nom du libérateur Urbina.

Trois jours après, un courrier, arrivant à marches forcées de Guayaquil, apprenait à García Moreno les détails de cette nouvelle conjuration et le danger dans lequel se trouvait l'Équateur. Il était à ce moment brisé de fatigues et souffrait beaucoup d'une maladie de foie. Afin de se ménager quelques jours de repos, il avait quitté la capitale et venait de s'installer à quelques lieues de là, dans l'*hacienda* de Chillo. Et voilà qu'on lui annonce subitement, sans qu'aucun indice eût pu faire présager une telle catastrophe, qu'Urbina dispose d'une flottille bien armée, qu'il est maître du *Guayas* et menace non seulement la côte, mais le port de Guayaquil! Comment empêcher la défection de cette ville turbulente et arrêter la marche de l'invasisseur?

Pour vaincre, il ne restait à l'héroïque président que son génie, son courage, et sa confiance en Dieu. Il était prompt comme l'éclair: en un instant sa résolution fut prise et son plan de campagne arrêté. Il franchit cette nuit même les trois lieues qui le séparaient de la capitale, rédigea en toute hâte plusieurs décrets qu'il remit, sous pli cacheté, au vice-président Carvajal, avec l'ordre de les insérer le lendemain au journal officiel. Puis, sans communiquer à qui que ce fût le secret de son voyage, il se mit en route pour Guayaquil avec son aide de camp. En trois jours il parcourut une route de quatre-vingts lieues et tomba comme la foudre au milieu de ses ennemis ébahis.

C'était le huit juin, en pleine nuit. Personne ne s'attendait à le voir paraître, car, la capture du *Guayas* ne datant que de huit jours, il était presque physiquement impossible d'en avoir appris assez tôt la nouvelle pour arriver déjà sur le théâtre de la guerre. Le conseil municipal, composé en majeure partie des amis de l'urbiniste Carbo, se trouvait encore réuni. On saluait d'avance le libérateur Urbina et l'on ne se gênait pas pour tomber à bras raccourcis sur le despote, dont le règne paraissait bien fini, lorsque tout à coup un employé se précipita dans la salle en criant: García Moreno! En un instant la salle se vida, et les braves conseillers coururent au plus vite s'enfermer dans leur domicile.

Le lendemain, les partisans d'Urbina purent voir, placardé sur tous les murs, le décret suivant: «*Considérant que, dans la nuit du trente et un mai, cinquante flibustiers, embarqués sur le vapeur marchand Washington, se sont emparés par surprise du vaisseau de guerre national Guayas, après avoir assassiné capitaine et soldats; que cet attentat, outre qu'il a pour but la subversion de l'ordre public et de nos institutions, constitue selon notre législation un acte de véritable piraterie; que la condition première de l'existence de toute société, c'est la répression prompte et efficace du crime: par décret du président de la République, sont considérés comme pirates les détenteurs du Washington et du Guayas. Libre à tout vaisseau de guerre étranger de les poursuivre et de les saisir,*

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 120

repris les rênes, après avoir fait avec Arboleda, sous le titre d'*Artículos Adicionales* au traité de 1857, un véritable traité d'alliance. Les deux parties contractantes s'engageaient à respecter l'inviolabilité de leur territoire, et à ne jamais permettre que les réfugiés, sous prétexte de droit d'asile, troublent la paix des deux pays. On trouve dans les préambules de cette convention comme un écho des paroles échangées, au moment de leur rencontre, entre García Moreno et Arboleda: «*Les gouvernements de la Confédération grenadine et de l'Équateur, y est-il dit, attristés de voir que des circonstances indépendantes de leur volonté, comme de la volonté de leurs peuples, les eussent amenés à une rupture, reconnaissant que les intérêts des deux nations exigent impérieusement l'oubli de leurs dissentiments, déclarent non avenus les malheureux incidents qui leur ont fait prendre les armes et s'engagent à ne présenter aucune réclamation pour les actes antérieurs au présent traité.*»

Arboleda ne put jamais réparer l'impardonnable imprudence d'avoir, pour une vaine satisfaction d'amour-propre, abandonné ses positions contre Mosquera. Quelque temps après, le douze octobre, le noble Julio Arboleda fut livré à un vil assassin par des ennemis qui n'avaient pu le vaincre ni à la tribune ni sur le champ de bataille. Sa mort assura le triomphe du radicalisme à la Nouvelle-Grenade et le règne de l'impiété pendant un quart de siècle. Quant à García Moreno, ses ennemis ne manquèrent pas d'exploiter contre lui l'épisode de Tulcán, mais sans parvenir à en obscurcir la gloire; on oublia l'insuccès pour ne penser qu'à l'héroïsme du président: il n'y a point de déshonneur, disait-on de toutes parts, à perdre une bataille dans ces conditions, et la défaite des Thermopyles n'a flétri ni Sparte ni Léonidas.

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 101

CHAPITRE XVII

L'EXCOMMUNIÉ MOSQUERA

1863

Il y avait à peine deux ans que García Moreno exerçait le pouvoir, et, s'il avait pour lui le peuple catholique, il pouvait se vanter d'être pour tous les révolutionnaires, libéraux et radicaux, l'homme le plus impopulaire et le plus exécré de l'Équateur. Nous allons assister au gigantesque duel du héros chrétien contre cette légion d'ennemis.

La ligue, qui depuis quelque temps déjà complotait le renversement de García Moreno, avait pour chef ce misérable Urbina, ignominieusement chassé du territoire trois années auparavant. L'astucieux despote sentait que García Moreno, l'auteur de sa chute, empêcherait à jamais son retour: aussi lui avait-il voué une haine implacable et travaillait-il de tout son pouvoir à organiser contre lui une conjuration, tant de ses adeptes à l'intérieur que des chefs d'états plus ou moins animés de la rage sectaire. Il n'hésita point à réclamer l'appui du Pérou et de la Nouvelle-Grenade, ces deux mauvais larrons placés au sud et au nord de l'Équateur pour le dépouiller quand l'occasion s'en présenterait.

Le Pérou entra d'abord en scène. Depuis sa mésaventure de Guayaquil, le président Castilla, au mieux avec Urbina et les autres réfugiés qu'il avait accueillis dans sa capitale, attendait avec impatience le moment de prendre sa revanche. Pour exciter les puissances contre García Moreno et préparer ainsi une nouvelle invasion de l'Équateur, il imagina d'intenter à son ennemi devant toute l'Amérique un procès de haute trahison. Nos lecteurs se souviennent des lettres adressées par García Moreno au représentant du gouvernement français sur la question d'un protectorat éventuel. Ces lettres livrées à Castilla par l'indiscrétion d'un agent diplomatique, parurent dans un journal de Lima. Aussitôt, sur un mot d'ordre d'Urbina, toutes les feuilles américaines dévoilèrent avec indignation «*la grande trahison*» du président de l'Équateur. Il n'y avait qu'une voix pour l'accuser d'avoir voulu transformer son pays en colonie française, et par là d'avoir exposé les républiques américaines à une ruine imminente. Les hypocrites! ils savaient parfaitement qu'en invoquant le protectorat de la France dans un moment de détresse, García Moreno avait eu pour unique but de sauver «*l'honneur et l'existence de la nation*», comme il le disait dans ses lettres, et non de l'inféoder à un prince étranger. Mais que peut la vérité contre les mille voix de la presse et des loges maçonniques? Castilla profita de ces clameurs pour réclamer d'un ton comminatoire l'exécution immédiate du traité par lequel Franco lui avait cédé, le 25 janvier 1861, une partie du territoire équatorien.

Heureusement le tapage des journaux et les menaces des diplomates intimidaient peu García Moreno. Il répondit à Castilla que les revendications n'avaient aucune valeur, «*attendu que le traité du vingt-cinq janvier était nul de plein droit, Franco n'ayant pu engager un pays qui ne le reconnaissait point pour son chef*». Castilla menaça d'envahir l'Équateur par terre et par mer: pour toute réponse, García Moreno fortifia Guayaquil et envoya des troupes à la frontière. Furieux, le président du Pérou permit à Urbina d'équiper un vaisseau et de tenter une descente sur un point quelconque de la côte équatorienne afin d'insurger le pays, mais son antagoniste dénonça ce brigandage au corps diplomatique qui obligea Castilla de mettre l'embargo sur le vaisseau. Pour comble de malheur, le mandat du président péruvien expirait au moment de cette déconvenue. Son successeur, un honnête homme, désavoua le honteux traité du vingt-cinq janvier et entretint avec l'Équateur d'amicales et pacifiques relations.

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 102

par ses principes et d'un libéralisme si élastique qu'il avait pu être ministre de Roca, ministre d'Urbina, et membre du gouvernement provisoire avec García Moreno, sans blesser ses convictions. Depuis quatre ans il se montrait l'implacable ennemi de la politique autoritaire du président, ce qui suffisait aux révolutionnaires de tout poil pour les rattacher à sa candidature. L'élection eut lieu le 15 mai 1865. Le candidat du gouvernement obtint vingt-trois mille suffrages, tandis que le libéral Gómez de la Torre n'en put conquérir que huit mille. C'était une nouvelle victoire pour García Moreno, car la bataille électorale s'était engagée sur sa politique.

On ne peut se figurer le désespoir de l'opposition, en présence d'un échec qui déconcertait tous ses plans d'avenir. Sous l'égide de son mentor, le président Carrión adopterait sans nul doute la politique autoritaire à l'ombre de laquelle fleurissent difficilement les *pronunciamientos*, et l'on risquait de voir après lui García Moreno reprendre les rênes, ce qui rejetait dans un insaisissable lointain les rêves ambitieux, les beaux traitements, et surtout l'infernal plaisir d'enchaîner et d'opprimer de nouveau l'Église émancipée. Cette désolante perspective inspira aux anarchistes la résolution de jouer leur va-tout et de tenter un effort suprême pour s'emparer du pays. Du reste, le moment ne leur parut pas trop défavorable. Sans doute le peuple fanatisé s'était prononcé en grande majorité contre les libéraux, mais on pouvait compter sur l'appui de sept ou huit mille opposants. D'un autre côté, l'armée, considérablement réduite, n'avait plus de chef: le général Flores, dont on redoutait à bon droit les capacités militaires et la bravoure éprouvée, était mort au mois d'octobre dernier durant l'insurrection de Machala¹. García Moreno, tout aussi redoutable, allait sortir de sa charge: il n'aurait ni la même influence sur ses soldats, ni la même autorité pour se faire obéir. À ces puissantes considérations, il faut ajouter que les grands capitalistes du Pérou, auprès lesquels Urbina avait contracté des emprunts pour préparer ses invasions, voyant ses actions fort en baisse et le remboursement problématique, le pressaient de frapper un grand coup alors qu'il pouvait encore compter sur l'appui du gouvernement péruvien. Les frères et amis reçurent donc l'ordre d'exécuter sur-le-champ un audacieux coup de main, concerté entre les réfugiés de Lima et leurs complices de Guayaquil.

Le trente et un mai, vers le soir, une cinquantaine d'urbinistes, armés de poignards et de revolvers, et commandés par l'intrépide José Marcos, se cachèrent dans une petite île du fleuve Guayas, non loin de Samborodón. Le navire marchand *Washington* s'étant approché de l'endroit où les bandits étaient cachés, ceux-ci s'en emparèrent sans aucun danger pour eux, car l'on sut plus tard que le capitaine avait reçu mille piastres d'Urbina pour lui livrer son vaisseau muni d'armes et de tous les engins nécessaires à un abordage. Suivant doucement le cours du fleuve jusqu'à Guayaquil, les flibustiers, maîtres du *Washington*, attendirent la nuit noire pour continuer la suite de leurs opérations.

Vers onze heures du soir, la ville et le fleuve étant plongés dans une obscurité complète, ils

¹ Le général Flores mourut en brave, les armes à la main, durant la dernière insurrection de Machala et de Santa Rosa. Après avoir combiné les opérations et expédié des troupes pour chasser Urbina des localités envahies, il se dirigeait lui-même par mer vers le théâtre de la guerre, malgré les attaques d'urémie dont il souffrait depuis plusieurs années. À peine sur le vaisseau, il sentit que ses derniers moments approchaient. Mais son esprit se préoccupait des événements militaires bien plus que de ses souffrances. Son aide de camp, le commandant Guerrero, se trouvait à côté de lui. «*Est-il vrai, lui dit-il, que nous ayons repris Santa Rosa?* — Oui, mon général, après en avoir délogé l'ennemi. — Et nos soldats se sont-ils bien battus? — Admirablement. — Et le peuple? — Le peuple est libre et tranquille. — Alors, reprit le vieux guerrier d'un air calme et serein, alors je puis mourir!» Bientôt il entra dans le délire. En mourant il s'écria: «*O bonne Mère de la Merci, je suis votre enfant!*» La Vierge de la Merci, celle qui lui donna la victoire à Guayaquil, aura entendu le dernier cri du vieux soldat agonisant. García Moreno pleura le héros de l'Équateur, et tout le peuple le pleura comme lui. Si Flores eut ses heures d'égarement, son dévouement à la patrie les fit oublier. Fondateur de la république avec sa glorieuse épée, il la sauva avec cette même épée du joug des tyrans révolutionnaires: tout disparaît dans ces grands souvenirs.

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 119

CHAPITRE XIX

LE COMBAT DE JAMBELÍ

1865

L'année 1865 était l'année fatidique de l'élection présidentielle. L'homme de génie, que la Révolution avait inutilement tenté d'assassiner, allait enfin mourir de sa belle mort. Ainsi le voulait l'égalité républicaine, qui ne confiait le pouvoir que pour quatre ans et sans faculté de réélection. Les révolutionnaires hâtaient de leurs vœux la période électorale; García Moreno, au contraire, ne la voyait pas arriver sans inquiétude. Un capitaine qui a dirigé son navire au milieu des tempêtes et qui l'a maintes fois sauvé du naufrage, ne l'abandonne pas sans trembler à des mains inexpérimentées. Et toutefois, il quittait avec joie un pouvoir qu'il avait accepté par force en 1861 et volontairement déposé en 1863. À l'époque où nous sommes arrivés, il écrivait à un ami intime: «Quand bien même la Constitution permettrait ma réélection, je n'y consentirais pas. Cette néfaste Constitution de 1861 engendre et provoque tous les désordres, sans donner au gouvernement le moyen de les repousser. Il s'ensuit que, dans un péril imminent, le gouvernement se voit forcé, pour sauver le pays, de se mettre au-dessus des lois et, dans les périls moindres, de tout supporter, laissant ainsi la société descendre graduellement les pentes du précipice. J'ai prévu cette situation dès 1861, et je me repentirai toujours d'avoir accepté le pouvoir ainsi amoindri. Parce que j'ai confiance en Dieu, je crois que l'Équateur sortira un jour de cet affreux état, mais après une période plus ou moins longue de sang et de ruine, quand les législateurs, las de leurs folles utopies et de leurs coupables expériences sur le corps défaillant de la nation, prendront enfin la raison pour guide. La logique du mal est inexorable. Toute faute engendre une expiation: nous allons expier les fautes des constituants de 1861.»

Il laissait donc sans peine une charge trop onéreuse, «d'autant plus, ajoutait-il, qu'en refusant la présidence je rendrai plus de services qu'en la conservant, supposé même que cela fût légal. Dans notre Équateur, où les ambitieux briguent le pouvoir à la seule fin de s'engraisser des misères et des larmes du peuple, il faut donner l'exemple du désintéressement et du sacrifice, faire le bien sans demander aucun salaire en ce monde». Donc, personnellement désintéressé dans l'élection, il n'avait plus qu'un devoir à remplir envers la patrie: travailler de toutes ses forces à se donner un successeur assez catholique pour comprendre l'œuvre de la régénération inaugurée par le concordat, assez énergique pour empêcher la Révolution de la ruiner.

García Moreno ne pensait pas que le gouvernement doit se croiser les bras et rester muet pendant la période électorale, tandis que ses ennemis, à coups de mensonges et de calomnies, battent en brèche tout candidat honnête. Il affirmait, en premier lieu, que le gouvernement a le droit et le devoir d'éclairer le peuple en lui présentant le candidat de son choix; en second lieu, que si les employés sont libres de voter personnellement pour qui bon leur semble, ils ne peuvent sans trahison travailler contre le candidat officiel; en troisième lieu, que s'il appartient aux partis de proposer leurs candidats et de vanter leurs mérites, c'est à la condition qu'ils n'emploieront pas contre leurs adversaires le mensonge, l'outrage ou la violence. La licence effrénée de la presse en temps d'élection, loin de garantir la liberté du peuple, devient le plus terrible engin de tromperie et d'oppression qui puisse exister.

Appuyé sur ces principes, García Moreno proposa aux électeurs don Jerónimo Carrión, homme simple et religieux, ami de l'ordre et du travail, irrécusable ennemi des anarchistes et fermement décidé à défendre le pays contre leurs entreprises. L'opposition, composée des libéraux et des radicaux, adopta pour son candidat don Manuel Gómez de la Torre, personnage peu gêné

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 118

pouvoir, laissa grandir l'opposition contre García Moreno, activa de son mieux les passions révolutionnaires; puis, quand il crut le moment opportun pour pêcher en eau trouble, il écrivit de nouveau à «son bon et très cher ami» le président de l'Équateur que, «désirant donner une preuve de son estime pour la nation équatorienne, l'antique alliée de la Colombie, il avait pris la résolution de transférer le siège de son gouvernement sur les frontières du sud, afin de pouvoir conférer avec le président de l'Équateur sur les intérêts de leurs pays respectifs, négocier de nouveaux traités, et ainsi raffermir l'union des deux peuples qui, divisés de nationalité, n'en font qu'un par le cœur».

Cette démarche singulière, mais significative, fit comprendre à García Moreno qu'il fallait parler clair et couper court aux prétentions du despote. Il lui répondit donc «qu'il était très sensible à cette nouvelle manifestation de cordiale amitié non moins que de vive sollicitude pour le bonheur des deux pays, et très heureux d'accepter l'entrevue proposée, afin d'offrir au président et à son gouvernement l'hommage de son profond respect. Mais, ajouta-t-il, nous manquerions de loyauté si nous ne vous déclarions dès maintenant que, dans ces conférences, nous n'accepterons aucun projet qui tendrait à fondre les deux nationalités en une seule sous la forme de gouvernement que vous avez adoptée. L'Équateur a confié ses destins et son avenir à des institutions différentes des vôtres, institutions trop chères au peuple et à ses représentants pour qu'ils les sacrifient jamais. La Constitution qui nous régit, nos convictions personnelles et l'opinion générale du pays nous commandent impérieusement de rester ce que nous sommes».

Entre ces deux chefs, dont l'un avait juré d'annexer l'Équateur à ses États, et l'autre de mourir mille fois plutôt que de céder un pouce de son territoire, la guerre devenait inévitable. Au fond, Mosquera n'attendait qu'une occasion favorable pour entrer en campagne, et comme le Congrès de l'Équateur allait ouvrir ses sessions, il comptait sur des débats parlementaires assez orageux pour lui préparer le terrain. Ses calculs n'étaient malheureusement que trop fondés, car depuis dix-huit mois les journaux radicaux et même les organes du catholicisme libéral se répandaient en injures contre «l'homme néfaste qui, non content de violer les lois et de terroriser le pays, avait ruiné les finances par des entreprises insensées, ameuté l'Amérique entière contre lui, et finalement imposé, sans attendre la ratification des chambres, un odieux et intolérant concordat, véritable défi porté à notre siècle de libéralisme et de progrès». Cette opposition générale et violente des classes dirigeantes eut pour effet naturel de tromper le peuple, qui n'entend rien à ces sortes de questions, si bien que les électeurs en vinrent à regarder le concordat comme une vraie boîte de Pandore d'où toutes les calamités allaient sortir. Aussi s'empressèrent-ils d'envoyer au Congrès, dans l'intérêt même de García Moreno, une grande majorité d'anticordataires, parfaitement décidés à imposer de vive force l'annulation ou du moins la réforme du traité conclu entre le Pape et le président.

De son côté, García Moreno se présenta au Congrès, résolu à donner sa démission plutôt que de laisser entamer le concordat, qu'il regardait à bon droit comme le salut du pays. Son message aux deux chambres, très net et très ferme, avait le caractère d'un ultimatum. Il montra que «pour gouverner un État, surtout un État républicain où la fragilité des institutions et la fréquence des révolutions mettent à chaque instant la société à la merci des passions sans frein, il faut avant tout moraliser le peuple, et pour moraliser le peuple, il faut restituer à l'Église l'indépendance dont l'a dotée son divin fondateur. Voilà pourquoi, dit-il, en vertu de l'autorisation que m'a donnée la Convention de 1861, j'ai promulgué solennellement, après échange de ratification, le traité conclu avec le Saint-Siège. Libre à vous de me désapprouver, mais non d'infirmier un traité ratifié et promulgué en vertu d'une autorisation expresse du pouvoir constituant». Il ajouta que si la majorité du Congrès censurait cet acte de son administration, il quitterait immédiatement le pouvoir.

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 104

Les révolutionnaires n'avaient donc plus rien à attendre de ce côté. Urbina se tourna vers l'autre larron, c'est-à-dire vers Mosquera, le nouveau président de la Nouvelle-Grenade, le vainqueur du parti catholique qu'il avait abattu dans la personne d'Arboleda, le persécuteur acharné de l'Église. Cet odieux vieillard de soixante-dix ans, vrai Néron sans cœur ni entrailles, exilait les évêques, emprisonnait les prêtres, chassait les religieux, et renouvelait, pour tout dire en un mot, les horreurs de 1793. Il osa même bannir de son diocèse son propre parent, Mgr Herran, le vénérable archevêque de Bogotà. C'est de ce monstre que Pie IX disait en pleurant: «Mosquera marche à grands pas vers l'enfer, ouvert pour le recevoir.» Il finit par l'excommunier dans une encyclique célèbre où, après avoir rappelé tous ses forfaits, il lui met devant les yeux cette sentence des livres saints: «Terrible sera le jugement de ceux qui abusent de leur puissance.»

Mosquera haïssait en García Moreno le patriote chrétien et l'ennemi déclaré des loges maçonniques. Ambitieux comme Castilla, mais plus rusé que lui, son plan d'agrandissement consistait à englober sous le nom d'États-Unis les trois républiques, Nouvelle-Grenade, Venezuela, Équateur, qui sous Bolívar avaient formé la grande Colombie. Restaurateur de l'unité sous forme fédérative, il espérait se maintenir assez longtemps au pouvoir pour anéantir sur ce vaste territoire le règne du Christ et de son Église. Aussi tous les révolutionnaires avaient-ils salué son avènement par des transports de joie. C'était l'homme prédestiné pour mener à bonne fin les projets d'Urbina contre son mortel ennemi; aussi s'empressa-t-il de recourir à son intervention: «Vous avez appris, lui écrivait-il de Lima, comment l'audacieux et cynique président de l'Équateur, marchant sur les traces du général Flores, voulut annexer notre pays à l'empire français. J'ai pensé que vous, l'un des glorieux fondateurs de notre indépendance, vous comprendriez notre disgrâce et ne permettriez jamais que l'Équateur subit un protectorat humiliant ou devînt une simple colonie. Or, telle est la situation lamentable de ma patrie, qu'elle ne peut reconquérir sa liberté sans l'appui d'un bras étranger. Voilà pourquoi, cédant aux vives sollicitations du grand parti libéral, qui forme la majorité de mes compatriotes, je travaille à liguer tous les gouvernements de l'Amérique, et en particulier ceux du Pacifique, contre les deux hommes néfastes dont les efforts incessants ont pour unique but de livrer de nouveau le continent aux monarchies européennes. Malheureusement, si le Pérou a de bonnes intentions, des difficultés sans nombre l'empêchent de les réaliser. Pour différentes raisons le Chili et la Bolivie ne peuvent présentement nous venir en aide. En attendant, le pouvoir de García Moreno se consolide de jour en jour; la situation de l'Équateur devient d'heure en heure plus navrante et plus désespérante. Général, c'est en vous désormais que l'Équateur et l'Amérique mettent leur espoir. Vous avez terminé la guerre civile qui désolait votre pays et fait triompher la bonne cause; vous disposez de forces considérables; vous pouvez compter sur la coopération efficace et décidée du grand parti libéral, dont je suis près de vous le fidèle organe; vous n'avez qu'à le vouloir pour opérer la rédemption de l'Équateur et conjurer la ruine dont l'Amérique est menacée.»

Mosquera, enchanté de cette ouverture, promit à son complice de mettre au service de la cause toutes les forces dont il pourrait disposer, puis il écrivit cette lettre astucieuse au président de l'Équateur, «son grand et cher ami»: «Ayant organisé nouvellement ce pays sous le nom d'États-Unis de Colombie, je vous envoie un représentant afin de resserrer les liens qui unissent nos deux peuples, et de négocier la reconstitution de l'antique république colombienne sous le régime d'un gouvernement fédéral.» García Moreno connaissait de longue date les roueries du vieux révolutionnaire: il comprit à merveille que son intention était «de resserrer les liens entre les deux peuples» assez étroitement pour n'en faire qu'un seul, dont il serait le maître. En conséquence, sans même faire allusion au système fédératif, le fétiche de Mosquera, il répondit simplement qu'il agréait son envoyé, «lequel, par ses qualités personnelles, contribuerait à entretenir les meilleures relations et la plus parfaite harmonie entre deux peuples frères».

Mosquera n'était pas homme à se contenter de cette eau bénite de cour. Il affermit son

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 103

de Cuenca se trouvait un chef d'insurgés nommé Campoverde. Cet audacieux bandit n'avait pas craint de soulever le petit bourg de Cañar en faveur d'Urbina et d'attaquer, à la tête de trois cents hommes, la ville de Cuenca qu'il savait totalement dépourvue de garnison. Mais les habitants, propriétaires, commerçants, étudiants, s'étaient défendus avec tant de courage qu'après une demi-heure d'un combat sanglant Campoverde avait dû rendre les armes et se constituer prisonnier. Condamné à mort par un conseil de guerre, il devait subir sa peine le jour même où García Moreno fit son entrée à Cuenca. On profita de cette circonstance pour solliciter la grâce du coupable. «Si vous invoquez la justice, répondit l'inflexible García Moreno, montrez que cet homme n'est pas coupable; si c'est la charité, ayez pitié des innocents que vous allez faire périr, car, si j'épargne ce criminel, demain le sang coulera dans quelque nouvelle révolution.» Campoverde fut exécuté.

Ainsi se termina cette lutte de quatre années, soutenue par un seul homme contre les révolutionnaires de son pays, deux armées étrangères unies pour les appuyer, et l'Amérique entière prête à les acclamer. Le concordat était implanté et la réforme sociale en voie d'exécution malgré l'opposition du Congrès, la trahison de Maldonado et d'Urbina, les fureurs de Castilla et de Mosquera; il ne restait à la Révolution d'autre ressource que de déplacer, à l'expiration de son mandat, le colosse qu'elle n'avait pu abattre.

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 117

la société peut faire disparaître un coupable pour un délit de droit commun, à plus forte raison des criminels qui conspirent sa ruine. Les grands malfaiteurs doivent subir dès ce bas monde le châtement de leurs forfaits: ainsi l'exige la justice, ainsi le réclame la vindicte publique.» Au Congrès de 1865, comme dans la proclamation que nous venons de citer, García Moreno n'a pas invoqué d'autre principe pour justifier sa conduite: «Placé dans l'alternative ou de livrer ma patrie aux mains d'insignes malfaiteurs ou de la sauver en les exterminant sur l'échafaud, je ne pouvais ni ne devais hésiter.»

Délivré de Maldonado, le président tourna ses armes contre Urbina. Celui-ci, à la tête de cinq ou six cents bandits, occupait la ville de Machala. Avec ses trois grands capitaines Robles, Franco et León, il se croyait sûr d'allumer l'incendie sur tous les points de la côte, et de propager la révolution, de cité en cité, jusqu'à la capitale. Dans une proclamation emphatique, il s'annonçait «comme un libérateur député par le continent américain pour abattre l'allié de l'Espagne et affranchir le peuple du concordat et des institutions monarchiques. Sa politique, à lui, serait toujours subordonnée aux vrais intérêts de son pays et de l'Amérique. Appelé par la grande majorité de la nation, il se présentait sans crainte, persuadé que son retour comblerait les vœux de tous les patriotes». Il ne s'en aperçut guère à Machala, car, en voyant ses bandes indisciplinées faire main basse sur tous les objets à leur convenance, piller les caisses publiques et traiter les gens comme des bêtes de somme, les habitants épouvantés disparurent les uns après les autres. Il ne resta, pour signer son *pronunciamiento* que les repris de justice et quelques malheureux terrorisés ou racolés à prix d'argent.

Déjà cet accueil peu rassurant, joint à l'exécution de Maldonado, lui donnait à réfléchir, lorsqu'un décret de García Moreno, qui le mettait hors la loi, ainsi que ses complices, abattit complètement son courage. «L'Équateur, disait le président, n'est en guerre avec personne, ni à l'intérieur ni à l'extérieur; par conséquent, Urbina et ses bandits, arrivés de l'étranger pour révolutionner et saccager le pays, doivent être considérés comme des pirates et traités en pirates. Les autorités leur appliqueront la loi, non des belligérants, mais des incendiaires et des assassins.» Des bataillons, expédiés de Guayaquil sur Machala, avaient ordre de s'emparer par tous les moyens possibles du traître Urbina, afin de lui faire expier sur l'échafaud la longue série de ses forfaits.

Toujours prudent, au lieu d'attendre les troupes de Guayaquil, le «libérateur» déménagea au plus vite avec trois cents hommes, sous prétexte d'insurger la province de Loja, mais en réalité pour gagner sans courir aucun risque la frontière du Pérou. Son ami Robles disparut avec lui sous couleur d'aller à Paita chercher des renforts. Franco et León, restés seuls pour soutenir le choc des troupes équatoriennes, furent piteusement battus à Santa Rosa, le dix-sept septembre, et s'enfuirent avec les débris de leur bande jusqu'à Zapotillo, où le brave Urbina avait établi son camp et imposait son *pronunciamiento* aux populations éperdues. Quand, un mois après, le général González et le colonel Veintimilla, entièrement maîtres de la côte, arrivèrent à Zapotillo avec infanterie et cavalerie pour en déloger les envahisseurs, on leur apprit que ces foudres de guerre, tremblant à leur approche, avaient passé la frontière et se trouvaient en sûreté chez leurs bons amis du Pérou.

Ainsi avorta cette expédition, préparée depuis six mois par la révolution cosmopolite pour renverser son mortel ennemi. Les urbinistes, unis aux assassins de l'intérieur, appuyés par deux gouvernements, avaient échoué contre l'énergie d'un seul homme. La campagne terminée, García Moreno parcourut les provinces envahies, visita Guayaquil, Machala, Santa Rosa, Loja, Cuenca, et distribua des récompenses à ceux qui avaient vaillamment combattu. Il félicita les populations de leur courageuse fidélité, fit grâce aux malheureux qui s'étaient laissés corrompre par frayeur ou par surprise, mais se montra inexorable envers les soutiens et complices d'Urbina. Dans la prison

répond en se levant comme un seul homme non pour attaquer mais pour se défendre. L'union, ou pour mieux dire l'absorption de l'Équateur par les États-Unis de Colombie, antipathique à notre caractère, préjudiciable à nos intérêts, devient radicalement impossible, du moment qu'on emploie les menaces et les injures pour la réaliser. L'Équateur veut rester libre et indépendant; plutôt que de subir le déshonneur, il préférerait disparaître sous les flots ou sous les laves enflammées de ses volcans».

La guerre ainsi moralement déclarée et acceptée, García Moreno voulut cependant avant d'en venir aux mains, épuiser tous les moyens de conciliation. Il envoya donc au quartier général de Mosquera, à Pasto, le docteur Antonio Flores avec pleins pouvoirs pour conclure le traité d'alliance sollicité par le chef de la Nouvelle-Grenade. Le rusé Mosquera avait compté sur la coopération active d'Urbina dans les départements de Cuenca et de Guayaquil, comme aussi sur la levée en masse du grand parti libéral, si vanté par son complice; en voyant le peuple courir aux armes, il ne fut pas fâché de gagner du temps afin de lever de nouvelles troupes et de compléter ses armements. Il écrivit donc au plénipotentiaire qu'il «recevrait avec bonheur le fils de l'illustre Flores, du vieux guerrier de l'indépendance à qui l'unissaient des relations de cordiale amitié. En attendant la visite promise par García Moreno, il s'offrait à négocier les bases d'un traité d'union, qui ne compromettrait en rien la souveraineté ou l'autonomie des peuples unifiés».

La séance de réception de l'ambassadeur fut une vraie scène de comédie. Flores déclara sans sourcilier que «malgré les sinistres rumeurs répandues dans le public depuis la proposition d'une conférence, son gouvernement connaissait trop bien les antécédents et l'esprit républicain de Mosquera pour voir en lui un autre Mahomet prêchant l'union, le glaive à la main. Deux fractions limitrophes de l'antique Colombie ne pouvaient s'entre-déchirer sous prétexte de s'unir. Des paroles mal comprises, des faits mal interprétés, ont ému les populations, paralysées le travail, et amené une agitation plus nuisible que la guerre. Il importe donc de rétablir la paix par un traité de véritable alliance, et non par une résurrection violente, artificielle, stérile, d'une union éphémère dont l'effet serait tout au plus de galvaniser un cadavre».

Le vieux Mosquera qui, en fait de jactance et d'emphase aurait rendu des points à un rhétoricien de collège, répondit que «tout sentiment de défiance disparaîtrait du cœur des Équatoriens, en apprenant que le premier magistrat de la Colombie arrivait à la frontière des deux républiques pour défendre, au nom de la loi et de la volonté nationale, le drapeau de l'indépendance et de la liberté, ce drapeau que l'union du peuple a porté triomphalement de l'Orénoque au Macara. L'époque des Romains est passée; les Colombiens ne veulent ni annexions, ni fusions violentes, mais un pacte nouveau destiné à ressusciter l'antique Colombie. Comme soldat, le président de la Colombie assure au fils de Flores que le compagnon de son illustre père ne tirera l'épée sur la terre d'Atahualpa que pour défendre avec lui la liberté de la patrie».

Sous la phraséologie sonore des deux orateurs, on aperçoit facilement que, si l'un repousse absolument le projet d'union, l'autre n'embrouille les idées que pour le maintenir. Le vieux renard amusa ainsi le jeune diplomate pendant plusieurs semaines; puis, les préparatifs de guerre étant achevés, il redevint sanglier. Il déclara n'être venu à la frontière que «pour travailler à la renaissance de sa glorieuse nationalité colombienne, seul moyen de sauver l'autonomie des républiques méridionales contre l'ambition de l'étranger et la trahison des renégats de l'intérieur, et que, par conséquent, il suspendait toute relation avec l'Équateur si, dans les vingt-quatre heures, le projet de confédération n'était signé». Flores répondit à ce grossier soudard que «l'Équateur ne passait pas sous les fourches caudines, et que son ministre dédaignait un ultimatum aussi contraire aux usages diplomatiques qu'offensant pour l'honneur national».

Dès ce moment Mosquera se conduisit comme un furieux. Sans déclaration de guerre, il

La démission, qui paraissait la finale obligée de ce conflit, n'aurait pas trop déplu aux députés sans les sourds grondements qui annonçaient un orage du côté de la Nouvelle-Grenade. Dans ces conjonctures, se débarrasser de García Moreno, c'était livrer le pays à Mosquera qui se trouvait à la frontière, tenant comme Mahomet son Coran d'une main et le cimetière de l'autre. Ils se bornèrent donc, pour satisfaire leurs rancunes, à débiter leurs invectives contre le président et à critiquer l'un après l'autre tous les articles du concordat, lorsque tout à coup le tonnerre éclata sous forme d'une proclamation de Mosquera. Voyant García Moreno aux prises avec son Congrès, le rusé despote croyait pouvoir se démasquer. Le quinze août, il lança aux habitants du Cauca, province limitrophe de l'Équateur cette fulminante apostrophe:

«Marchons ensemble à la frontière pour y implanter la liberté. Nous échangerons une cordiale poignée de main avec nos frères, les Colombiens de l'Équateur. En ce moment ils ont besoin, je ne dis pas de nos armes, mais de nos bons offices, pour substituer le principe républicain à l'oppression théocratique, sous laquelle gémit la noble terre d'Atahualpa qui, la première, en 1809, salua l'aurore de la liberté. La vaillante garde colombienne, victorieuse en mille combats, formera votre escorte. Illustres défenseurs du droit, apôtres des doctrines radicales, les républiques de race latine comptent sur vous pour défendre l'indépendance américaine. La Colombie formera bientôt une vaste confédération de vingt-quatre millions d'hommes.»

L'excommunié croyait sans doute que tout l'Équateur, fatigué de «l'oppression théocratique» allait l'accueillir comme un libérateur, mais il connaissait mal ce peuple catholique. Aussitôt que parut la proclamation, de toutes les provinces et de tous les cantons arrivèrent des protestations au Congrès et contre l'union à la Colombie et contre les injures inqualifiables de Mosquera. Les signataires exprimaient en termes énergiques l'attachement du peuple à l'Église catholique et son horreur pour les impiétés du gouvernement colombien.

«Nous sommes et nous voulons rester Équatoriens, disait-on de toutes parts. [...] Nous repoussons le gouvernement colombien de tout l'amour que nous avons pour notre sainte religion; nous ne voulons pas de son code basé sur la destruction des tables du Sinaï; nous sommes chrétiens avant d'être républicains, et nous avons la conviction que l'arbre de la liberté ne peut naître et grandir qu'au pied de la croix. Représentants de l'Équateur, si, dans ses transports frénétiques, la Colombie veut la guerre, disposez de nos biens et du sang de nos enfants.»

Ces protestations, couvertes de milliers de signatures traçaient aux chambres leur devoir. Uni à ce peuple qui demandait à combattre *pro aris et focis*, García Moreno exposa aux députés la situation faite en Équateur par la proclamation du quinze août, «avec le ferme espoir, ajouta-t-il, que le patriotisme des représentants lui viendrait en aide. Il n'avait pas attendu ce moment pour prendre, dans le cercle de ses attributions, les mesures nécessaires à la défense du pays, mais il croyait de son devoir d'associer l'assemblée nationale au salut de la patrie». Il ne fut pas trompé. Députés et sénateurs condamnèrent la proclamation de Mosquera «comme une insulte à la nation et l'équivalent d'une déclaration de guerre». Ils repoussèrent toute union à la Colombie «comme contraire à la volonté du peuple et aux institutions religieuses de l'Équateur». Ils espéraient néanmoins, disait leur message, «que le président Mosquera, respectant le suffrage du peuple, les traités existant, la parole donnée et consignée dans des documents authentiques, abandonnerait toute idée d'intervention ou de conquête; mais si, par un mouvement d'orgueil que réprouverait le monde civilisé, Mosquera prétendait s'ingérer dans les affaires domestiques de ses voisins, le Congrès avait confiance dans l'énergie et l'ardent patriotisme du chef d'État pour défendre l'autonomie de la République, son honneur et ses droits, également menacés».

García Moreno répondit au Congrès que «l'appui décidé, enthousiaste même, du peuple et de ses représentants était la meilleure réponse à l'inqualifiable provocation du quinze août. À ceux qui veulent anéantir son indépendance, souiller son honneur et détruire sa religion, l'Équateur

les plus grands criminels. Je vous ai dit un jour que si je vous reprenais à conspirer, vous seriez fusillé sur la place de Quito. Préparez-vous à paraître devant Dieu, car demain à pareille heure vous aurez cessé de vivre.» Maldonado connaissait l'implacable fermeté de son chef: il demanda un prêtre et mit ordre à sa conscience.

Le 30 août, avant l'exécution fixée à cinq heures, le colonel Dalgo reçut l'ordre d'échelonner les troupes de son bataillon sur tout le parcours que devait suivre le condamné pour se rendre de la prison au lieu de l'exécution. Quand on aperçut les sinistres préparatifs, la ville entière se leva sous une impression de surprise et d'épouvante. Le moment était d'autant plus critique que tous, citoyens et soldats, s'intéressaient vivement à Maldonado et à sa respectable famille. On espérait encore que le président, satisfait d'avoir terrifié les révolutionnaires par ce lugubre appareil, ferait grâce au dernier moment. Déjà des députations se formaient pour intercéder en faveur du coupable, mais García Moreno avait consigné sa porte. Un de ses amis ayant réussi à forcer le passage, il lui imposa silence et le fit garder à vue dans une salle du palais. La femme du général Maldonado, récemment arrivée de Latacunga, vint lui faire ses adieux – ce qui porta au comble l'émotion des assistants. Le mot *grâce* volait de bouche en bouche. Des foules, accourant du palais, annonçaient que l'acte de clémence allait être signé, si bien qu'au milieu du tumulte le colonel Dalgo, inquiet et troublé, envoya son aide de camp à García Moreno pour lui demander des ordres définitifs: «Dites-lui, s'écria le président, que si, à cinq heures, je n'entends pas les coups de fusil du peloton d'exécution, c'est lui qui sera fusillé.» Quelques instants après, Maldonado payait de sa vie son infâme trahison.

La foule revenait silencieuse et terrifiée quand on vit tout à coup García Moreno sortir seul du palais, traverser avec un calme imperturbable militaires et civils, et se rendre hors de la ville pour inspecter certains travaux dont il s'occupait en ce moment. Le soir même, il rédigea et lança dans tout le pays cette proclamation laconique:

«Équatoriens, votre repos, vos biens, votre vie même, sont menacés depuis trop longtemps par des criminels que l'or du Pérou a corrompus, et auxquels notre législation assure l'impunité. L'invasion de Manabí, la révolution sanglante projetée au mois de juin, les brigandages du Napo, le soulèvement de Machala, les enrôlements de la Nouvelle-Grenade, les efforts tentés en ce moment pour insurger les paisibles populations de nos côtes, prouvent jusqu'à l'évidence que l'immoralité et l'impunité de quelques misérables mettent l'ordre public en danger.

«Dans cette épouvantable crise, le gouvernement doit opter entre deux partis extrêmes: laisser l'ordre public, vos intérêts les plus chers, vos lois, votre Constitution, sombrer dans l'anarchie sous les coups de ces brigands; ou prendre sur lui la grave mais glorieuse responsabilité de comprimer leurs fureurs par des moyens sévères mais justes, terribles mais nécessaires. Je serais indigne de la confiance dont vous m'avez honoré si j'hésitais un instant à encourir n'importe quelle responsabilité pour sauver la patrie.

«Aussi, qu'on le sache bien, ceux que l'or aura corrompus tomberont sous le plomb vengeur; au crime succédera le châtement, et, je l'espère, aux périls qui nous menacent, la paix, objet de vos desirs. S'il faut sacrifier ma vie pour obtenir ce résultat, je l'immolerai de bon cœur à votre repos et à votre félicité.»

C'était la justification de l'exécution qui venait d'avoir lieu et l'annonce des sévérités du lendemain. Naturellement les révolutionnaires crièrent à la tyrannie, à la cruauté, à l'arbitraire. Pour les confondre, il leur remit sous les yeux les principes proclamés autrefois par *La Democracia*, journal du président Urbina, rédigé par son ministre Espinel: «La générosité et la clémence envers les ennemis de la patrie, disaient alors ces bons radicaux, sont des vertus mal entendues. La compassion envers des individus doit fléchir devant la justice, quand le salut du peuple l'exige. Si

fusillés sans miséricorde. Dix jours après, le vingt-sept juillet, la province d'Orient devenait le théâtre d'un autre mouvement insurrectionnel. Les complices de Maldonado, Lamotha, Jaramillo, Aguilar, Suárez et leurs compagnons, expédiés au Brésil, se révoltèrent contre leur escorte en traversant le Napo, s'emparèrent du gouverneur, et, après avoir saccagé les propriétés, torturé les jésuites, dépouillé les sauvages, prononcèrent la déchéance de «l'autocrate García Moreno» pour acclamer, en qualité de chef suprême «le restaurateur de la patrie, l'illustre don José María Urbina». En même temps, on apprenait que d'autres séides d'Urbina enrôlaient des bandes de filibustiers dans les provinces méridionales de la Nouvelle-Grenade pour envahir le district d'Ibarra, avec la complicité des autorités colombiennes, notoïrement dévouées à la Révolution. Enfin, le vingt-quatre août, après plusieurs mois de préparatifs, les vaisseaux d'Urbina, équipés par le Pérou, sortaient du petit port de Païta et débarquaient des centaines de soldats sur divers points de la côte, notamment à Machala et Santa Rosa.

Au milieu de l'horrible tempête, García Moreno, impassible comme le roc battu par les flots, levait des troupes, organisait la défense, donnait des ordres aux généraux, et de plus en plus se persuadait de la nécessité de terrifier les révolutionnaires de l'intérieur en frappant un grand coup, lorsque le vingt-quatre août, le jour même où les soldats d'Urbina mettaient le pied sur le sol équatorien, Maldonado fut découvert et arrêté dans une *hacienda*, près de Guayaquil. Sur l'ordre de García Moreno, le colonel Veintimilla chargea de fers son prisonnier et l'emmena sous bonne escorte à Quito.

Il y eut un moment de stupeur dans le clan radical, mais la réflexion rendit l'espoir aux conjurés. D'après le droit en vigueur, le président n'avait que deux partis à prendre: condamner le coupable à la déportation, en vertu de ses pouvoirs extraordinaires, ou le livrer aux juges. La déportation n'était qu'une plaisanterie depuis que les complices de Maldonado, les Lamotha, les Jaramillo, avaient trouvé moyen d'insurger le Napo et de s'enfuir au Pérou; on trouverait bien, sur n'importe quelle route, un contingent de frères et d'amis pour terrasser les sbires et délivrer Maldonado. Quant aux juges, on ne redoutait guère leur verdict depuis l'affaire de El Quinche. Le tribunal ne verrait dans le complot du vingt-trois juin qu'une tentative de rébellion non punissable; et Maldonado, porté en triomphe par les radicaux, livrerait le pays à l'invasisseur Urbina. C'était la mort de la nation.

Malheureusement pour les radicaux, García Moreno n'acceptait pas qu'une nation doive se résigner à périr plutôt que de violer la légalité constitutionnelle, ni qu'un chef de gouvernement, à moins d'y être forcé, puisse sans crime obéir à la Révolution qui lui crie de se démettre ou de se soumettre. Il croyait, avec les vrais philosophes de tous les temps et de tous les pays, que les lois éternelles l'emportent sur les fictions parlementaires, que les constitutions sont faites pour les peuples et non les peuples pour les constitutions, et que, par conséquent, si la loi constitutionnelle met une nation en danger de mort, le salut du peuple devient la loi suprême.

«Quand la légalité suffit, disait-il avec Donoso Cortes, vive la légalité; mais si la légalité est impuissante à sauver un peuple, vive la dictature.» Dans le cas présent, après avoir montré l'impasse où se trouvait acculé le pays, il dit aux conseillers qui l'entouraient: «Personne ne croira jamais que, pour sauver la Constitution, ce morceau de papier qu'on déchire ici tous les quatre ans, je sois obligé de livrer la République à ses bourreaux.» Et de sa propre autorité, chargé par Dieu de pourvoir au salut du peuple dans un cas suprême, il décréta que le traître Maldonado serait fusillé le lendemain, trente août, sur la place Santo Domingo.

La veille de l'exécution, il descendit lui-même dans la prison pour annoncer au condamné qu'il allait mourir. Il s'efforça de lui faire comprendre l'atrocité de son crime, mais il trouva un homme dur et hautain, fier de ses forfaits parce qu'il se croyait sûr de l'impunité. «Maldonado, lui dit-il, ne comptez pas sur les juges prévaricateurs qui se font un jeu de perdre les sociétés en absolvant

afficha la rupture à Pasto, prohiba tout commerce avec l'Équateur, vomit des torrents d'injures contre García Moreno, et se permit d'écrire au général Flores, alors à Tulcán pour organiser l'armée, «qu'il le vaincrait sur le champ de bataille, et que désormais il cessait avec lui toute correspondance». Néanmoins, autorisé par le gouvernement, Flores lui fit expédier une dernière fois par un aide de camp des propositions d'arrangement, mais Mosquera jeta la lettre avec colère, déclarant qu'il ne traiterait plus avec les agents de l'Équateur. Il accusa l'aide de camp, colombien de naissance, de trahir son pays, menaça de le faire fusiller, et finalement le jeta à la porte comme un manant, en vomissant un torrent d'injures contre García Moreno. N'espérant plus rien de cet énergumène, Flores passa le Carchi, le vingt-deux novembre, avec six mille hommes.

Nous avons rendu compte de cette négociation, afin de montrer par la suite des faits la longue patience de García Moreno, les provocations dix fois répétées de Mosquera, et l'impossibilité de supporter plus longtemps ses insultes, sans abdiquer tout sentiment d'honneur. Comme le disait plus tard García Moreno, l'Équateur «ne déclara pas la guerre, mais l'accepta forcément, car l'ennemi ne lui laissait pas le choix entre la paix et la guerre, mais simplement l'alternative d'ouvrir le feu ou d'attendre qu'il commençât». Malgré tout, bien que le président crût préférable de prendre l'initiative avant que l'ennemi eût accumulé ses forces, il laissa au général en chef la faculté d'avancer ou de temporiser selon qu'il le trouverait avantageux pour le triomphe de ses armes. En passant la frontière, Flores put écrire à Mosquera sans blesser la vérité: «Nous avons franchi le Carchi, non pour vous faire la guerre, mais pour vous forcer à nous laisser la paix.»

Du reste, Flores n'entra en campagne qu'à son corps défendant, car il envisageait parfaitement les dangers de sa position. Sur les six mille hommes amenés de Tulcán, il ne lui en restait que cinq mille, tant les troupes, surtout celles du littoral, avaient souffert des fatigues du chemin et du changement de climat. Il avait dû laisser à Guayaquil ses bataillons les mieux exercés, pour faire face aux anarchistes qui, sous la conduite d'Urbina et avec la connivence du Pérou, organisaient une invasion dans le port de Païta. La moitié de ses soldats voyaient le feu pour la première fois, et savaient à peine manier un fusil. Aussi se décida-t-il à fatiguer l'ennemi par des combats partiels, voulant s'assurer une position avantageuse avant de livrer une bataille en règle.

Le dimanche, vingt-deux novembre, après avoir lancé un manifeste aux habitants de Túquerres et de Pasto, Flores pénétra dans le cœur du pays, favorisé par les habitants dont un certain nombre s'incorpora à son armée. Ayant vainement tenté de l'arrêter, Mosquera s'établit le quatre décembre à Cumbal pendant que les divisions équatoriennes, à un mille de distance, campaïent dans les environs de Cuaspud. En même temps, six cents hommes, au commandement du colonel Erazo, s'emparaient de Pasto après un combat terrible contre la garnison.

Coupé de ses communications avec le chef-lieu de la province, Mosquera comprit que sa position devenait difficile, et que, pour vaincre, il lui fallait user de ruse. Le cinq au soir, Flores apprit par ses espions les dispositions que prenait Mosquera pour lui livrer bataille le lendemain. Il passa la nuit à organiser ses troupes et à combiner ses mouvements, lorsque le matin, en prenant ses positions, il reconnut que son adversaire, ayant subitement changé de front, se dirigeait de Cumbal vers le Carchi, comme s'il voulait faire diversion et se jeter dans l'Équateur. Ses espions, vendus à l'ennemi, l'avaient trompé. Obligé d'improviser subitement un nouveau plan de bataille, il lança le gros de son armée sur l'arrière-garde de l'ennemi, pendant que plusieurs bataillons, gagnant les hauteurs de Cuaspud, menaçaient son centre. Une fois qu'il le vit engagé sur ce terrain semé d'obstacles qui paralysaient l'élan des cavaliers, Mosquera commanda aux siens de faire front à l'ennemi, de se déployer en tirailleurs et d'enlever aux Équatoriens la menaçante position de Cuaspud. Mais ce fut en vain: ceux-ci repoussèrent ses guérillas avec une telle impétuosité qu'après plusieurs charges inutiles, les Grenadins décimés prirent la fuite, et déjà les clairons sonnaient la victoire, lorsque plusieurs bataillons de la seconde division, au lieu d'appuyer les

vainqueurs, jetèrent leurs armes par suite de je ne sais quelle panique, se mirent à fuir en criant: Sauve qui peut! et répandirent la terreur dans tous les rangs de l'armée. En vain exécuta-t-on plusieurs charges de cavalerie, en vain plusieurs chefs firent-ils des efforts inouïs pour empêcher la débandade, la déroute fut complète. Reprenant l'offensive, Mosquera porta tous ses efforts sur les bataillons qui lui avaient infligé un échec en apparence décisif, et finit par rester maître du terrain. Cinq cents hommes restèrent sur le champ de bataille de Cuaspud, les deux tiers du côté de Mosquera.

Vainqueur d'abord, Flores dut se retirer vaincu et blessé. Avec sa jactance accoutumée, Mosquera chanta victoire; mais cette victoire, il la dut moins à sa valeur qu'à des causes très peu honorables pour un chef d'armée: la trahison des espions de Flores, que Mosquera reconnut comme siens, et l'ignoble lâcheté d'un corps qui se débanda en jetant ses armes quand déjà le gros de l'ennemi prenait la fuite. Or comment expliquer cette lâche désertion d'un corps d'armée sinon par la trahison des chefs, complices d'Urbina et vendus comme lui à Mosquera? Les lettres d'Urbina prouvent qu'il entretenait des intelligences avec certains chefs de l'armée. L'un d'eux qui déclarait «ne pouvoir commander contre Mosquera l'ami d'Urbina», reçut un commandement et donna, dit-on, le signal de la débandade. On sut plus tard qu'un autre avait proposé à ses troupes de passer à l'ennemi ou de faire une révolution. On comprend maintenant pourquoi Mosquera se disait assuré de vaincre Flores, mais on comprend moins qu'il ait eu l'impudence de célébrer une victoire achetée par le crime et la trahison.

La nouvelle de la défaite de Cuaspud répandit la consternation dans tout l'Équateur. L'armée battue, en grande partie prisonnière, comment s'opposer à la marche du vainqueur? Mosquera, maître du pays, c'était l'incorporation à la Colombie, la persécution de l'Église, un joug plus pesant et plus odieux que celui d'Urbina lui-même. García Moreno le comprenait mieux que tout autre; aussi résolut-il de vaincre ou de mourir. Il n'eut du reste qu'à parler pour faire passer cette résolution dans le cœur de son peuple; le huit décembre, en apprenant la déroute de son armée, il lança cette proclamation où son âme résignée, mais non brisée, se montra dans toute son énergie:

«Compatriotes, il a plu à Dieu de nous éprouver: nous n'avons qu'à adorer ses insondables desseins. Deux officiers, arrivés à Ibarra, ont rapporté que notre armée vient d'être battue à Cuaspud. Bien que nous ignorions encore les détails du combat, la défaite n'est pas douteuse.

«Équatoriens, aujourd'hui plus que jamais, il faut de grands efforts pour sauver la religion et la patrie; aujourd'hui plus que jamais, il faut opposer à notre injuste agresseur la barrière du courage héroïque et d'une invincible constance.

«Aux armes donc, fils de l'Équateur! Volez à la frontière pour combler les vides de l'armée. Implorons tous ensemble la clémence du Très-Haut, et, forts de son appui, nous obtiendrons la victoire ou la paix.»

D'un bout de l'Équateur à l'autre on lui répondit en courant aux armes. «Non, s'écrièrent les jeunes gens de Quito, nous ne souffrirons pas qu'une poignée de sauvages vienne souiller notre sol et nos temples; nous n'attendrons pas, les bras croisés, que le barbare Mosquera, les mains teintes du sang de nos frères, vienne briser nos saintes images, fermer nos églises, exiler nos prêtres. Nous montrerons que nous savons combattre pour la religion du Christ et pour notre nationalité, double et précieux héritage que nous laisserons, coûte que coûte, à ceux qui viendront après nous.»

D'autres s'enrôlaient avec la sombre énergie du désespoir: «Attila, disaient-ils, ne forcera pas la porte de notre patrie. Courons à la frontière pour venger le sang de nos braves et la gloire de nos armes. Marchons à la défense du pays, de la foi, de l'honneur de nos femmes, de notre nationalité. Nous succomberons tous au milieu de nos cités en cendres et de nos propriétés en

Dieu n'est pas du complot.

Le jour de l'exécution, quelques heures avant de se rendre à la caserne, les conjurés se réunirent dans une maison voisine pour concerter les dernières mesures à prendre. À ce moment-là même, un de leurs amis, qu'une imprudente confiance avait mis au courant du fatal secret, vaincu par ses remords, révélait au président tous les détails de la conspiration. Sans perdre un instant, García Moreno vole à la caserne et fait comparaître l'officier de garde: «Je vous donne cinq minutes, lui dit-il, pour me révéler les noms de vos complices et me fournir les preuves écrites de la conjuration qui doit éclater cette nuit; sinon vous serez fusillé comme un traître.» Se voyant découvert, le malheureux officier se mit à trembler, désigna ses complices, livra les papiers dont il était dépositaire, et indiqua la maison où les assassins se trouvaient rassemblés. Pour s'en débarrasser d'une manière expéditive, García Moreno n'avait qu'à les attendre et les recevoir à coups de fusil; mais, pour ne pas donner aux révolutionnaires le prétexte de transformer en guet-apens un acte de justice, il préféra saisir les coupables dans leur repaire et les jeter en prison. Malheureusement l'arrestation eut lieu avant l'arrivée de Maldonado qui, au premier bruit de ce dénouement inattendu, disparut de la capitale et s'enfuit dans les bois.

À la lumière de ces sinistres éclairs, García Moreno comprit mieux encore l'extrême danger de sa situation. La Révolution avait juré sa mort et ne désarmerait pas. Le pardon généreusement octroyé aux assassins n'avait fait qu'envenimer leur fureur. Il fallait les vaincre ou périr avec ce peuple qui le suppliait à genoux de ne pas l'abandonner. Le lutteur chrétien, seul contre tous, accepta le défi de la Révolution, et jura que, lui vivant, l'horrible mégère ne régnerait plus sur son pays.

Avant tout, il résolut de la terrifier par un acte de solennelle justice. Les sicaires avaient mis la main sur un général assez influent pour démoraliser l'armée, assez pervers pour conspirer contre sa patrie avec les radicaux du Pérou et de la Colombie, assez criminel pour se faire chef de brigands et d'assassins: cet homme, qui personnifiait les crimes et les espérances du parti, il fallait à toute force en faire un exemple. «Que Maldonado se cache bien, dit-il un jour, car s'il tombe dans mes mains, je serai obligé d'étouffer la Révolution dans son sang.» Aussi s'inquiéta-t-il assez peu des autres conspirateurs du vingt-trois juin. «Il n'est pas juste, dit-il, que ces misérables périssent, pendant que leur chef est en vie.» Il se contenta de les exiler au Brésil. Quant à Maldonado, le colonel Ignacio Veintimilla reçut l'ordre de battre tout le pays, vallées et montagnes, *haciendas* et forêts, pour découvrir son refuge. Les gouverneurs devaient lui prêter main-forte, surveiller leurs provinces et incarcérer ceux qui donneraient asile au coupable ou favoriseraient son évasion. Et toutefois le président désirait que le fugitif s'échappât pour n'avoir pas à remplir un terrible devoir.

De leur côté, les révolutionnaires n'épargnaient aucun effort pour sauver leur grand chef. Pendant deux mois que durèrent les perquisitions, le pays au comble de l'angoisse s'attendait chaque jour à une invasion que le libérateur Urbina préparait dans les ports du Pérou. «Urbina arrive avec quatre cents soldats, écrivait García Moreno le seize juillet. Vu sa couardise, s'il entreprend la lutte avec ce petit nombre d'hommes, c'est qu'il compte sur les traîtres de l'intérieur. Raison de plus pour nous débarrasser du traître Maldonado. Cela fait, nous tâcherons, avec l'aide de Dieu, de bien recevoir Urbina.»

À dater de ce moment, l'Équateur fut assailli de tous côtés par une vraie bande infernale. Le vingt et un juillet, une compagnie de pirates, équipée par Urbina aux frais du Pérou, se jeta sur la province de Manabí pour l'insurger et la piller. Ils mettaient tout à feu et à sang, quand le gouverneur Salazar, avec une troupe de braves, se porta à leur rencontre. Reçus d'abord par une vive fusillade, les soldats s'élançèrent sur les bandits, la baïonnette en avant, et en massacrèrent un bon nombre. Quelques-uns parvinrent à s'échapper, mais les chefs furent faits prisonniers et

1863, ainsi que les divers projets de lois présentés dans le message. Bon gré, mal gré, l'Équateur ne pouvait se passer de García Moreno.

Le dénouement inattendu de cette longue lutte entre les pouvoirs publics exaspéra le parti révolutionnaire. Lâché par le champion de la Colombie, privé de la coopération active du parlement, il ne lui restait pour abattre le président que le poignard du sicaire. Ce moyen ne répugnait nullement aux traditions de la secte, surtout qu'Urbina et ses complices n'avaient point à redouter les suites d'un assassinat. En cas de réussite, on les porterait en triomphe; en cas d'insuccès, la cour suprême de Quito réduirait l'affaire à «une simple tentative de rébellion non suivie d'effet». Ils combinèrent donc un plan d'action qui devait mettre en mouvement toutes leurs forces et enlacer le président dans les mailles d'un immense filet. Du Pérou, devenu leur arsenal et leur boulevard, ils lanceraient des vaisseaux sur Guayaquil ou d'autres points de la côte, pendant que des bandes organisées par leurs soins envahiraient l'Équateur du côté de la Nouvelle-Grenade. Dans la bagarre, leurs complices de l'intérieur se déferaient de García Moreno par ruse ou par violence, et les populations soulevées acclameraient le libérateur Urbina. Les conjurés croyaient pouvoir compter sur plusieurs officiers de l'armée, en particulier sur le général Tomás Maldonado, depuis longtemps ennemi personnel du président.

Très brave sur un champ de bataille, Maldonado n'avait ni assez de tête ni assez de cœur pour immoler au devoir sa folle et rancuneuse vanité. S'estimant le premier personnage de la République, il en voulait à García Moreno, non seulement de l'éclipser, mais de ne pas reconnaître suffisamment ses mérites et ses services. Son ressentiment, ou plutôt sa haine, lui faisait un besoin de s'unir aux ennemis les plus décriés du président. On l'accusa même d'avoir tramé une espèce de conspiration militaire sur le champ de bataille de Cuaspud. Malgré les ordres de Flores, il aurait entraîné ses divisions d'avant-garde à quatre lieues du gros de l'armée, invectivé comme un furieux contre le tyran, et peut-être insurgé ses troupes, si ses soldats scandalisés ne lui eussent représenté qu'un patriote et un homme de guerre ne devait pas choisir un pareil moment pour censurer le chef de l'État. Tout récemment encore l'orgueilleux Maldonado, soutenu par les organes du radicalisme, avait brigué la vice-présidence contre le ministre Carvajal et n'avait obtenu qu'une quarantaine de voix dans la circonscription de Quito. Urbina escomptait avec raison la colère et le dépit de cet outreucidant personnage. D'après certains renseignements particuliers, le président se convainquit bientôt que Maldonado intriguait près des officiers de la garnison. Il lui reprocha cette déloyauté, et comme le général voulait se défendre: «Je ne veux rien savoir de plus, lui dit García Moreno; je vous pardonne, mais si jamais je vous reprends à conspirer, tout général que vous êtes, je vous ferai fusiller sur la place de Quito.»

Or, le vingt-trois juin, moins de trois mois après cet acte de généreuse clémence, Maldonado complotait avec ses complices un assassinat en règle contre la personne du président. Leur plan, très habilement combiné, consistait à s'emparer de la caserne d'artillerie, où l'on avait incarcéré des bandits amenés de Guayaquil. Ces hommes de sang, délivrés et soudoyés par Maldonado, auraient profité de l'obscurité de la nuit pour assassiner leur implacable ennemi et les principaux personnages de la capitale dévoués à sa politique. Un ancien urbiniste, Jaramillo, aide de camp de García Moreno, s'était engagé à livrer son maître. Le meurtre accompli, Urbina, ou peut-être Maldonado, proclamé chef suprême, la révolution se propagerait comme une traînée de poudre, grâce à l'action combinée des radicaux disséminés dans les grands centres, et des réfugiés déjà embarqués sur les vaisseaux du Pérou pour envahir les provinces maritimes.

Cette fois Maldonado n'avait rien épargné pour assurer le succès. Les conjurés connaissaient parfaitement leurs rôles. On avait corrompu l'officier de garde qui devait livrer la caserne. Afin de dérouter les soupçons, Maldonado avait quitté la capitale quelques jours auparavant pour se confiner dans sa maison de Latacunga. Mais toutes les précautions deviennent inutiles quand

ruines, plutôt que d'ouvrir nos portes à ces criminels et féroces ennemis de notre Dieu.»

García Moreno avait raison de s'appuyer sur ce peuple profondément chrétien. À quel degré de noblesse ne l'eût-il pas élevé si les fausses visées du catholicisme libéral n'eussent constamment entravé ses efforts! Il organisa une nouvelle armée: trois mille hommes à Ibarra composaient l'avant-garde; deux mille à Guayaquil, plusieurs bataillons à Quito, renforcés de ceux qui accouraient de Loja, de Cuenca, de Riobamba et des autres villes, formaient un nouveau contingent de loin à six mille hommes, sans compter les six cents qui occupaient Pasto, au cœur du pays ennemi.

À la vue de ce soulèvement en masse, Mosquera perdit sa fierté. Au moment d'envahir l'Équateur, il se voyait campé entre deux armées, dont l'une, maîtresse de Pasto, pouvait révolutionner derrière lui la province éminemment catholique du Cauca, et l'autre s'apprêtait à lui barrer le passage, avec le concours de tout un peuple décidé à mourir plutôt que de se rendre. Au lieu de marcher sur Quito pour y dicter ses ukases, comme il l'avait annoncé dans son mensonger et fastueux récit des événements de Cuaspud, il proposa au général Flores, alors investi de pleins pouvoirs, un armistice de quelques jours pour traiter des conditions de la paix. Flores ayant accepté, pourvu que ces conditions fussent honorables pour l'Équateur, Mosquera l'amusa plusieurs jours encore avec cette espérance d'une suspension d'armes, pénétra dans l'intérieur du pays, et finalement, le vingt-cinq décembre, exigea la remise d'Ibarra sous promesse de signer dans cette ville un traité d'alliance. Sans soupçonner le nouveau piège qu'on lui tendait, Flores conclut un armistice jusqu'au premier janvier, et vint camper à Otavalo pendant que Mosquera prenait avec ses troupes possession d'Ibarra.

Or, à l'heure où il signait cet armistice, ce fourbe fieffé, d'accord avec les frères et amis, travaillait à révolutionner la province dans laquelle il avait pénétré par ses machinations frauduleuses. En correspondance suivie avec Urbina, il savait parfaitement qu'une conspiration, ourdie par les principaux complices de ce traître, attendait pour éclater le jour de l'invasion. De fait, le vingt-huit décembre, un groupe d'urbinistes, ayant à leur tête Espinel, Endara, Cartagena, Vélez, Molineros, et autres révolutionnaires du même acabit, rédigèrent contre García Moreno un *pronunciamiento* en règle, dont les considérants étaient empruntés à l'insultant manifeste de Mosquera. Ils déclaraient le gouvernement déchu et Urbina chef suprême, et s'appuyaient pour faire triompher leur cause sur «l'épée victorieuse du vaillant Mosquera, le plus illustre des fils de Bolívar». Heureusement, dans toutes les localités où ils se présentèrent, le peuple, fidèle à son chef, les reçut avec indignation. À El Quinche, poursuivis comme des criminels, ils n'eurent que le temps de s'enfuir pour ne pas être massacrés. Enfin, chassés de partout, réduits à se cacher, ils tombèrent dans les mains du gouvernement qui les livra aux juges.

Déçu de ce côté, le libérateur Mosquera prit son parti en brave. Le trente décembre, il signa sans conditions à Pinsaquí un traité qui stipula le rétablissement de la paix et de l'amitié entre les deux pays. Accouru au Carchi, «avec sa vieille garde, victorieuse en mille combats», pour délivrer l'Équateur de «l'oppression théocratique», l'excommunié s'en retourna comme il était venu, laissant à Cuaspud trois ou quatre cents cadavres. Le vieux loup n'avait plus l'envie de courir de nouvelles aventures, car il écrivit trois jours après à son estimable ami, le traître Urbina, une lettre de véritable agneau:

«Au début des hostilités, je vous pressai de venir à mon quartier général pour combattre en qualité de chef du parti libéral de l'Équateur avec vos frères les libéraux de Colombie. Mais les circonstances sont bien changées, et j'ai le devoir de vous en avertir. Après la bataille de Cuaspud, nous avons conclu une paix honorable pour les deux peuples, qui ne me permet plus de continuer les hostilités contre l'Équateur. En ma qualité d'ami, de républicain, et même d'Américain, si j'ai un conseil à vous donner, c'est de vous réconcilier avec vos ennemis. Tant que dureront nos

divisions, les républiques américaines ne feront aucun progrès, et finiront par succomber sous les périls qui les menacent. Mettons un terme à des calamités qui durent depuis un demi-siècle. Ne voyez du reste dans mes paroles qu'une nouvelle preuve de mon amitié pour vous.»

Urbina y vit, au contraire, une amère raillerie, d'autant plus que le fourbe avait expédié des copies de sa lettre à divers personnages de Quito, entre autres à García Moreno comme un témoignage authentique de ses bonnes intentions. Furieux de cette volte-face, à laquelle il était loin de s'attendre, Urbina répondit le 16 janvier 1864 à son ami Mosquera «que ses manifestes contre García Moreno ne faisaient point pressentir le traité de Pinsaquí; que, sans doute, avant de signer un pacte d'alliance avec l'homme «du protectorat français» et de «l'oppression théocratique», il avait des preuves de son repentir et de sa conversion; mais que pour lui, doutant à bon droit de cette conversion, il ne se réconcilierait jamais, en dépit des bons conseils de Mosquera, avec le tyran de sa patrie, et l'ennemi de l'Amérique!» En cela du moins il tint parole.

Quant à Mosquera, laissant en paix l'Équateur, il continua d'emprisonner et de fusiller ses adversaires jusqu'au jour où les malheureux Colombiens, poussés à bout, le condamnèrent à l'exil. Naturellement il se dirigea vers Lima où l'attendait son ami Urbina. À peine réunis, ces deux conspirateurs chevronnés s'obligèrent par un traité en forme à renverser le gouvernement de l'Équateur pour soumettre ce pays au joug de la Révolution. Ce pacte secret, dont la presse colombienne révéla cependant l'existence, tomba dans les mains de García Moreno par un hasard que Mosquera ne pouvait soupçonner. Aussi quand il lui fut permis de rentrer en Colombie, ne craignit-il pas de demander au président dont il avait juré la ruine si, le cas échéant, il l'autoriserait à s'arrêter quelques jours dans la bonne ville de Guayaquil. Il reçut de García Moreno cette réponse d'un laconisme très expressif: «Si vous mettez le pied sur un point quelconque du territoire de l'Équateur et qu'on puisse vous y saisir, je ne réponds point des conséquences.» Mosquera comprit qu'il y allait de sa tête, et gagna le Cauca par un autre chemin.

CHAPITRE XVIII

UN CONTRE TOUS

Au commencement de 1864, sous la pression des rudes épreuves par lesquelles il venait de passer, García Moreno se demanda s'il lui était humainement possible de continuer la lutte contre toutes les forces révolutionnaires de l'intérieur et de l'étranger. Libéraux et radicaux s'obstinèrent à détruire le concordat; les francs-maçons de la Colombie s'uniraient à ceux du Pérou pour fraterniser avec Urbina et organiser de nouvelles invasions: comment maîtriser cette meute furieuse avec une armée trop souvent commandée par des traîtres, et avec une constitution assez inepte pour forcer le pouvoir à se croiser les bras devant l'anarchie? Impuissant à prévenir les crimes, il ne pouvait pas même compter sur la justice pour les réprimer. On se rappelle que les conjurés de El Quinche, Espinel, Endara, Vélez, Cartagena et consorts avaient été déferés à la cour suprême. Nul doute sur la culpabilité des accusés: leur *pronunciamiento* déclarait le gouvernement déchu et invoquait pour l'abattre le secours de Mosquera, dont les troupes avaient déjà passé la frontière; les prévenus avaient enrôlé des paysans pour combattre, sous le drapeau de Mosquera, l'armée nationale: crime de trahison prévu par tous les codes. Or la cour suprême déclara qu'une conspiration à main armée, en présence de l'ennemi et avec le concours de l'ennemi, ne constituait pas un acte de trahison, mais une simple tentative de rébellion non suivie d'effet, et par conséquent non punissable. Évidemment, avec de pareils juges, le pouvoir tombait, pieds et poings liés, aux mains de la Révolution.

Aussi indigné que découragé, se voyant dans l'alternative fatale de laisser sombrer l'État ou de violer la loi, García Moreno envoya sa démission au Congrès, dont les sessions venaient de s'ouvrir.

«Avant toute autre délibération, disait-il, veuillez me décharger du pouvoir qui m'a été confié. Déjà dans la législature précédente, j'avais le dessein de céder à un citoyen plus digne, la noble mais ingrate tâche de gouverner un pays où le bien est si difficile à faire: le patriotisme et l'honneur me firent un devoir de rester au poste, alors menacé par l'ennemi; aujourd'hui que la paix est solidement rétablie, vous ne devez ni ne pouvez m'empêcher de chercher un peu de repos dans le calme de la vie privée. Si dans l'exercice du pouvoir j'ai commis des fautes, vous me donnerez des juges; si vous estimez que je n'ai rien négligé pour développer la prospérité de la République, il me restera la satisfaction d'avoir accompli mon devoir, la seule que j'ambitionne. Daigne le ciel accorder à ma patrie des jours heureux sous le gouvernement de mon successeur.»

Ces nobles sentiments produisirent sur les membres de l'assemblée une émotion d'autant plus vive que leur opposition tracassière de 1863 avait surtout déterminé cette démission. Leurs préventions contre García Moreno s'évanouirent devant sa retraite volontaire. Cet ambitieux, qu'on se figurait affamé de pouvoir, descendait bénévolement du fauteuil; ce despote, peu soucieux des lois, venait de remettre les facultés extraordinaires dont on l'avait investi pendant la guerre, sans avoir exilé un individu ni arraché une piastre au plus faible de ses subordonnés. Après la guerre, au lieu d'entretenir une armée de prétoriens pour terrifier le pays, il n'avait gardé qu'un millier d'hommes, le strict nécessaire pour maintenir l'ordre. Sans doute, il refusait de sanctionner la réforme du Concordat, mais cette réforme n'étaient-elles pas entachées de violence et d'exagération? D'ailleurs, si cet homme de fer se retirait, qui donc serait assez fort pour empêcher le retour des radicaux? Sous l'empire de ces considérations, les membres du Congrès refusèrent d'accepter la démission du président. Ils s'unirent au peuple pour le forcer à garder le pouvoir jusqu'à l'expiration de son mandat, et scellèrent la réconciliation en votant le retrait des décrets de

CHAPITRE XXII

CHUTE DU PRÉSIDENT ESPINOSA

1869

Le président et ses ministres félicitèrent chaudement García Moreno du grand dévouement dont il avait fait preuve dans sa mission d'Ibarra. Celui-ci profita de leurs dispositions pour leur représenter, une fois encore, que le flot du radicalisme les emporterait bientôt, s'ils ne prenaient les mesures d'ordre réclamées par la situation. Mais jamais les libéraux n'aperçoivent de nuage à l'horizon. Espinosa s'endormait de plus en plus dans ses illusions optimistes. Son ministre de l'Intérieur Camilo Ponce, inutile casseur, avait perdu toute influence sur lui; chaque fois qu'il conjurait le président de mettre un frein aux menées des anarchistes, il se heurtait aux doutes et aux scrupules du plus étroit légalisme. Nul espoir d'ouvrir les yeux à ces aveugles volontaires. Impatienté et découragé, García Moreno se retira de nouveau dans sa solitude de Guachalá, laissant à Dieu le soin de l'avenir.

Cependant, comme l'année 1868 touchait à sa fin, et que les pouvoirs d'Espinosa expiraient en août 1869, les conservateurs s'occupaient activement de lui trouver un successeur. García Moreno avait jeté les yeux sur le général Darquea, loyal et vaillant soldat qui commandait alors le district de Guayaquil. Pour lui, malgré les instances de ses nombreux amis, il refusait toute candidature: «La seule faute que je me reproche dans ma vie politique, disait-il, c'est d'avoir accepté la présidence en 1861 malgré les absurdités de la Constitution bâclée par nos représentants. Le pays va expier les folies de la convention, et déjà l'expiation serait un fait accompli, si je ne m'étais sacrifié pour endiguer le torrent révolutionnaire», écrivit-il à León Mera le 12 juillet 1868. Dans le même ordre d'idées, il disait à cette époque: «Je ne désire pas le pouvoir; si les rouges m'obligeaient à le prendre, je réponds, avec la grâce de Dieu, de sauver le pays en quelques mois. Cela fait, je laisserai la place à l'élu du peuple, qui serait certainement le général Darquea.» Dans un voyage qu'il fit à Quito, il proposa même aux membres de la *Société patriotique* et à tous ses amis de patronner officiellement ledit général «comme le plus digne par son patriotisme, ses mérites personnels et ses importants services, de régir les destinées de l'Équateur».

Mais les conservateurs ne furent pas de son avis. Pour sortir du labyrinthe libéral et reprendre l'œuvre de la civilisation chrétienne, il fallait plus qu'un honnête général, il fallait García Moreno. Ils résolurent donc de lancer sa candidature. Prenant l'initiative du mouvement, la *Société patriotique* adressa aux électeurs, dès le 28 novembre 1868, un manifeste signé de tous ses membres et d'autres notabilités du parti de l'ordre, dans lequel elle ne craignait pas d'affirmer «qu'après avoir consulté toutes les sociétés provinciales, les personnages les plus autorisés, en un mot, la majorité de la nation, elle présentait la candidature de García Moreno, comme une nécessité dans les circonstances présentes, en même temps qu'un témoignage d'estime et de reconnaissance pour les services rendus au pays par cet illustre citoyen. Inutile d'énumérer, ajoutait-on, les bienfaits dont il a comblé la nation durant sa dernière présidence, ni les sacrifices qu'il s'est imposés pour la province d'Ibarra à l'occasion de la catastrophe du seize août dernier: ces actes, nous les avons vus de nos yeux, et la gratitude les a imprimés dans tous les cœurs. En ouvrant des voies de communication, en appelant des instituts religieux pour régénérer les mœurs sous la douce influence du catholicisme, en multipliant les écoles et les collèges, García Moreno a posé les fondements de notre prospérité. Il est vrai que la calomnie met tout en œuvre pour noircir ce grand patriote, mais nous mépriserons les invectives de ces calomnieurs, inspirées trop souvent par les ressentiments personnels et les fureurs vindicatives des criminels qu'il a châtiés. Leur voix

VIE DE GARCIA MORENO, PAGE 140

machine, on s'aperçut qu'elle était fortement endommagée et privée de plusieurs pièces nécessaires. García Moreno fit saisir les deux machinistes et leur commanda sous peine de mort de réparer les dégâts sous les yeux d'un mécanicien qui contrôla soigneusement leurs opérations. Quatre soldats furent chargés de les surveiller, et de leur brûler la cervelle s'ils se montraient récalcitrants.

Les préparatifs terminés, le vaisseau fut armé de cinq forts canons, de munitions de toute espèce, de haches, et d'engins d'abordage. Conservateurs et libéraux prêtaient assistance aux soldats avec un entrain merveilleux, les uns par dévouement à García Moreno, les autres pour s'en débarrasser en l'encourageant dans sa folle aventure. Un désastre paraissait tellement inévitable que les marins, pour prêter leurs services, exigèrent des sommes exorbitantes. On ne trouva de machiniste qu'au prix de vingt mille piastres. Quand on fit appel au dévouement des médecins, l'un d'eux se cacha lâchement. García Moreno le déclara déserteur et privé de ses droits de citoyen. Quant aux soldats, il leur dit avant l'embarquement: «Il ne me faut que des gens de cœur: que les braves se mettent à ma droite, et les poltrons à ma gauche.» En un clin d'œil, tous passèrent à droite. Il en choisit deux cent cinquante avec des officiers déterminés pour les commander, et les fit monter sur le vaisseau. Un prêtre accompagnait l'expédition comme consolateur suprême au moment du danger.

Tout le personnel étant à bord du *Talca* et du petit vapeur *Smyrk* qui lui servait d'éclairer, García Moreno encouragea soldats et marins à faire bravement leur devoir. «Défenseurs de la patrie, leur dit-il, nous allons au-devant des pirates qui nous ont volé le *Washington* et le *Guayas*, après avoir assassiné le commandant Matos. Ils se croyaient sûrs de l'impunité parce que nous manquions de vaisseaux pour les poursuivre; ils espéraient continuer ainsi leurs insultes au pays et les brigandages dont ils vivent aux dépens du peuple, mais leur criminel espoir est déçu: nous avons des vaisseaux, et nous comptons sur la protection du Dieu vengeur de la justice outragée, de ce Dieu dont le bras puissant atteint les scélérats partout où ils se cachent. Il faut à ces bandits un châtement prompt et exemplaire, afin que les gens de bien puissent respirer en paix.

«Soldats et marins, j'ai tenu à honneur de vous accompagner. Je veux être témoin de votre discipline et de votre valeur afin de vous récompenser dignement. J'ai confiance dans l'habileté et l'intrépidité de vos chefs, comme dans votre bravoure bien connue. Je regrette de n'avoir à vous donner pour adversaires que des ennemis indignes de vous, des forbans, des assassins, les derniers des scélérats. Mais la patrie vous impose ce devoir, et pour la sauver il n'y a point de sacrifice qui soit au-dessus de votre courage. En avant donc pour la patrie, et que chacun fasse son devoir en homme de cœur!»

Électrisés par ces nobles paroles, les soldats quittèrent le port en criant: «Vive García Moreno!» Les conservateurs leur répondaient du rivage, pendant que les libéraux échangeaient en sourdine un regard de pitié. Les marins et soldats de la frégate espagnole haussaient les épaules en voyant ces braves équatoriens s'en aller stupidement avec leur chef au-devant d'une mort certaine. Le fait est qu'on ne pouvait penser sans frémir à la rencontre qui devait avoir lieu dans de pareilles conditions d'inégalité. Outre leurs trois vaisseaux armés de canons, les ennemis avaient encore une goëlette bien équipée qui leur servait de guide. Le Pérou leur avait fourni un nombre considérable de soldats, car on venait d'apprendre qu'après un combat sanglant contre la garnison de Santa Rosa, la ville était occupée par trois cents de ces flibustiers. Urbina et Robles, montés sur le *Washington*, retournaient à Jambelí, remorquant une embarcation chargée de prisonniers qui devaient être fusillés le lendemain.

García Moreno quitta le port de Guayaquil le vingt-cinq, à six heures du soir. Le vingt-six, à huit heures du matin, les canots éclaireurs reconnurent la position des vaisseaux ennemis dans la rade de Jambelí. Le *Guayas* et le *Bernardino* avec la goëlette se trouvaient réunis en avant, pendant

VIE DE GARCIA MORENO, PAGE 122

même dans les eaux de l'Équateur. Les pirates seront jugés en conseil de guerre verbal et punis selon la rigueur des lois, à moins que, repentants de leurs crimes, ils n'invoquent spontanément la clémence de l'autorité. Ceux qui favoriseront, sur n'importe quel point du territoire, les menées anarchiques des pirates, seront pareillement jugés en conseil de guerre et condamnés à la peine capitale, s'ils sont convaincus d'avoir été promoteurs ou chefs de partisans. Seront exceptés toutefois ceux qui abandonneront les rangs de l'insurrection et viendront implorer la clémence du gouvernement.»

Suivait un autre décret concernant l'armée, non moins rigoureux que le premier: «Considérant que la paix de la République est sérieusement menacée par l'attentat du trente et un mai, nous déclarons l'armée en campagne. Tout militaire déserteur sera soumis au jugement verbal et puni conformément aux lois. Le président de la République se charge en personne du commandement de l'armée.»

À la lecture de ces deux décrets, chacun comprit qu'il y allait de la vie pour tout insurgé pris en flagrant délit ou tout soldat infidèle à son devoir. On connaissait assez l'implacable justice du président pour savoir que ses décrets ne resteraient pas lettre morte. Aussi la terreur s'empara des révolutionnaires dans la cité comme dans les casernes, et la bruyante Guayaquil, après s'être démenée pendant huit jours comme un volcan en éruption, tomba soudain dans un marasme complet. Cependant, on se demandait, avec un sentiment de curiosité bien naturel, comment s'y prendrait cette fois García Moreno pour vaincre ces pirates qu'il était facile d'exterminer par décret mais qui, de leurs vaisseaux, se moquaient à bon droit de ses soldats. On le voyait debout du matin au soir, donnant ses ordres aux différents corps d'armée, observant avec la plus scrupuleuse attention les mouvements de ses ennemis, se renseignant sur la position exacte des vaisseaux insurgés; mais quel pouvait bien être son plan d'attaque ou même de résistance? L'arrivée du vapeur anglais *Talca*, qu'il attendait avec une impatience fébrile, révéla son idée, non moins audacieuse que l'abordage du *Guayas*. Sans attendre les pirates, et pour couper court aux mouvements insurrectionnels qu'ils allaient provoquer sur la côte, il se proposait d'aller les battre dans la rade de Jambelí, où stationnait leur flottille.

On apprit son secret, comme toujours, au moment de l'exécution. Aussitôt que le *Talca* fut entré dans le port, García Moreno pria le consul anglais de le lui céder momentanément pour l'armer en guerre et donner la chasse aux flibustiers. Comme cette requête paraissait conforme au droit des gens, le consul y acquiesça, moyennant une indemnité. Déjà les travaux d'armement étaient commencés, quand le consul, croyant sans doute le vaisseau perdu, en exigea le prix de vente qu'il estima lui-même 50 000 livres soit 1 250 000 francs. N'ayant pas le temps de discuter avec John Bull, García Moreno déclara le marché conclu. Ce fut alors le tour du capitaine, qui se mit à protester contre la vente d'un vaisseau dont il avait la garde. Sans même prendre la peine de porter ses réclamations à García Moreno, il donna l'ordre à ses marins d'expulser ouvriers et soldats et d'amener le drapeau équatorien qui déjà flottait sur le vapeur. Pour appuyer ses protestations, il demanda secours à une frégate espagnole, qui lui promit de faire feu sur le vaisseau s'il sortait du port sans son consentement.

En face de ces difficultés, le président comprit qu'il était temps d'agir en maître. Il représenta au fougueux capitaine que le droit des gens l'autorisait, dans les circonstances présentes, à lui emprunter son vaisseau sauf à l'indemniser de tout dommage, et que de plus le consul ayant consenti à le vendre pour éviter toute contestation, les réclamations devenaient absolument injustes. Le capitaine répliqua qu'il allait arborer son drapeau, et qu'on lui passerait sur le corps avant d'y toucher. «Et moi, dit García Moreno l'éclair dans les yeux, je vais vous faire fusiller à l'instant même, et votre drapeau vous servira de linceul.» À la vue des soldats prêts à faire feu sur un signe de leur chef, l'Anglais se retira en maugréant. Mais tout n'était pas fini. En visitant la

VIE DE GARCIA MORENO, PAGE 121

n'avait cédé que sur ses instances réitérées, pour lui rendre service, et en le priant de faire lui-même les prix, qu'il avait acceptés sans en rabattre une obole». García Moreno ajouta que si les radicaux trouvaient le marché avantageux, il était prêt à le leur céder sans aucun bénéfice.

Il faut citer ces énormités pour montrer la haine satanique qui ronge le cœur des libéraux, et les ignobles moyens auxquels ils ont recours pour déshonorer l'homme le plus honnête et le plus loyal. Les habitants d'Ibarra reconnaissants ensevelirent ces hontes sous les témoignages non équivoques, je ne dirai pas de leur sympathie, mais d'un amour vraiment filial pour García Moreno. À peine l'eurent-ils vu à l'œuvre que, dans une adresse à leurs bienfaiteurs des provinces voisines, ils l'exaltèrent «comme un sauveur envoyé par la Providence, au milieu du déluge dans lequel ils avaient été comme ensevelis». «La protection dont nous entoure García Moreno, dirent-ils, cet homme qu'une inspiration du ciel a fait nommer chef civil et militaire de la province, est de telle nature que les paroles nous manquent pour célébrer notre sauveur. On dirait que cet illustre héros a été créé tout exprès par Dieu pour nous consoler dans cette immense infortune. Les larmes qui coulent de nos yeux peuvent seules lui témoigner l'émotion de nos cœurs à la vue de son dévouement. Bientôt, grâce à l'infatigable activité qui le caractérise, à l'audace de ses conceptions, à la promptitude et à la sûreté de ses moyens d'exécution, nous lui serons redevables de notre résurrection sociale et politique. Nous ne serons plus des ombres errantes au milieu d'un champ de désolation couvert de vingt mille cadavres. La province d'Ibarra ne perdra pas son nom, ni la bannière de l'Équateur une de ses plus brillantes étoiles.»

Un mois plus tard, quand García Moreno dut quitter la renaissance Ibarra, le peuple entier accourut pour lui dire adieu, absolument comme au départ d'un père. Tous fondaient en larmes et l'accablaient de remerciements et de bénédictions. Quelque temps après, les dames d'Ibarra, au nom de la province, lui firent hommage d'une médaille en or, enrichie de diamants, et portant cet exergue: *Au sauveur d'Ibarra*.

Hélas! ce tremblement de terre, avec ses épouvantables dégâts et ses monceaux de cadavres, n'est qu'une faible image des bouleversements accomplis dans le monde par la Révolution! Si le «sauveur d'Ibarra» mérite une médaille d'honneur, ses compatriotes lui doivent des couronnes pour les avoir arrachés dix fois aux griffes des révolutionnaires. Nous allons le voir procéder contre ces implacables ennemis de l'ordre au dernier et définitif sauvetage de son pays.

VIE DE GARCIA MORENO, PAGE 139

les Indiens, réussirent, après plusieurs luttes sanglantes, à les refouler dans leur repaire des montagnes. Afin de rétablir dans la population le sentiment de la justice et du droit de propriété, un tribunal, siégeant en permanence, condamna aux peines les plus sévères ceux qui furent reconnus coupables de délit ou de crime. Il était temps, car on racontait des forfaits inouïs. D'une nombreuse famille, deux frères seulement avaient survécu au désastre. L'un d'eux parvint à se dégager des ruines, mais, au lieu d'aider son frère à sortir d'un amas de décombres où il était enseveli vivant, il saisit une hache, et lui en asséna un grand coup sur la tête. Il devenait par ce fratricide mille fois exécrable l'unique héritier de la famille.

Pendant qu'on châtiât les criminels, des bandes de fossoyeurs enterraient les cadavres et déterraient les vivants, qu'on retrouvait évanouis et prêts à rendre le dernier soupir sous des monceaux de débris ou dans des cavernes creusées par les déchirements du sol. García Moreno eut la consolation de sauver ainsi des centaines de victimes qui avaient dit adieu à la vie, entre autres la sœur du chargé d'affaires de la Colombie, vertueuse carmélite réfugiée à Ibarra depuis que la persécution avait fermé les couvents de son pays.

La grande difficulté, c'était de trouver des approvisionnements suffisants pour alimenter la ville et la province, également dépourvues de subsistances. La population se mourait d'inanition. Par ses chaleureux appels à la charité, García Moreno provoqua dans la capitale et les autres villes importantes des souscriptions volontaires, et organisa dans les campagnes des convois de vivres, dont il se chargea de faire la répartition. Lui-même, bien que ses ressources fussent très restreintes, s'inscrivit pour mille piastres et donna l'ordre à son intendant d'expédier de Guachalá toutes les provisions que l'*hacienda* pouvait fournir. La distribution des vivres se faisait de la manière la plus équitable, car il veillait avec le plus grand soin sur tous les employés, afin d'empêcher les cupides de spéculer sur la misère publique. Certains commerçants, pour qui tout était moyen d'infâme trafic, vendaient à des prix exorbitants les choses mêmes de première nécessité: il les condamna à être publiquement châtiés, au même titre que les escrocs et les voleurs.

En peu de temps, grâce à son infatigable activité, l'ordre régna dans toute la province. Les oiseaux de proie avaient disparu; la population rassurée vivait sous la tente; les familles se rapprochaient, réunissant leurs faibles ressources. On envisageait l'avenir avec moins d'effroi. Des pionniers traçaient des routes au travers des décombres, premiers linéaments d'une nouvelle cité qui devait s'élever bientôt sur les ruines de l'antique Ibarra. Le génie organisateur de García Moreno présidait à la résurrection de ce peuple, heureux de l'appeler son protecteur et son père.

Au récit de ces merveilles, les radicaux de Guayaquil et de Quito séchaient de dépit. À Ibarra même, on les vit, témoins attristés de l'œuvre accomplie par García Moreno, former d'odieux conciliabules au milieu des ruines, afin de chercher un moyen quelconque d'incriminer le dévouement et de souiller la charité. Leur porte-voix, l'avocat Mestanza, président de la *Société patriotique* de Quito, affirma dans les journaux de la secte que « toutes les ressources accumulées depuis le tremblement de terre avaient passé dans les mains impures d'employés sans vergogne ». Cette vilénie n'atteignait pas García Moreno, dont le désintéressement et l'extrême rigidité envers ses subalternes n'étaient que trop connus des libéraux; néanmoins, les notables d'Ibarra se levèrent comme un seul homme pour jeter à la face de Mestanza l'épithète de « misérable calomniateur ».

Cette protestation ne fit qu'irriter la colère des radicaux. À propos d'un marché conclu avec un ami, et uniquement pour rendre service à cet ami, ils accusèrent García Moreno d'avoir profité des malheurs publics pour acheter des marchandises à vil prix et les revendre à gros bénéfices. Indigné de cette lâcheté, le vendeur, Manuel Fierro, protesta solennellement et sous la foi du serment « qu'il avait lui-même offert ses marchandises à García Moreno, mais que celui-ci les avait refusées, n'en ayant nul besoin, et ne voulant faire aucun achat en ces temps de calamité. Il

que le *Washington*, récemment arrivé à Santa Rosa, restait à l'ancre dans une baie assez éloignée.

Le moment était solennel et décisif. À peine les insurgés, stupéfaits d'abord, eurent-ils reconnu les assaillants, qu'ils se rangèrent en ordre de bataille et firent feu de toutes pièces. Les deux cent cinquante braves du *Talca* sentirent le frisson courir dans leurs membres en voyant ces batteries dressées contre eux. « Pas de décharges inutiles, s'écria García Moreno; le poignard à la main, et en avant! » Enhardis par le sang-froid de leur chef, les soldats saisissent leurs poignards. Le *Talca* marche à toute vapeur, mais en contournant le *Guayas*, pour éviter les décharges de l'ennemi. Une fois bien à portée, García Moreno commande le feu: tous les canons tonnent à la fois; un boulet bien dirigé fait une large brèche à fleur d'eau dans le flanc du *Guayas*. Prompt comme la foudre, le *Talca* fond sur lui, et d'un coup de sa proue agrandit la brèche, culbutant marins et soldats.

Au milieu de l'affreuse bagarre, les soldats de García Moreno s'élançant sur le vaisseau ennemi et exécutent à coups de poignard, de hache, de revolver, les flibustiers qui leur tombent sous la main. Quarante-cinq seulement, échappés au carnage, furent transbordés sur le *Talca*.

Pendant qu'ils s'emparaient sans résistance du *Bernardino* et de la goélette, aussi fortament avariés, le *Smyrk* courait déjà vers le *Washington* qui avait à son bord, comme nous l'avons dit, les deux héros Urbina et Robles, tout fiers encore de leurs succès de la veille. Le *Washington* était à l'ancre, et le reflux l'avait laissé presque à sec à quelques mètres de la côte. Officiers et soldats, tous joyeux convives, avaient fait de copieuses libations pour fêter la victoire de leur grand chef, lorsque le bruit du canon vint les tirer du sommeil ou de l'ivresse. La surprise et l'épouvante causèrent une telle panique que soldats, officiers et marins se jetèrent à l'eau à la suite du vaillant Urbina, et gagnèrent au plus vite, en pataugeant dans la vase, l'ombre des bois voisins. Quand le *Smyrk*, suivi bientôt du *Talca*, put renflouer le *Washington*, il était complètement abandonné. Dans leur précipitation, les fuyards n'avaient pas même pris le temps d'emporter la caisse, dans laquelle se trouvait une quantité importante de faux billets, ni la très intéressante correspondance d'Urbina avec les frères et amis de Guayaquil. Trois jours après, cette bande d'aventuriers, y compris la garnison de Santa Rosa, repassa la frontière du Pérou, bien décidée à laisser pour longtemps les combats de terre et de mer.

Les vainqueurs purent alors se rendre compte du résultat de la journée. Sauf le *Guayas*, qui avait sombré quelques minutes après le combat, ils avaient en leur possession toute la flottille d'Urbina, le *Bernardino*, le *Washington*, la goélette, un autre voilier sur lequel se trouvaient heureusement les prisonniers de Santa Rosa, et quelques petites embarcations. Le *Talca* avait peu souffert malgré le terrible coup d'épéron donné au *Guayas*, et le *Smyrk* était absolument intact. Ils n'avaient à regretter que des pertes insignifiantes, en comparaison du nombre d'ennemis qu'ils avaient tués, mis en déroute ou faits prisonniers. Le seul regret de García Moreno fut de n'avoir pas assez d'hommes pour se mettre à la poursuite des fuyards et s'emparer d'Urbina.

Il s'agissait maintenant pour ces victorieux de faire leur entrée triomphante à Guayaquil, mais auparavant García Moreno se souvint qu'il avait un grand acte de justice à accomplir. Le jugement des prisonniers devait être rendu verbalement et séance tenante. Sur quarante-cinq qui comparurent devant le conseil de guerre, il fut reconnu que dix-sept avaient été enrôlés par force: García Moreno leur fit grâce. Les vingt-sept autres, déclarés pirates, furent condamnés à mort conformément au code, pour crime de trahison et de rébellion. Au nombre des condamnés figuraient José Marcos le chef de bande qui s'était emparé du *Guayas*, le colonel Vallejo, Dario Viteri, et José Robles. Pendant que la flottille s'avançait vers Guayaquil, chacun de ces criminels, après sa condamnation, s'approchait du prêtre pour recevoir le pardon de ses fautes, et des détonations successives annonçaient que la justice humaine était satisfaite. Le prêtre qui avait prêté son ministère à ces malheureux demanda grâce pour le vingt-septième, et déjà García Moreno, pour le remercier d'avoir accepté ce poste périlleux, avait fait droit à sa requête, quand,

examinant de plus près le condamné, il crut reconnaître sur lui, à quelque emblème distinctif, un vêtement du commandant Matos: « Vous avez assassiné le commandant du *Guayas*! » s'écria-t-il d'une voix terrible. Sous son regard d'aigle, le flibustier se troubla et avoua sa participation au crime: « Pas de grâce pour les assassins », reprit García Moreno, et que la justice suive son cours! »

Cependant on approchait de Guayaquil. Vers les cinq heures, le *Smyrk* prit les devants pour porter la bonne nouvelle. Toute la ville était sur les quais, au paroxysme de l'anxiété. À la vue du petit vapeur, les groupes se livrèrent à des conjectures diverses, selon les secrets désirs de leurs cœurs. Les conservateurs en auguraient le triomphe du président, les complices d'Urbina concluaient au contraire à la perte du *Talca*. En l'apercevant, puis le *Washington* et les autres vaisseaux, chacun pouvait croire encore qu'Urbina revenait vainqueur. L'émotion était à son comble, quand apparut enfin García Moreno, debout sur le pont du *Talca*. Alors un immense cri de joie sortit de toutes les poitrines, pendant que les cloches de la ville remplissaient l'air de leurs joyeuses volées, et que les marins espagnols eux-mêmes, transportés d'enthousiasme, saluaient le vainqueur par une salve de toutes leurs batteries.

On remarqua, sans trop s'étonner, que les vivats les plus chaleureux partaient des groupes plus ou moins dévoués à Urbina. Les libéraux se sentaient mal à l'aise en présence de l'implacable justicier, car un certain nombre d'entre eux se trouvait compromis dans ce dernier complot. Le soir, au milieu des réjouissances de la population, García Moreno raconta devant un groupe d'amis les péripéties émouvantes du combat de Jambelí, et les trahisons infâmes de certains complices d'Urbina, qui lui avaient été révélées par les papiers saisis sur le *Washington*. « Ils nous donneront la paix, s'écria-t-il, ou ils verront demain avec quel ciment je l'établirai. » Le lendemain, vers huit heures, il se fit amener un certain avocat, le docteur Viola, natif de Buenos-Aires, l'agent principal d'Urbina à Guayaquil. Viola comparut devant le président et les chefs militaires qui l'entouraient, le front haut et le sourire sur les lèvres, comme un homme qui n'a rien à craindre. « Docteur Viola, lui dit García Moreno, en votre qualité d'avocat, vous devez savoir quelle peine mérite un traître! — En effet, je ne l'ignore pas. — Quelle peine? — La mort! »

Il lui présenta alors plusieurs lettres, trouvées à bord du *Washington*, lesquelles avaient été expédiées par Viola lui-même au secrétaire d'Urbina pour lui indiquer dans les moindres détails les plans des conspirateurs de Guayaquil, et jusqu'à la somme donnée au commandant du *Washington* pour en obtenir son vaisseau. Dans une dernière note, il engageait Urbina à s'approcher de Guayaquil, le *pronunciamento* pouvant avoir lieu de jour en jour. « Docteur Viola, êtes-vous l'auteur de ces lettres? — Je ne puis le nier. — Préparez-vous donc à recevoir le châtiement des traîtres. Vous serez fusillé ce soir, à cinq heures. »

C'est en vain qu'on essaya d'intercéder pour le coupable. Le consul de Buenos-Aires alléguait sa qualité d'étranger, mais García Moreno répondit que l'étranger était soumis aux lois de sa patrie adoptive. Un haut personnage qui avait connu le projet de révolution, et se trouvait par son silence coupable cause indirecte de ces scènes horribles, vint aussi solliciter la grâce de Viola. García Moreno resta inflexible: « Vous répondrez devant Dieu, lui dit son interlocuteur, du sang que vous allez verser. — Non pas moi, répondit García Moreno, mais celui qui, pouvant prévenir ces crimes, ne l'a point fait. — Je sais pourquoi vous me parlez de la sorte. — Et moi, je suis heureux que vous le sachiez sans que je vous l'explique », reprit García Moreno.

On a dit même que sa mère, alors âgée de quatre-vingts ans, et qu'il aimait avec tendresse, essaya de le fléchir. « Ma mère, lui répondit-il avec la plus vive émotion, demandez-moi tout ce que vous voudrez, mais non un acte de faiblesse qui prèderait le pays. » À cinq heures, comme il l'avait décrété, Viola fut conduit dans la plaine de Guayaquil et fusillé.

Les révolutionnaires et les libéraux qui, par leurs conspirations ou leur lâche complicité, ont

Pour comble de malheur, des bandes de pillards s'abattirent sur ce champ de mort comme des oiseaux de proie sur des cadavres. Au lieu de prêter secours aux pauvres mourants qui imploraient leur pitié, ils les achevaient pour les dépouiller. À cette vue, les Indiens sauvages des régions voisines, croyant à la destruction finale de la race espagnole, hurlèrent leur cri de guerre et descendirent des montagnes, comme des démons sortis de l'enfer, en criant de toutes leurs forces: « Vive le grand Atahualpa! » Les malheureux survivants fuyaient à l'approche de ces figures sinistres, mais partout ils rencontraient sur leurs pas le vol, le pillage et la mort.

Quand ces affreuses nouvelles se répandirent dans le pays, la consternation se peignit sur tous les visages, et des larmes coulèrent de tous les yeux. Le gouvernement, vivement ému, chercha immédiatement le moyen de sauver cette province; mais comment refaire un peu d'ordre au milieu de l'horrible chaos? Il ne trouva rien de mieux que de s'adresser au dévouement de l'homme que tous désignaient comme seul capable de remplir cette tâche surhumaine. Le vingt-deux août, le ministre Camilo Ponce annonçait à García Moreno sa nomination de chef militaire et civil de la province d'Ibarra.

« La situation lamentable du pays, lui disait-il, exige des secours extraordinaires, et surtout un homme de votre capacité et de votre énergie. Désirant employer tous les moyens dont il dispose pour soulager et relever ces malheureuses populations, le gouvernement vous investit de tous les pouvoirs ordinaires et extraordinaires que requiert l'état exceptionnel de la province. Chef civil et militaire, vous aurez sous vos ordres les autorités politiques, administratives, militaires et financières; vous prendrez les mesures que vous croirez nécessaires pour sauver ce peuple d'une ruine totale. Le gouvernement et la nation exigent de vous ce service d'humanité et de patriotisme, persuadés que vous répondrez à leur attente en acceptant la mission qui vous est confiée. »

Il y eut un tressaillement d'espérance dans tout l'Équateur quand cette nomination parut au journal officiel. Seuls les révolutionnaires, plus féroces que les voleurs et les Indiens, accablèrent le gouvernement d'invectives pour avoir appelé García Moreno à un poste de péril sans doute, mais aussi d'honneur. Avec son génie et son courage, il était de force à faire sortir des ruines la province d'Ibarra, et alors quelle auréole autour de son front, quelles acclamations à la gloire du libérateur! Un gouvernement libéral devait-il accroître de cette façon l'influence du tyran, l'investir d'un pouvoir presque dictatorial, dont il ne manquerait pas d'abuser contre les malheureux habitants d'Ibarra d'abord, et bientôt contre le pays tout entier? Pour le coup, le bon Espinosa fut nettement accusé de trahir la République.

García Moreno n'hésita pas un instant à sacrifier pour cette œuvre d'humanité le repos dont il jouissait à Guachalá. Laisant déblatérer les hommes de haine, il se rendit aussitôt sur le lieu du sinistre, accompagné de plusieurs bataillons destinés à rétablir l'ordre et à diriger, sous son commandement, les travaux de sauvetage, de construction et de ravitaillement indispensables pour arracher à la mort les tristes épaves du tremblement de terre. À quelque distance d'Ibarra, la troupe fut arrêtée dans sa marche par la rivière de l'Ambi dont les eaux, grossies par des pluies torrentielles, s'étendaient comme un large fleuve à travers la campagne. Les plus audacieux reculaient à l'idée de s'aventurer dans ces abîmes sans canots ni radeaux, lorsque l'intrépide chef lança son cheval au milieu du torrent, manœuvrant avec tant d'habileté que ses compagnons stupéfaits, après avoir plusieurs fois tremblé pour sa vie, le virent apparaître sain et sauf sur l'autre rive. Entraînés par son audace, ils franchirent à leur tour le terrible passage, préluant ainsi aux actes héroïques qu'allait nécessiter leur difficile mission.

Dès son arrivée sur les ruines d'Ibarra, García Moreno organisa tous les services, et les sauveteurs se mirent à l'œuvre sans délai, car le moindre retard dans les secours pouvait entraîner la mort d'un grand nombre de victimes. Des compagnies de soldats, lancées contre les pillards et

rentrer de gré ou de force sous peine d'en être dévoré.» Rien de plus vrai, mais les calomnies, reproduites et commentées dans les journaux, ne laissaient pas que d'impressionner vivement le gouvernement, déjà prévenu contre García Moreno.

Dès lors, le travail de destruction recommença de plus belle dans les clubs, les feuilles publiques, les bureaux des gouverneurs de provinces et même du ministère. Les radicaux minèrent le terrain, sournoisement et sans tapage, pour ne pas donner l'éveil au vertueux Espinosa. Leurs affidés ou des complices inconscients s'introduisirent dans les emplois, au mépris des conservateurs désormais sans influence et sans crédit. Sous prétexte de la liberté de la presse, on remit en question les principes religieux et sociaux. En vain García Moreno essayait-il de nouveau d'ouvrir les yeux au gouvernement sur ces menées souterraines : Espinosa réclamait le corps du délit, le fait matériel qui permit de sévir sans sortir de la stricte légalité.

L'Équateur allait assister à une seconde représentation de la pièce jouée un an auparavant, sous le président Carrión. Incapable de supporter plus longtemps ce spectacle écœurant, García Moreno prit le parti de se retirer à la campagne. Il loua dans la région du nord, non loin d'Ibarra, l'*hacienda* de Guachalá, avec l'intention de l'exploiter lui-même. C'était un moyen de refaire sa santé fort ébranlée par les agitations de la vie politique et les grandes épreuves domestiques qu'il avait subies durant ces dernières années. Sa digne et vertueuse épouse, Rosa Ascásubi, était descendue au tombeau le 18 octobre 1865. Le premier avril 1866, il avait épousé en secondes noces doña Mariana de Alcázar, nièce des Ascásubi. Née le 4 janvier 1837, elle était alors âgée de 29 ans, tandis que don Gabriel avait 45 ans. Quand il communiqua son projet d'alliance à la mère de la jeune fille, la noble femme lui répondit en pleurant qu'elle redoutait les jours troublés et les nuits d'angoisses qui avaient abrégé la vie de sa pauvre sœur. Elle ne voulait pas pour sa fille d'une existence qui consistait à se demander tous les jours si on ne lui rapporterait pas son mari, le cœur percé d'une balle ou d'un coup de poignard. Cependant, comme on ne résistait point à la volonté de García Moreno, il avait uni son sort à celui de doña Mariana, dont la jeunesse, l'amour et le courage ne craignirent point d'affronter les tempêtes qui épouvantaient sa tendre mère. Depuis lors, les angoisses n'avaient guère cessé : l'attentat de Lima, l'odieuse invalidation prononcée par les sénateurs, finalement, la perte d'une petite fille, premier fruit de leur amour, avaient initié la jeune femme à son long martyre. Il conduisit donc la douce Marianita, comme on l'appelait en famille, au milieu des bois, des prairies et des troupeaux de Guachalá, décidé à y planter sa tente pour s'y procurer, avec le calme et les joies du foyer, un moyen honorable d'augmenter ses ressources.

Mais Dieu ne voulait pas que cet homme extraordinaire, véritable instrument de sa Providence, eût ici-bas un moment de repos. Il ne l'avait appelé dans cette oasis que pour lui faire exercer une fois de plus son rôle de sauveur. Le 13 août 1868, des éruptions volcaniques accompagnées de tremblements de terre commencèrent à ébranler toute la province d'Ibarra. Dans la nuit du quinze au seize août, vers une heure du matin, pendant que les volcans vomissaient des torrents de lave, une épouvantable secousse réveilla les habitants terrifiés. La terre tremblait ; les maisons et les églises s'écroulaient avec fracas ; hommes, femmes, enfants, troupeaux, disparaissaient sous les décombres, au sein des abîmes creusés par les oscillations du sol. On n'entendait que les cris des mourants et les hurlements des malheureux échappés comme par miracle à l'horrible catastrophe. Le matin, des dix mille hommes qui composaient la population d'Ibarra, plus de la moitié était ensevelie sous les ruines ; l'autre moitié gisait sur les décombres, au milieu des cadavres, muette de stupeur, sans pain, sans vêtement, sans abri, sans espoir ! Et non seulement la ville, mais toute la province d'Ibarra offrait ainsi l'image d'un vaste cimetière où les survivants du cataclysme pleuraient sur les tombes ouvertes de leurs parents et de leurs amis.

élevé des monceaux de cadavres, crieront à la cruauté : les vrais politiques n'auront que de l'admiration pour ce héros qui n'hésita point à sacrifier sa vie pour sauver son pays des fureurs anarchistes, et qui, par l'exécution nécessaire de quelques scélérats, sauva des milliers d'innocents. Ce résultat est le seul qu'il poursuivit, comme il l'affirmait à ses compagnons d'armes au moment de quitter Guayaquil : « Votre courage, disait-il, a sauvé la république. Les pirates ont dû chercher d'autres parages, et les émeutiers de Santa Rosa n'ont pas même osé vous attendre. Quelques-uns, en se sauvant dans les bois, ont pu se soustraire au glaive de la justice, mais avant de continuer leur infâme métier, qu'ils méditent cette parole : L'échafaud dressé pour le criminel garantira désormais aux honnêtes gens la paix et la sécurité. »

Urbina et ses complices se le tinrent pour dit : Jambelí fut leur dernière croisade du vivant de García Moreno. Ils pouvaient du reste se féliciter de leurs prouesses : outre le sang versé dans ces guerres fratricides, ils avaient coûté depuis un an un million de piastres à leur pays. Quant à García Moreno, parti de la capitale très malade et très faible, il y rentra parfaitement guéri. Les courses forcées, la vie agitée, les violentes péripéties d'une lutte dont la seule alternative était la victoire ou la mort, avaient dissipé en quelques jours le mal dont il souffrait depuis longtemps.

CHAPITRE XX

L'ASSASSIN VITERI

1865

Déjà considéré comme le héros de l'Équateur, García Moreno devint pour tous, après l'expédition vraiment romanesque de Jambelí, l'homme providentiel envoyé au peuple martyr pour dompter le monstre révolutionnaire. Son retour à Quito fut un triomphe. Les libéraux eurent beau pousser des sanglots de commande sur le sang très pur répandu à bord du *Talca*, la foule enthousiaste n'en continua pas moins de porter aux nues le guerrier dont la vaillance avait arraché aux mains d'Urbina les prisonniers de Santa Rosa, et préservé l'Équateur d'une guerre civile où des milliers de victimes auraient été sacrifiées à la rage des bandits de la Révolution. On lisait en pleurant ce touchant hommage d'un des dix-sept urbinistes graciés par García Moreno (*El Correo del Ecuador*, 4 septembre 1865) :

« Salut à toi, noble chef de l'Équateur, illustre guerrier, dont le bras de fer nous sauva de la ruine. Salut à toi, patriote sans tache, héroïque soldat qui, entouré d'un groupe de braves, mis en fuite des milliers de traîtres.

« Salut à toi, cœur vraiment généreux : qui donc sacrifie sa vie comme toi, comme toi méprise la mort ? À voir le feu qui brille dans ton regard, le pirate éperdu s'enfuit.

« Je t'aperçois encore dans le feu du combat, nouvel Achille, l'épée au poing, enflammant tes soldats de ton ardeur guerrière.

« J'entends encore les cris enthousiastes des vainqueurs qui, debout sur ton navire, t'appellent le père de la patrie !

« Et maintenant, laisse-moi te saluer comme un ange de paix, héros magnanime dont le monde un jour chantera les exploits. Je te dois la vie, je te dois l'honneur. Tu as suivi l'inspiration de ta conscience et de ton Dieu, tu as eu pitié de moi.

« La patrie te remercie de l'avoir sauvée, l'univers applaudit ta vaillance, Guayaquil t'offre une couronne, et moi je t'offre ma vie en holocauste. Volontiers, je répandrai pour toi mon sang jusqu'à la dernière goutte. Sois béni, sois mille fois béni, ô García Moreno ! »

Cette poésie de la reconnaissance est une preuve, entre mille autres, des sentiments qui régnaient dans tous les cœurs. Toutefois la tristesse se mêlait à la joie : García Moreno descendait à ce moment-là même du fauteuil présidentiel pour y installer son successeur. Ce fut une occasion pour la société de Quito de lui exprimer ses chaleureux remerciements dans une adresse où son œuvre et ses mérites ressortent avec tant d'éclat que nous ne pouvons résister au désir d'en citer quelques extraits (*El Correo del Ecuador*, 4 septembre 1865) :

« Comme les bienfaiteurs de l'humanité, lui disait-on, vous descendez du fauteuil le front ceint de lauriers, au milieu des splendeurs de la gloire et des hommages reconnaissants d'un peuple dévoué. Durant ces quatre années, la nation a subi les attaques d'une démagogie furieuse et les traîtresses invasions de l'étranger ; mais, en dépit des tempêtes, les yeux fixés au ciel, la main au gouvernail, vous avez conduit le navire entre les écueils, pour le remettre à votre successeur plus fort et plus beau que vous ne l'aviez reçu.

« Toutes les classes de la société vous remercient avec effusion de vos éminents services. Les petits enfants, qui vous doivent une instruction vraiment religieuse, demandent pour vous à Dieu

CHAPITRE XXI

CATASTROPHE D'IBARRA

1868

Don Javier Espinosa, le meilleur des hommes, aussi intelligent que vertueux, profondément conservateur et profondément catholique, aurait pu faire le meilleur des présidents, comme l'espérait García Moreno, s'il ne s'était pas laissé circonvenir par les libéraux. On lui persuada que, nommé par tous les partis plus ou moins opposés au radicalisme, il devait les appeler tous au gouvernement, ainsi que l'exige le système parlementaire. Pour se montrer conciliant, il donna le ministère de l'Intérieur et des Affaires étrangères à son parent, Camilo Ponce, catholique sans épithète, et lui associa deux collègues de camps opposés. Les libéraux comprirent sa faute et le comblèrent d'éloges ; les radicaux eux-mêmes promirent de devenir des anges de paix et de douceur sous le gouvernement paternel, légal, et tout à fait constitutionnel du sage Espinosa.

Avec un pareil entourage, le gouvernement devenait d'autant plus difficile que la Constitution, si souvent blâmée par García Moreno, entravait à chaque instant l'action du président. Pour empêcher le navire de sombrer, il fallait un homme assez énergique pour éviter l'écueil par un virement de bord illégal, en s'appuyant sur le principe de García Moreno : « Je suis chargé de sauver la république avant de sauver la Constitution. » D'un caractère très timoré et très scrupuleux, Espinosa se fit au contraire l'esclave des fictions parlementaires et légales, au grand détriment des conservateurs. On lui présenta un jour une liste de trois noms parmi lesquels il devait, selon les dispositions constitutionnelles, choisir un gouverneur de province. Sur les trois, deux déclinaient l'honneur et la charge, et le troisième était un libéral. Que faire ? l'accepter si mauvais qu'il fût, ou exiger la présentation de trois nouveaux candidats. Le président ne se crut pas autorisé à prendre ce second parti et le libéralisme se renforça d'un nouveau gouvernement de province. Si l'on ajoute qu'Espinosa, peu expert et peu soupçonneux en matière d'intrigues, refusait de croire à tout méfait non matériellement démontré, on verra qu'il avait toutes les qualités requises pour servir de jouet aux retors de la Révolution.

García Moreno connaissait bien la faiblesse de caractère du nouveau président, mais il espérait qu'intelligent et consciencieux, il se laisserait guider par les conseils d'hommes expérimentés, dévoués à sa personne comme aux intérêts religieux et sociaux dont les conservateurs lui avaient confié la garde ; il eut beau lui signaler les dangers de la situation, l'éclairer sur les hommes qui surprenaient sa bonne foi, lui dénoncer les trames des radicaux, Espinosa trouvait qu'il s'inquiétait à tort, puisque la légalité n'était pas violée. Du reste, afin d'enlever toute influence à l'ex-président, les radicaux représentèrent sa politique comme tyrannique et absolument monstrueuse. Dans un odieux pamphlet intitulé *La République et García Moreno*, ils refirent à leur manière l'histoire des huit dernières années, pour établir que leur mortel ennemi n'avait tenu aucun compte de la Constitution ni des lois. Son despotisme avait causé tous les malheurs du pays, d'où la conclusion toute naturelle que du principe légal, incarné dans le président Espinosa, jaillirait pour l'Équateur une source intarissable de gloire et de prospérité. Les conservateurs ripostèrent par l'ouvrage *El señor G. García Moreno y los liberales del Guayas* (Quito, avril 1868). Ils y montraient par l'histoire avec quelle désinvolture leurs hommes si vantés, Roca, Gómez de la Torre, Franco, Robles, et surtout Urbina, marchaient à pieds joints sur leur fameux principe de la légalité, non par exception et pour sauver la patrie, mais tous les jours et pour contenter leurs passions. « Le parti anarchiste, que García Moreno avait dû mettre à la raison, formait moins un parti politique qu'une ménagerie de bêtes féroces échappées de leur cage, et qu'il fallait y faire

Luque: «Je reviens de Quito, où je suis allé voir ma petite fille qui se mourait. Vous savez déjà pourquoi la Providence m'a conduit dans cette ville. Le candidat que j'ai présenté, le catholique et vertueux Javier Espinosa, a été accepté avec enthousiasme, même par un certain nombre de rouges. Les élections, terminées le 21 de ce mois, ont ramené la concorde et la paix. Nous pouvons nous vanter d'avoir le meilleur des présidents. Notre pauvre Équateur, ajoutait-il, vient de traverser sans secousse une crise qui pouvait aboutir à une guerre civile désastreuse.»

Avec tous les conservateurs, disons en terminant ce chapitre que si, dans ces conflits d'incapables et d'ambitieux, la guerre civile n'a pas ensanglanté le pays, c'est encore une fois grâce à l'énergie du héros chrétien, qui jamais ne voulut pactiser avec les principes ou avec les hommes de la Révolution.

de longues années de vie. Cachés dans les plis des Andes, au fond de leurs forêts sauvages, les humbles habitants des campagnes n'oublieront pas le digne magistrat qui leur a procuré des évêques et des prêtres pour les consoler et les bénir. L'habitant des cités admire ces monuments somptueux qui attesteront aux générations futures votre patriotisme et votre génie. Les malheureux vous bénissent du fond des hôpitaux que vous avez créés; les soldats, conduits par vous à la victoire, cachent les larmes qui tombent de leurs yeux en se séparant de leur vaillant chef; l'Équateur tout entier pleure son premier magistrat. Sa seule consolation, c'est de penser que vous serez désormais son premier citoyen.»

Pour corroborer par leur témoignage les faits glorieux rappelés dans cette adresse, les dix sociétés populaires de la capitale, représentées par leurs délégués, vinrent en ce même jour offrir à l'ex-président une médaille d'or enrichie de diamants, portant cette inscription: «À García Moreno, modèle de vertu, en souvenir des services rendus à la patrie.» «Nos sociétés, lui dirent-ils, composées d'un nombre considérable d'ouvriers, d'artisans, de propriétaires, de citoyens distingués, espèrent que vous serez dans l'avenir, comme vous l'avez été dans le passé, le ferme soutien de l'ordre et de la paix. Vous pouvez compter sur nous toutes les fois que la patrie réclamera nos efforts pour conserver ces libertés publiques que votre valeur, votre patriotisme et votre abnégation ont sauvées du naufrage.»

Il semble que l'Équateur ne pouvait pousser plus loin ses démonstrations de reconnaissance et d'amour: toutefois les citoyens prévoyants auraient désiré pour García Moreno une récompense officielle qui joignit à l'honneur personnel l'avantage de conserver un défenseur à la patrie. Selon eux, le Congrès eût dû nommer l'ex-président général en chef de l'armée; ils firent même de ce vœu l'objet d'une pétition aux députés: «Toutes les nations, disaient-ils, ont su honorer dignement leurs grands hommes. Or, parmi nous, García Moreno s'est distingué entre tous par son génie d'homme d'État, ses capacités politiques et militaires, si bien qu'il a captivé le respect et l'admiration, non seulement de l'Amérique, mais du monde entier. Sans vouloir rabaisser personne, nous pouvons le proclamer un homme exceptionnel dont la patrie se rappellera toujours avec fierté le glorieux souvenir. Il a rencontré des ennemis implacables, mais jamais ils n'ont pu obscurcir l'éclat de ses vertus; et d'ailleurs quel grand homme n'a pas eu ses envieux? García Moreno mérite une récompense honorifique: nous demandons au Congrès de le nommer général en chef de l'armée. Si l'on objecte qu'il n'a pas suivi la carrière des armes, nous répondrons que le génie est au-dessus des grades, et qu'il a donné des preuves incontestables de ses connaissances militaires théoriques et pratiques aussi bien que d'un courage à toute épreuve.»

Les représentants du peuple s'unirent à leurs électeurs pour glorifier dans un acte officiel et public le grand homme de l'Équateur. La Constitution interdisait au président, son mandat expiré, de sortir du territoire avant un an sans l'autorisation du Congrès. García Moreno, qui voulait avoir ses coudées franches, demanda cette autorisation. Aussitôt grand émoi dans le public: chacun croyait voir grandir l'ombre d'Urbina à mesure que disparaissait dans le lointain le héros de Jambelí. Une pétition contre l'autorisation demandée fut transmise au Congrès, qui la prit en considération. La majorité vota l'internement pour une année de l'homme nécessaire au salut du pays.

Nous avons étalé complaisamment les pensées et les sentiments du peuple équatorien sur García Moreno au moment où celui-ci sortait de charge, un an à peine après l'exécution de Maldonado, un mois seulement après les exécutions de Jambelí. Ces actes de juste sévérité, on n'a réussi à les rendre odieux qu'en les isolant des circonstances qui les rendaient nécessaires; mais l'opinion des contemporains, en dépit des pygmées libéraux unis pour abattre le colosse, opinion présente dans toutes les classes de la société, reconnaît en García Moreno l'homme nécessaire dans le passé pour arracher l'Équateur aux mains de la Révolution, nécessaire encore dans l'avenir

pour empêcher cette hyène de ressaisir sa proie. Les faits que nous allons raconter prouveront surabondamment que le jugement du peuple n'était pas en défaut.

Le président Carrión débuta dans ses fonctions par un message rassurant pour les conservateurs. Il déclarait «vouloir s'entourer d'hommes probes, intelligents, animés d'un vrai patriotisme. Avec leur appui et la coopération de son illustre prédécesseur, il se faisait fort de réaliser les améliorations politiques et sociales réclamées par le pays, et d'élever un rempart inexpugnable contre la Révolution, source de tous les malheurs». Malheureusement, on s'aperçut bien vite que pour appliquer ce programme il fallait une volonté plus ferme que celle du président Carrión. Honnête homme dans toute la force du terme, dévoué à la religion et à l'Église, doué de bon sens et d'une certaine habileté dans le maniement des affaires, il manquait de décision lorsqu'il s'agissait de prendre les moyens d'arriver au but. Pour gouverner selon ses vues patriotiques, il n'avait qu'à s'appuyer franchement et sans arrière-pensée sur l'homme supérieur qui l'avait choisi; mais, soit qu'il redoutât une influence trop dominante, soit qu'il désirât rallier tous les partis, il s'isola bien vite de García Moreno. Entouré d'hommes de nuance libérale, il confia la direction de sa politique à son ministre de l'intérieur, Manuel Bustamante, bien connu par son hostilité contre l'ex-président.

Avec de pareils inspirateurs, le président Carrión gouverna d'une manière directement opposée à son programme. Ennemi de la «liberté licencieuse importée» de France, il ne devait pas ignorer que le libéralisme des gouvernants n'a été inventé par la Révolution que pour favoriser la licence. Et cependant, on vit cet honnête homme, à cheval sur le juste milieu tant vanté par les politiques modernes, faire des efforts inouïs pour n'incliner ni à droite ni à gauche, et tenir l'équilibre entre les bons et les méchants: jeu de bascule où les plus célèbres acrobates ont toujours fini par se casser le cou.

La coterie libérale applaudissait à outrance; les radicaux eux-mêmes, revenant du Pérou ou de la Nouvelle-Grenade munis de sauf-conduits en règle, se déclaraient satisfaits du nouveau gouvernement. À l'ombre du libéralisme, ils créaient des journaux impies et immoraux où la religion et la société étaient également battues en brèche, ils organisaient des associations politiques destinées à devenir, au moment favorable, les officines de nouveaux complots contre l'ordre et les honnêtes gens; ils n'avaient pas assez d'encens pour le conciliant Carrión et l'équilibriste Bustamante, dont la politique parfaitement constitutionnelle formait un si heureux contraste avec les «idées despotiques» de García Moreno!

Cependant, bien que sans aucune influence sur le cabinet, l'ex-président, par sa seule présence en Équateur, troublait le repos des révolutionnaires: aussi résolurent-ils de s'en défaire à la première occasion. «Le poignard est démocratique et l'assassinat républicain», comme l'a dit un moderne, et les loges ne manquent jamais de sicaires à l'affût de leur proie. Afin d'exciter contre leur ennemi la haine de la secte, ils demandèrent à grands cris dans leurs journaux sa mise en jugement. Il avait commis tant de crimes contre la loi et la liberté qu'aucune peine ne paraissait trop rigoureuse pour un si grand coupable. Les uns, comme Juan Montalvo, rédacteur d'*El Cosmopolita*, feuille impie à la dévotion d'Urbina, disaient que «s'ils tenaient don Gabriel, ils le conduiraient poliment à la frontière». Les autres hurlaient avec l'humanitaire Riofrio: «Je suis ennemi de l'échafaud, mais non pas tant que vivra García Moreno.» Sans le vouloir, le gouvernement du faible Carrión finit par donner satisfaction à ces hommes de sang. Naviguant entre les conservateurs qui réclamaient sans cesse l'ex-président à la tête de l'armée et les révolutionnaires qui demandaient sa mort, Carrión prit un moyen terme: il l'éloigna de l'Équateur. Un beau jour, l'ex-président reçut le diplôme d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire au Chili, à l'effet de contracter avec cette république un traité de commerce et de navigation. Le traité n'était peut-être ni très pressant ni très important; les circonstances tant

Il obtint la majorité des suffrages, malgré les vociférations et les intrigues des urbinistes; mais la majorité, composée de radicaux, s'empressa d'invalider son élection puis de mettre en accusation le président Carrión et son ministre Bustamante – ces deux chevaux de renfort dont maintenant la Révolution, maîtresse du terrain, n'avait plus besoin. Carrión furieux se choisit des ministres à droite parmi les amis de García Moreno; puis, à l'instigation de Bustamante, il offrit de les sacrifier aux libéraux, si ceux-ci voulaient retirer leur acte d'accusation. Le ministère objet de cette inique transaction se retira d'un gouvernement qui «se jouait de ses officiers comme il se jouait de l'honneur de la patrie». Les deux coupables, abandonnés et méprisés de tous, se virent alors à la merci des radicaux. Bustamante fut condamné à la privation de tout emploi public pendant deux ans. Quant au président, le Congrès dans un vote solennel de censure déclara «qu'ayant sacrifié la république à de misérables intérêts de famille, il s'était rendu indigne des fonctions éminentes que le peuple lui avait confiées».

On ne pouvait pas trop plaindre le président ni son ministre, mais il n'en était pas moins vrai que les radicaux arrivaient au pouvoir. Carrión tombé, ceux qui avaient profité de ses faiblesses pour l'acculer à la déchéance allaient profiter de leur crédit pour influencer les électeurs en faveur d'Urbina, et le catholique Équateur, par un effet merveilleux de cette boîte à surprises qu'on appelle le régime parlementaire, était exposé à se réveiller un beau matin, très légalement et très constitutionnellement, en pleine république radicale.

On attendait de jour en jour ce hardi coup d'État, sans que personne se sentit de force à l'empêcher, lorsqu'on apprit l'arrivée soudaine et tout à fait inopinée de García Moreno. Retiré à Guayaquil depuis son expulsion du sénat, il était subitement rappelé dans la capitale par une maladie grave de sa petite fille. Déconcertés à cette nouvelle, les radicaux du Congrès commencent à se troubler; les conservateurs courent à García Moreno comme au sauveur que Dieu leur envoie; peuple et députés le supplient de prendre en mains les rênes du gouvernement et de préserver le pays d'un nouveau cataclysme. Maître absolu de la situation, il n'avait qu'un mot à dire pour déterminer un *pronunciamiento* en sa faveur; il ne le voulut pas, mais néanmoins il résolut de barrer le chemin à la Révolution en déjouant le plan des sénateurs radicaux.

Dans un conseil composé de ses amis politiques, García Moreno fit prévaloir l'idée qu'un changement de gouvernement, accompli avec promptitude et résolution, rétablirait l'ordre et la paix. Le président Carrión, devenu impossible, quitterait le pouvoir et serait remplacé au fauteuil par le vice-président Pedro José de Arteta, qui procéderait immédiatement à l'élection du nouveau chef de l'État. On porterait comme candidat à la présidence don Javier Espinosa, avocat estimé de tous pour son amour de la justice, et de plus excellent catholique. Cette combinaison, goûtée du public et des chambres, rallia si bien conservateurs et libéraux que les urbinistes perdirent toute influence.

Avec son énergie habituelle, García Moreno, chargé de l'exécution du programme, signifia au président que, vu les circonstances, le bien public exigeait sa démission; et, comme celui-ci résistait, il lui envoya cet ultimatum d'un laconisme significatif: «Souvenez-vous que le salut de la république doit l'emporter sur la vie de l'homme qui la mène aux abîmes!» Enfin le six novembre Carrión donna sa démission, après avoir acquis la conviction que l'armée ne le soutiendrait pas. Par son ascendant sur les Chambres, García Moreno obtint qu'Arteta, en qualité de vice-président, lançât immédiatement le décret convoquant les électeurs pour la nomination du nouveau président. Le nom d'Espinosa fut accueilli avec un tel enthousiasme par tout le peuple que les radicaux n'osèrent pas même lui opposer de concurrent. Un mois après, la crise était terminée et le nouveau gouvernement installé pour dix-huit mois, c'est-à-dire jusqu'à l'achèvement de la période constitutionnelle.

Le vingt-cinq décembre, de retour à Guayaquil, García Moreno écrivait à son ami don Félix

l'interprète des sympathies profondes de son pays et de son gouvernement ne l'avaient déterminé à accepter la charge d'envoyé extraordinaire, mais l'espoir de resserrer et de rendre plus intime l'alliance entre les deux pays. Initiateur de cette alliance, bien avant le blocus de Valparaiso par l'Espagne, il voulait concerter avec le Chili les moyens les plus efficaces pour rendre cette union utile et permanente, assez forte pour assurer à tous une paix honorable, assez intime pour garantir le respect de l'indépendance à l'extérieur, condition essentielle du progrès à l'intérieur.

Il s'éleva ensuite à des considérations qui firent rentrer dans le néant toutes les accusations d'anti-américanisme dont on le poursuivait depuis quatre ans. «Durant quarante années, s'écria-t-il, nous avons travaillé contre la nature et contre nos intérêts les plus chers. La nature a voulu faire de nous un grand peuple sur la portion la plus belle et la plus riche du globe; et nous, au lieu de nous considérer comme les familles distinctes d'une même nation, nous nous sommes traités comme des étrangers, parfois même comme des ennemis. Malgré nos intérêts économiques qui se combinent admirablement, puisqu'une région produit ce qui manque à sa voisine, nous avons, au moyen de douanes et de tarifs, mis obstacle à l'échange de nos produits et paralysé l'essor de notre industrie. Mais voici venir le jour où toutes ces inventions d'une politique égoïste apparaîtront à tous ce qu'elles sont en effet: inutiles et pernicieuses. Le péril nous a révélé les avantages de l'union. Comme l'éclair et la foudre servent à purifier l'air, l'injuste agression de l'Espagne nous aura donné la cohésion qui nous a manqué jusqu'ici».

Il réussit parfaitement dans sa mission. Conventions postales, diplomatiques, consulaires; traités d'alliances, de commerce et de navigation; détermination des principes communs dans les relations internationales: tout fut réglé au plus grand avantage des parties contractantes. De plus, durant les six mois qu'il passa au Chili, García Moreno eut l'occasion d'entrer en rapport avec la noblesse et les notables de la capitale. Partout on admira sa science profonde, son noble caractère, et cet ensemble de dons éminents qui font l'homme supérieur. Dans les sociétés savantes où il eut l'occasion de se faire entendre, il étonna par ses vastes connaissances, et surtout par son système de régénération sociale fondé sur les lois de l'Église, c'est-à-dire sur le catholicisme intégral. La société chilienne se passionna pour ce grand homme qui, tout heureux de rencontrer des cœurs assez chrétiens pour le comprendre et pour l'aimer, s'y attacha d'autant plus que le libéralisme de son pays l'avait peu habitué à cette bonne fortune. Plus tard, il ne parlait jamais sans émotion de son voyage au Chili.

À son retour, García Moreno passa quelques jours dans la capitale au milieu de ses amis, rendit compte au président de la mission qui lui avait été confiée, et se retira ensuite à Guayaquil chez son frère Pablo pour s'occuper de négoce conjointement avec lui. Sans fortune personnelle, et trop scrupuleux pour se faire des rentes aux dépens du public, il ne lui restait d'autre ressource que de travailler pour vivre. D'ailleurs, avec la politique inconsistante du président Carrión et les défiances hostiles du ministre Bustamante, un homme de sa trempe n'avait plus rien à faire à Quito jusqu'au moment où les conservateurs imploreraient son secours pour arrêter la marée montante du radicalisme. Ce moment ne pouvait être éloigné, car les journaux révolutionnaires conspiraient à ciel ouvert contre la religion de l'État et contre l'État lui-même. Montalvo prêchait dans *El Cosmopolita* l'excellence du paganisme et sa supériorité sur les idées chrétiennes. Les clubistes invectivaient contre le président Carrión et demandaient à grands cris le rappel d'Urbina. À la fin de 1866, leur influence était déjà si puissante, qu'après avoir repris possession du pays par leur incessante propagande, ils se crurent de taille à forcer la porte du corps législatif. Dans la lutte électorale qui précéda le Congrès de 1867, ils opposèrent aux modérés de l'école gouvernementale leurs candidats les plus compromis, les Carbo, les Parra, les Endara: le flot anarchiste venait de nouveau battre en brèche les remparts de la société. Par contre les conservateurs de Quito, persuadés qu'il était plus que temps de faire entrer en scène le défenseur de l'ordre, choisirent García Moreno pour les représenter au sénat.

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 132

extérieures qu'intérieures paraissaient assez graves pour réclamer «la coopération patriotique de l'illustre prédécesseur», de l'homme nécessaire à qui le Congrès, six mois auparavant, refusait l'autorisation de sortir du territoire; mais le jeu de bascule administrative exigeait qu'on infligeât ce désappointement aux conservateurs, toujours pacifiques et timides, pour complaire aux radicaux dont le mécontentement pouvait tourner à la révolte.

Les révolutionnaires battirent des mains. Non seulement le gouvernement se priva de son plus ferme appui, mais ce voyage au Chili leur fournissait l'occasion longtemps cherchée de se débarrasser pour toujours de leur mortel ennemi. Quelque temps auparavant, ils avaient formé le projet de l'assassiner à La Carolina, *hacienda* où García Moreno s'était retiré dans les environs de Quito, mais certaines indiscretions des conjurés les forcèrent d'ajourner l'horrible dessein. Cette fois, les loges décidèrent que Son Excellence l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ne reviendrait pas du Chili.

García Moreno devait s'embarquer à Guayaquil le vingt-sept juin et relâcher quelque temps à Lima pour conférer avec le président Prado. Huit jours avant son départ, on l'avertissait de tous côtés que ses ennemis l'assassineraient en chemin, et probablement le tueraient à coups de revolver sur le vaisseau. Une respectable dame, venant de Lima, le supplia de prendre des précautions, parce que les réfugiés du Pérou avaient juré de l'immoler à leur vengeance, soit au Callao, soit à son arrivée dans la capitale. À Guayaquil, on montra une lettre d'un urbaniste, affirmant avec certitude que García Moreno entreprenait son dernier voyage et que, lui disparu de la scène, un nouvel ordre de choses allait commencer. À Lima, les réfugiés annonçaient hautement qu'en mettant les pieds dans la ville, García Moreno serait salué à coups de revolver. Ce dernier savait par expérience tout ce qu'on peut attendre de ces chevaliers du crime, mais il appartenait à la race des braves qui se confient en Dieu et ne reculent jamais devant le danger. Il partit donc de Guayaquil, le vingt-sept juin, en compagnie de don Pablo Herrera, son secrétaire et de don Ignacio de Alcázar, adjoint à la légation. Herrera emmenait avec lui son fils, jeune homme de quatorze ans, et García Moreno, une petite nièce de huit ans, qui se rendait à Valparaiso. C'était toute son escorte.

Le vapeur arriva au Callao le deux juillet. García Moreno prit immédiatement avec sa suite un train qui arriva au débarcadère de Lima vers midi. Ignacio de Alcázar descendit le premier pour s'entretenir avec un attaché de l'ambassade venu à leur rencontre. García Moreno le suivit aussitôt, puis aida sa petite nièce à descendre. Au moment où il se retournait vers un ami accouru pour le féliciter de son voyage, un certain Isidro Viteri, parent d'Urbina et frère de Dario Viteri, un des pirates de Jambelí, s'approcha subitement de lui, le traita de brigand et d'assassin, et lui tira deux coups de revolver à la tête avant qu'il eût le temps de faire un mouvement. Son chapeau, troué par les balles, tomba par terre. Instinctivement, et comme mû par un ressort, il s'élança le pistolet au poing sur le meurtrier, dont il saisit violemment le bras, ce qui fit dévier la troisième balle. Le sang coulait de deux blessures légères, l'une au front, l'autre à la main droite.

Pendant qu'il étreignait ainsi le bras de son adversaire, un de ses amis, don Félix Luque, bien que sans armes, accourut pour le dégager, mais un nouveau coup de feu, tiré par un compagnon de Viteri, lui perça la main. Au bruit de ces détonations, Ignacio de Alcázar se précipita à son tour au milieu des combattants et tombe sur Viteri à coups de crosse de revolver. Blessé à la tête, l'assassin furieux décharge deux fois son arme sur ce nouvel assaillant, pendant qu'Ignacio, ripostant également par une double décharge, l'oblige à quitter la partie. Cette horrible scène n'avait duré qu'un instant.

Comme toujours, la police se montra quand le danger fut passé. Un officier se mit à faire le moulinet avec son sabre et blessa gravement Ignacio de Alcázar en voulant lui arracher son revolver. Ignacio ne livra son arme que devant une sommation du préfet; encore ne put-il

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 129

s'empêcher de lui faire remarquer qu'on n'a pas le droit de désarmer les victimes quand on ne sait pas les défendre contre les assassins; et il lui montra Viteri qui revenait à la charge, le pistolet à la main, cherchant des yeux García Moreno. Le meurtrier fut saisi à l'instant; alors García Moreno remit entre les mains du préfet son revolver muni de toutes ses balles: par un acte de magnanimité sublime, bien qu'étant dans le cas de légitime défense et disposant absolument de la vie de l'assassin, au lieu de lui brûler la cervelle comme tout homme l'eût fait à sa place, il s'était contenté de détourner l'arme braquée sur sa poitrine. Implacable quand le bien public l'exigeait, il épargnait un criminel quand il ne s'agissait que de sa propre vie.

La nouvelle de ce lâche attentat se répandit aussitôt dans la ville. Le président de la République envoya sa voiture et chargea son aide de camp de transporter García Moreno au palais. Il traversa ainsi la capitale au milieu de foules vivement émues. Au palais, il fut accueilli avec toutes sortes d'égards par le président Prado, qui ne savait comment lui témoigner ses condoléances. Il fit jeter en prison l'assassin Viteri et ordonna de le mettre en jugement sans délai.

C'est ici qu'éclate dans tout son jour et sous son aspect le plus cynique, la scélératesse de l'infamie bande qui gouverne le monde. L'agression avait eu lieu en présence de nombreux témoins qui en racontaient tous les détails, de sorte que le guet-apens était manifeste; mais il s'agissait d'un assassin commissionné par les loges maçonniques: les juges, amis ou complices d'Urbina, trouvèrent moyen de différer le procès jusqu'au moment où, les premières impressions effacées et les témoins oculaires dispersés, les avocats purent embrouiller l'affaire. Alors Viteri, payant d'audace, ne craignit pas de se poser en victime et d'accuser García Moreno d'avoir voulu l'assassiner. Il raconta sérieusement au tribunal qu'il n'avait jamais eu la pensée de commettre un meurtre; seulement, en voyant García Moreno descendre du train, il s'était rappelé les crimes de l'ex-président contre sa famille et sa patrie, et je ne sais quel mouvement de subite indignation l'avait poussé à le provoquer en duel. Il s'approchait pour lui proposer une loyale rencontre, mais, au premier mot, García Moreno lui avait répondu par un coup de revolver, lequel avait été suivi de plusieurs autres tirés par les membres de la légation. «L'ex-président de l'Équateur, ajoutait Viteri, ne mérite pas un coup de poignard: il doit tomber sous l'anathème et le mépris de l'univers.»

Cette farce grossière ne pouvait arrêter un instant des juges sérieux. Si García Moreno ne valait pas un coup de poignard, comment Viteri avait-il pu concevoir la pensée de se mesurer avec lui? Malgré ses mépris affectés, Viteri, proche parent d'Urbina, frère d'un des pirates fusillés à bord du *Talca*, se fiait plus pour abattre García Moreno au poignard de la secte qu'aux «anathèmes de l'univers». Il était prouvé que l'assassinat, préparé dans un conciliabule révolutionnaire, occupait tout le public avant l'événement; qu'il y avait eu préméditation, vu que l'assassin se promenait de long en large dans la gare de Lima attendant sa victime bien longtemps avant l'arrivée du train; que García Moreno n'avait nullement fait feu sur Viteri, puisqu'il avait remis son revolver entre les mains du préfet sans avoir brûlé une seule cartouche; que la nouvelle de l'assassinat courait à Guayaquil avant l'arrivée des dépêches de Lima, ce qui prouvait d'une manière évidente l'existence d'un complot urbaniste; enfin que, le coup manqué, Viteri et ses compagnons hurlaient avec rage: «À défaut de revolver, nous emploierons le poignard.» À tous ces faits se joignaient les dépositions des témoins, qui tous racontaient d'une manière uniforme les moindres détails du crime.

La culpabilité était donc évidente et la condamnation s'imposait. Mais la justice maçonnique a des procédés qui étonneraient Caïphe lui-même. Le tribunal de Lima recusa les témoins oculaires, comme amis et confidents de García Moreno, pour s'en rapporter aux dépositions ridicules et souvent contradictoires de cinq ou six complices de Viteri. L'assassin fut acquitté aux applaudissements de la secte et, comme cette infamie ne suffisait pas, les juges déclarèrent en

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 130

seconde instance qu'il y avait lieu de poursuivre García Moreno sous la prévention de tentative de meurtre sur la personne de Viteri. Ces misérables savaient bien qu'ils ne pouvaient l'atteindre, car, en sa qualité de plénipotentiaire, il échappait à leur juridiction; mais ils essayaient du moins de déshonorer leur victime.

Cette honteuse prévarication des juges, plus encore que l'attentat du deux juillet, excita dans tout le public conservateur de Quito des sentiments d'indignation et de colère. À voir comment on traitait un ambassadeur de l'Équateur, on se demandait s'il n'y avait plus de gouvernement et ce que faisait le président Carrión. Il se contentait d'écrire une lettre de condoléances à la victime, dans laquelle il narrait «la profonde impression produite par l'assassinat de Lima sur tous les habitants de Quito, et même sur les partisans de l'infâme Viteri, qui se donnaient beaucoup de peine pour dénaturer les faits, sans pouvoir y parvenir. Nul doute de leur complicité dans l'attentat, ajoutait-il, car il était connu en Équateur huit jours avant l'arrivée du courrier de Lima.» Le ministre Bustamante, informé de l'événement par García Moreno lui-même, répondait à son tour «qu'il serait tenté de croire à une vengeance personnelle si la nouvelle de l'assassinat répandue avant l'événement et l'insistance des réfugiés pour obtenir de la cour suprême la mise en accusation de leur victime ne trahissaient un complot de la secte». Des démarches faites pour empêcher cette exécutable iniquité, pas un mot. À Lima, le chargé d'affaires de l'Équateur restait plus qu'indifférent aux cyniques projets des réfugiés, des avocats et des juges. Il insinua même que García Moreno «ferait bien de ne pas exciper de son titre de plénipotentiaire pour décliner la compétence du tribunal, mais de constituer un fondé de pouvoirs et de soutenir le procès», ce qui, vu le parti pris des juges, eût inévitablement amené sa condamnation.

Quant aux libéraux, même catholiques, tout en jetant les hauts cris contre l'assassin de García Moreno, ils trouvaient l'occasion excellente pour récriminer contre la victime. «Ils étaient contraints d'avouer, disaient-ils en larmoyant, que cet homme extraordinaire, par ses fautes innombrables, ses scandaleux abus de pouvoir, avait une grâce spéciale pour se faire abhorrer. Malgré cela, ils n'auraient jamais cru qu'en Équateur on pût avoir recours au poignard pour se venger.» Les faux bonshommes! jamais sans doute ils n'ont entendu parler de l'attentat du 23 juin 1865, ni de l'assassinat du commandant Matos! Ils ne se rappellent que les «scandaleux abus de pouvoir de García Moreno» contre l'innocent Maldonado et les non moins innocents pirates qui, à coups de sabre et de revolver, avaient capturé le *Guayas* et mis l'Équateur à deux doigts de sa perte. Il a une grâce spéciale pour se faire exécuter de ces faux conservateurs, cet homme héroïque qui les a vingt fois sauvés du radicalisme en exposant sa vie pour défendre la leur!

Trop grand pour relever l'indifférence des diplomates et l'insolence de ces ingrats, García Moreno, guéri de ses blessures, reprit la mer pour se rendre au Chili, bien que ses amis lui annonçassent que d'autres conjurés l'attendaient à Valparaiso et que le gouvernement chilien refuserait d'admettre un plénipotentiaire incriminé juridiquement pour tentative d'assassinat. Les radicaux avaient répandu ce faux bruit à dessein d'empêcher une mission qui devait accroître la considération et la gloire de leur ennemi.

Le président du Chili, ses ministres, les personnages distingués de la capitale, reçurent l'illustre ambassadeur avec tous les égards dus à son mérite personnel ainsi qu'à la haute charge dont il était revêtu. Les journaux du pays avaient raconté ses luttes contre la Révolution, les traits d'héroïque valeur qui l'avaient signalé à l'admiration du monde, son amitié constante pour le Chili durant ses quatre années de présidence, et enfin l'assassinat dont il avait failli être victime à Lima, de sorte que tous les cœurs lui étaient gagnés d'avance. Le discours qu'il prononça le jour de sa réception officielle fit comprendre aux Chiliens qu'ils avaient devant eux non seulement un héros mais un diplomate et un ami: depuis longtemps il désirait connaître ce beau pays du Chili, la gloire des républiques américaines; et cependant ni ce désir, ni l'honneur d'être auprès du peuple chilien

VIE DE GARCÍA MORENO, PAGE 131